



COMBATTRE LES INÉGALITÉS EN PÉRIODE DE COVID-19

Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020

La pandémie de COVID-19 s'est abattue sur un monde très mal préparé pour y faire face, car les pays s'étaient montrés jusqu'alors incapables de déployer des politiques de lutte contre les inégalités. Parmi les pays évalués au regard de l'indice ERI 2020 (Engagement à réduire les inégalités), un sur six seulement consacrait un budget suffisant à la santé, seulement un tiers des travailleurs et travailleuses dans le monde bénéficiaient d'une protection sociale appropriée et au moins un tiers d'entre eux dans plus de 100 pays ne disposaient d'aucune protection du travail comme les congés maladie. De nombreuses personnes se retrouvent ainsi exposées à la mort et au dénuement, et les inégalités augmentent de manière considérable. Certains États, comme la Corée du Sud, montrent la voie en associant bataille contre la COVID-19 et lutte contre les inégalités.

Cette troisième édition du rapport sur l'indice ERI recommande à tous les gouvernements d'adopter des politiques fortes de lutte contre les inégalités en matière de services publics, de fiscalité et de droit du travail, afin de réduire drastiquement le fossé entre les riches et les pauvres. La communauté internationale doit les aider au moyen des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI, de mesures d'allègement de la dette et de taxes mondiales de solidarité.

Voir également le site de l'indice ERI et la note méthodologique sur www.inequalityindex.org

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	4
Indice ERI 2020 : l'échec dans la lutte contre les inégalités laisse les pays terriblement dépourvus face à la pandémie de coronavirus	4
Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020.....	4
Résultats globaux.....	5
Combattre les inégalités en période de COVID-19	8
Indice ERI 2020 : résultats dans les trois piliers	10
Conclusion et recommandations	16
 1 Impact de la pandémie de COVID-19 sur l'engagement à la réduction des inégalités	18
Le virus des inégalités.....	18
 2 Résultats de l'indice 2020 : combattre les inégalités grâce aux services publics	25
Que mesure le pilier des services publics ?.....	25
 3 Lutter contre les inégalités grâce aux politiques fiscales	34
Mode d'évaluation des politiques fiscales par l'indice ERI.....	34
Indice ERI 2020 : bilan des politiques fiscales.....	34
 4 Lutter contre les inégalités grâce aux salaires et aux droits du travail	43
Résultats de l'indice ERI 2020 au niveau des droits du travail et des salaires	44
Annexe : classements de l'indice ERI.....	53
Classements régionaux.....	57
 Notes	62

RÉSUMÉ

INDICE ERI 2020 : L'ÉCHEC DANS LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS LAISSE LES PAYS TERRIBLEMENT DÉPOURVUS FACE À LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

L'indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) 2020 met en lumière l'impréparation de la majorité des pays du monde face à la pandémie de coronavirus. Des niveaux de dépense dérisoires pour la santé publique, des systèmes de protection sociale faibles et des droits du travail fragiles les ont rendus cruellement et inutilement vulnérables. L'incapacité des gouvernements à combattre les inégalités contraint maintenant les citoyen-ne-s ordinaires à faire les frais de la crise et à en payer le prix fort.

Seulement 26 des 158 pays étudiés par Oxfam et Development Finance International (DFI) pour établir l'indice ERI de cette année consacraient la part recommandée de 15 % de leur budget de santé¹ destinée à la lutte contre la pandémie. L'Inde, par exemple, n'y a alloué que 4 %. Dans 103 pays, au moins un tiers des travailleurs et travailleuses ne disposaient d'aucune protection du travail comme les congés maladie. Seuls 53 pays avaient des systèmes de protection sociale contre le chômage et la maladie, ne couvrant en outre que 22 % de l'ensemble des travailleurs et travailleuses².

À l'inverse, les États déjà engagés dans la réduction des inégalités se sont révélés les plus à même d'affronter les défis économiques et sanitaires posés par le coronavirus. Ils étaient les mieux armés pour garantir la meilleure protection possible à leurs citoyen-ne-s ordinaires et pour s'assurer que l'impact du virus n'était pas dicté par le niveau de richesse.

INDICE DE L'ENGAGEMENT À LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS 2020

Il s'agit de la troisième édition de l'indice ERI, qui classe 158 États du monde d'après leur engagement à réduire les inégalités. Il mesure les politiques et les actions des gouvernements dans trois domaines ayant un impact direct et avéré sur la réduction des inégalités³ :

1. Services publics (santé, éducation et protection sociale)
2. Fiscalité
3. Droits du travail⁴

Bien que ces trois piliers thématiques restent les mêmes, la méthodologie employée pour l'indice ERI 2020 a été considérablement remaniée par rapport à celle de 2018 (voir la Figure 1)⁵. Chaque pilier comporte désormais trois niveaux d'indicateurs :

1. Indicateurs d'engagement politique : ils mesurent l'engagement des gouvernements au travers de leurs politiques (qui ne sont pas forcément toujours mises en pratique) ;
2. Indicateurs de couverture ou de mise en œuvre : ils s'intéressent aux personnes couvertes (ou non) suite aux mesures politiques déployées, et à la manière dont un gouvernement transpose dans la pratique les politiques définies sur le papier ;
3. Indicateurs d'impact : ils mesurent l'impact des mesures politiques sur les niveaux d'inégalités.

Du fait de ces changements dans la méthodologie de l'indice, une comparaison directe entre les

4 Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020

scores d'un pays à l'ERI 2018 et à l'indice de 2020 peut ne pas refléter fidèlement les performances du pays en question. C'est pourquoi notre analyse des changements se concentre sur les évolutions politiques concrètes observées depuis l'indice de 2018.

Figure 1 : L'indice ERI 2020 – piliers et indicateurs

	DÉPENSES EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	PROGRESSIVITÉ FISCALE	DROIT DU TRAVAIL ET SALAIRES DÉCENTS
Indicateurs politiques	• PS1a Éducation • PS1b Santé • PS1c Protection sociale	• T1a Impôt sur le revenu des particuliers • T1a Impôt sur les sociétés • T1a Taxe sur la valeur ajoutée • T1b Pratiques fiscales dommageables	• L1a Droit du travail • L1b Droit des femmes au travail • L1c Salaire minimum
	Dépenses en % du budget total	Structures fiscales progressives	Efforts déployés par les gouvernements pour protéger les travailleuses et les travailleurs dans le droit et dans la pratique
Indicateurs de mise en œuvre ou de couverture	• PS2a Part des 20% les plus pauvres terminant l'enseignement secondaire • PS2b Couverture santé universelle et dépenses directes en matière de santé • PS2c Couverture des régimes de retraite	• T2 Rendement fiscal (TVA, impôt sur le revenu des particuliers et impôt sur les sociétés)	• L2a Taux de Chômage • L2b Part de l'emploi vulnérable
Indicateurs de l'impact	• PS3 Impact des dépenses sur les inégalités (Gini)	• T3 Impact de la fiscalité sur les inégalités (Gini)	• L3 Impact du revenu du travail (salaire) sur les inégalités (Gini)
Score ERI total	Moyenne des scores sur les 3 piliers		

RÉSULTATS GLOBAUX

Vous retrouverez les classements complets pour l'indice ERI 2020 au niveau mondial et régional dans l'Annexe 1 du rapport complet.

Les bons élèves

La plupart des pays occupant les premières places de l'indice sont des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Forts d'un produit intérieur brut (PIB) supérieur, ils bénéficient d'une marge de manœuvre bien plus grande pour augmenter les recettes de l'impôt progressif du fait du nombre plus élevé de particuliers et d'entreprises percevant des revenus élevés. Ils sont donc plus en capacité de consacrer ces recettes aux services publics et à la protection sociale.

La Norvège occupe la première place de l'indice ERI 2020 en obtenant notamment le meilleur score en matière de droits du travail. Le pays affiche le sixième plus faible niveau d'inégalités dans le monde, mais a considérablement baissé ses taux maximum d'imposition sur les revenus des particuliers et des sociétés depuis 2000, si bien que la fiscalité joue désormais un moindre rôle dans la réduction des inégalités. Les inégalités et la pauvreté ont augmenté dans l'ensemble au cours de la dernière décennie⁶ et 15 pays de l'OCDE se classent mieux que la Norvège en matière d'inégalités de

richesses. Toutefois, même les pays en tête du classement pourraient faire beaucoup mieux, d'autant que bon nombre d'entre eux sont depuis des décennies en retard sur leurs engagements historiques à adopter des politiques susceptibles de réduire les inégalités.

Par exemple, depuis une vingtaine d'années, les gouvernements successifs du Danemark soutiennent des politiques fiscales ayant pour effet d'accroître les inégalités, remettant en cause les niveaux d'inégalités historiquement bas au sein de la population⁷. Depuis 2010, la croissance des revenus stagne pour les 40 % ayant les revenus les plus bas⁸, tandis que les 10 % les plus riches détiennent désormais près de la moitié de la richesse totale du pays⁹. On assiste en outre à une baisse alarmante des dépenses pour l'éducation, un secteur pourtant essentiel pour déployer des mesures de redistribution en vue de juguler les inégalités croissantes¹⁰. On s'attend toutefois à ce que le nouveau gouvernement danois, élu en 2019, inverse certaines de ces tendances négatives, ce dont on ne pourrait que se réjouir. À la quatrième place du classement ERI, la Belgique n'arrive que 37^e en matière de fiscalité, ce qui s'explique en partie par les récentes baisses d'impôts sur les sociétés. Alors que l'Allemagne se classe troisième dans l'indice global, ses dépenses pour l'éducation sont aussi faibles que le Soudan du Sud, avec 9,35 % du budget de l'État ; il s'agit de l'un des pays les moins bien classés du pilier des dépenses publiques. En d'autres termes, les pays les plus performants pourraient faire beaucoup mieux.

D'autres pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne s'en sortent pas aussi bien dans l'indice global, mais prennent clairement des mesures pour réduire les inégalités, malgré leurs revenus relativement faibles. La Sierra Leone a renforcé son engagement à rendre l'éducation secondaire gratuite en augmentant ses dépenses pour l'éducation cette année¹¹. L'État sévit contre l'évasion fiscale des sociétés minières et a introduit un impôt foncier dans la capitale, Freetown¹². Il a également relevé le salaire minimum, même si celui-ci ne concerne qu'une petite proportion de la main-d'œuvre formelle¹³.

Depuis l'indice ERI 2018, le Vietnam a augmenté ses dépenses de santé. Si cela mérite d'être salué, le pays doit faire encore mieux pour réduire les inégalités en matière de santé et les montants à la charge des citoyen-ne-s ordinaires pour les soins de santé. Le recouvrement de l'impôt au Vietnam est solide, surtout en comparaison avec d'autres pays de la région, mais il serait possible d'en faire plus pour éliminer les incitations fiscales à destination des grandes entreprises. Son score pour les droits du travail reste faible, mais pourrait grimper dans les prochains indices ERI pour peu que le pays applique le récent accord autorisant les travailleurs et les travailleuses à former leurs propres syndicats indépendants, une réelle avancée¹⁴. La réponse du Vietnam face à la pandémie de coronavirus compte parmi les meilleures au monde¹⁵. Le gouvernement envisage également d'inscrire la réduction des inégalités au cœur de son prochain plan décennal, ce qui constituerait une étape très importante et positive¹⁶.

Tableau 1 : Classement de l'indice ERI sur 158 pays – le top 10

PAYS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Norvège	14	21	1	1
Danemark	8	28	2	2
Allemagne	5	17	11	3
Belgique	7	37	8	4
Finlande	2	61	4	5
Canada	26	8	20	6
France	3	47	16	7
Nouvelle-Zélande	21	11	34	8
Autriche	10	50	18	9
Suède	11	78	7	10

Tableau 2 : Les 3 pays les mieux classés parmi les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure (PRF/PRITI)

PAYS	REVENUS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Ukraine	PRITI	24	58	39	28
République du Kirghizistan	PRITI	46	14	61	37
Togo	PRF	133	2	112	82

Le bas du classement

La lanterne rouge de l'indice ERI 2020 est le Soudan du Sud, inclus tout récemment dans l'indice et qui se classe dans les dernières places dans les trois piliers. Cela s'explique, au moins en partie, par le fait que le pays a sombré dans une guerre civile dévastatrice dans les deux ans suivant son indépendance en 2011, avec de violentes ondes de choc qui persistent encore aujourd'hui¹⁷. Mais ce mauvais classement reflète également l'incapacité du gouvernement à définir des politiques favorables à ses citoyen-ne-s : par exemple, le Soudan du Sud dépense six fois plus pour le secteur militaire et le remboursement de la dette que pour les services publics vitaux et ne perçoit qu'environ 15 % des impôts dus. Cela empêche la prestation des services les plus élémentaires : moins d'un tiers de la population a accès aux services de santé essentiels et le pays est le seul de l'indice à ne disposer d'aucun régime de retraite. Le Soudan du Sud compte trois fois plus de généraux que de médecins¹⁸.

L'Inde arrive à la 129^e place de l'indice. Son budget de la santé est le quatrième plus faible au monde. À peine la moitié de sa population a accès aux services de santé les plus essentiels et plus de 70 % des dépenses de santé sont à la charge des patient-e-s, l'un des niveaux les plus élevés au monde. La majeure partie de la main-d'œuvre touche moins de la moitié du salaire minimum ; 71 % n'ont pas de contrat de travail écrit et 54 % n'ont aucun congé payé¹⁹. En Inde, seulement 10 % environ de la main-d'œuvre occupe un emploi formel offrant des conditions de travail sûres, avec des mesures de sécurité sociale²⁰. En 2016, le gouvernement a aboli un impôt sur la fortune en vigueur depuis 1957²¹. Jusqu'à présent, la réponse de l'Inde face à la COVID-19 est consternante et le pays déplore de très

nombreux morts et des millions de personnes précipitées dans le dénuement.

Le Nigeria arrive avant-dernier de l'indice, juste avant le Soudan du Sud. Le recouvrement de l'impôt au Nigeria reste à un niveau scandaleusement faible, si bien que le pays obtient également des scores très faibles en matière de services publics ; il est donc à peine surprenant qu'un enfant déscolarisé sur cinq dans le monde vit au Nigeria²². Pendant la crise du coronavirus, frappé par un effondrement des recettes issues du pétrole, l'État a divisé par deux ses budgets de la santé et de l'éducation²³.

Le Bahreïn, à l'antépénultième place de l'indice, et le Vanuatu, au sixième rang le plus bas, obtiennent de très mauvais scores en matière de fiscalité, n'imposant ni les revenus des particuliers ni ceux des entreprises. Le Bahreïn et Oman obtiennent également de faibles scores en matière de droits du travail, leur main-d'œuvre étant constituée aux quatre cinquièmes de migrant-e-s soumis-es au système de kafala, souvent qualifié d'esclavage moderne²⁴. Singapour reste l'un des pays à revenu élevé les moins bien classés, notamment du fait de son statut de paradis fiscal.

Tableau 3 : Classement de l'indice ERI sur 158 pays – les 10 pays les moins performants

PAYS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Soudan du Sud	158	155	154	158
Nigeria	156	127	158	157
Bahreïn	102	158	131	156
Tchad	157	113	145	155
Liberia	129	150	132	154
Vanuatu	115	156	115	153
Oman	108	148	138	152
République centrafricaine	155	64	157	151
Guinée-Bissau	151	132	126	150
Haïti	145	105	149	149

Tableau 4 : Les 3 pays à revenu élevé les moins bien classés

PAYS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE FISCALITÉ	CLASSEMENT EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL	CLASSEMENT ERI
Bahreïn	102	158	131	156
Panama	78	144	81	108
Singapour	87	145	67	107

COMBATTRE LES INÉGALITÉS EN PÉRIODE DE COVID-19

La pandémie de coronavirus frappe un monde déjà profondément marqué par les inégalités. Pays après pays, elle vient exacerber et amplifier ces inégalités. Les personnes les plus pauvres sont les moins à même de s'isoler et de se protéger. Elles sont plus susceptibles de présenter des problèmes de santé préexistants, et donc de mourir. Sur le plan économique, ce sont les citoyen-ne-s ordinaires

qui perdent leur emploi par dizaines de millions et sont confronté-e-s à des niveaux de faim et de souffrance énormes. Les femmes sont parmi les personnes les plus durement frappées économiquement, car elles sont les plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et représentent 70 % du personnel de santé dans le monde²⁵.

Les inégalités économiques et raciales sont étroitement liées à travers le monde, de sorte que la crise exacerbe également les inégalités raciales. Les personnes noires occupent généralement des emplois plus précaires, ont moins accès aux soins de santé et à la protection sociale et souffrent d'autres problèmes de santé. Dans le monde entier, la pandémie de COVID-19 tue des femmes et des hommes qui étaient déjà victimes de discrimination raciale.

Du fait de leur incapacité à combattre les inégalités, la majorité des pays se sont retrouvés beaucoup plus vulnérables aux impacts sanitaires et économiques de la maladie ; la plupart n'étaient pas du tout préparés. La réponse à la crise du coronavirus est très révélatrice de l'engagement d'un gouvernement en matière de réduction des inégalités. Certains pays, comme la Corée du Sud, qui obtient déjà des scores élevés à l'indice ERI, se sont attaqués de front à la crise, en introduisant notamment un soutien financier d'urgence universel pour 22 millions de foyers²⁶. La Géorgie a mis en place la gratuité des soins en lien avec la COVID-19²⁷. À l'extrême opposé, le Kenya²⁸, qui se classait relativement bien dans l'indice ERI sur le volet de la fiscalité, a choisi de baisser les impôts sur les sociétés et le taux maximum de l'impôt sur le revenu des particuliers. En revanche, certains pays comme le Myanmar, qui avaient jusqu'alors un score ERI faible, ont trouvé un nouveau souffle face à la crise du coronavirus. Le Myanmar a renforcé son régime de protection sociale pour couvrir 21 millions de personnes, soit une augmentation de 8 684 %, alliant mesures ponctuelles et soutien régulier.

Partout dans le monde, les dépenses de santé et de protection sociale ont considérablement augmenté. Toutefois, peu de progrès ont été réalisés pour réduire les frais et dépenses à la charge des usagers empêchant les personnes vivant dans la pauvreté d'accéder aux soins de santé ; la couverture et les dépenses de protection sociale dans la plupart des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure restent dérisoires. Certains pays ont abaissé les taux de TVA (un impôt régressif) et quelques-uns ont introduit des impôts progressifs de « solidarité » pour veiller à ce que les plus riches paient leur juste part. De nombreux pays ont étendu la protection et les droits des travailleurs et travailleuses, notamment par le biais de mesures de chômage partiel, de congés maladie et d'allocations chômage. Mais on a aussi assisté à une flambée du chômage et des emplois précaires, ainsi qu'à des attaques à l'encontre des droits des travailleuses et des travailleurs.

Quel rôle les institutions financières internationales ont-elles joué après que le G20 les a chargées de mener la réponse financière mondiale face à la pandémie ? Le Fonds monétaire international (FMI) a débloqué 88 milliards de dollars pour soutenir 80 pays et est venu en aide à 28 pays en suspendant 251 millions de dollars de remboursement de la dette. D'après ses analyses, la pandémie de coronavirus va amplifier les inégalités, et le FMI suggère des mesures politiques de lutte contre les inégalités telles que des impôts de solidarité. Néanmoins, dans ses conseils aux pays, le FMI met d'ores et déjà en garde sur la nécessité de politiques d'austérité après le coronavirus afin de réduire le poids de la dette, ce qui ne fera qu'exacerber les inégalités à moins de s'engager sur une voie différente. La Banque mondiale s'est engagée à verser 160 milliards de dollars de financement d'urgence, a mobilisé 6 milliards de dollars pour son mécanisme « COVID-19 Fast-Track Facility » et finançait en juin 2020 des projets de santé dans 73 pays. Pour autant, les analyses menées par Oxfam révèlent que seulement huit de ces projets cherchent réellement à réduire le coût des dépenses de santé pour les ménages, qui précipitent chaque année des millions de personnes dans la pauvreté et les privent de fait de tout traitement.

INDICE ERI 2020 : RÉSULTATS DANS LES TROIS PILIERS

Pilier des services publics

Ce pilier s'intéresse aux mesures prises par les États dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale dont on sait qu'ils ont un potentiel énorme pour réduire les inégalités. Dans les précédentes versions de l'indice ERI, nous nous sommes intéressé-e-s aux dépenses en pourcentage du budget de l'État et à l'impact de ces dépenses sur les inégalités. Pour l'indice ERI 2020, nous avons ajouté un nouvel ensemble d'indicateurs pour mesurer la couverture et l'équité des services²⁹.

Résultats globaux pour le pilier des services publics

Les 10 pays les mieux classés dans l'indice utilisent les services publics pour combattre les inégalités. Le pays le plus performant dans le pilier des services publics, la Pologne, apporte un soutien financier aux personnes les plus pauvres par le biais de services publics d'un montant équivalent à ce qu'elles gagnent sur le marché, si bien que l'impact généré est le plus efficace. D'autres pays obtiennent de très bons résultats avec des moyens inférieurs. L'Ukraine arrive ainsi en tête du groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à la 24^e place. Son investissement dans les services publics permet de multiplier par deux les revenus disponibles des personnes les plus pauvres, mais le pays doit en faire plus en matière de santé.

Les 10 pays les moins bien classés révèlent des dépenses insuffisantes qui se traduisent par une faible couverture et un impact minime sur les inégalités.

Niveaux de dépenses et tendances

De nombreux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure allouent une part importante de leur budget à l'éducation : ils consacrent près de 16 % de leur budget à l'éducation, contre 14 % dans les pays à revenu intermédiaire et élevé, reflétant la jeunesse de leur population. Dans l'indice ERI 2020, les budgets alloués dans les trois secteurs sont stables dans les pays à revenu plus élevé, mais la plupart des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont augmenté leurs dépenses, malgré de forts niveaux d'endettement grevant leur budget. L'Éthiopie se démarque en consacrant la deuxième proportion la plus élevée à l'éducation et en allouant des budgets significatifs à la santé et à la protection sociale, avec un impact déterminant en matière de réduction de la pauvreté.

Les pays d'Asie du Sud, en particulier, en font bien trop peu pour combattre les inégalités et ferment la marche dans le pilier des services publics. L'Inde, le Népal et le Sri Lanka figurent tous dans les 10 dernières places, et le Bangladesh est au 16^e rang en partant du bas de la liste.

Niveaux de couverture

En matière de couverture dans le domaine de l'éducation, on constate d'énormes différences entre les pays concernant l'achèvement du secondaire par les enfants les plus pauvres. Le Nigeria présente le fossé le plus profond entre les riches et les pauvres : 90 % des élèves les plus riches achèvent leur scolarité secondaire, contre 15 % seulement pour les enfants des ménages les plus pauvres.

La couverture de santé comprend deux composantes : la part de la population ayant accès à des services de santé « essentiels » et le nombre de personnes consacrant plus de 10 % de leurs revenus aux frais de santé. La plupart des pays à revenu élevé ont mis en place une couverture santé universelle (CSU), mais c'est également le cas de certains pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme le Costa Rica et la Thaïlande. Ils affichent en outre à cet égard une efficacité bien

supérieure : la Thaïlande parvient à garantir une couverture de santé universelle avec un budget de santé de 277 dollars par habitant-e, tandis que les États-Unis, où des millions de personnes ne sont toujours pas assurées, dépensent 11 000 dollars par habitant-e³⁰.

L'indicateur final sur la couverture s'appuie sur les prestations de retraite à titre d'approximation pour la couverture de protection sociale globale, en raison du manque de données pour les autres programmes. Au total, 40 pays atteignent une couverture de 100 % pour cet indicateur, soit tous les pays à revenu élevé sauf 10. Quelques pays à revenu plus faible illustrent qu'il est possible de parvenir à une couverture pratiquement universelle avec moins de ressources : la Bolivie a par exemple étendu sa couverture en taxant davantage le pétrole et le gaz. Mais dans plus de 50 pays, moins de la moitié des personnes âgées sont couvertes, et ce taux est même inférieur à 10 % dans 34 pays.

Impact des dépenses sur les inégalités

Il est avéré que les dépenses publiques dans les trois secteurs de la santé, l'éducation et la protection sociale réduisent systématiquement les inégalités. Toutefois, l'impact de telles dépenses varie énormément d'un pays à l'autre car l'ampleur de la redistribution dépend à la fois de son envergure et de sa progressivité : les pays dont les dépenses sont trop faibles ou ne sont pas progressives ont un impact moindre. Par exemple, en Amérique latine, l'Uruguay parvient à une meilleure redistribution tout en dépensant moins (mais de manière progressive) que de nombreux autres pays de la région, ce qui fait remonter le pays dans le classement pour ce sous-pilier. Le Guatemala, en revanche, affiche à la fois un très faible niveau de dépenses et des niveaux de progressivité faibles se traduisant par un impact quasi nul sur les inégalités. Cela explique son mauvais classement pour ce sous-pilier parmi les pays d'Amérique latine.

Pilier de la fiscalité

La fiscalité progressive est largement reconnue comme une mesure essentielle que les États peuvent déployer pour combler le fossé entre les riches et les pauvres.

Le pilier de la fiscalité dans l'indice ERI mesure divers moyens par lesquels les impôts contribuent ou non à la réduction des inégalités, en s'intéressant aux politiques fiscales, à leur mise en œuvre et à l'impact de l'impôt sur les inégalités. Il étudie également les pratiques fiscales dites « dommageables », c'est-à-dire la mesure dans laquelle un pays adopte des comportements caractéristiques d'un paradis fiscal.

Résultats globaux pour le pilier de la fiscalité

L'Afrique du Sud arrive en tête de l'indice ERI 2020, reflétant un système fiscal relativement progressif sur le papier et de bons résultats pour le recouvrement de l'impôt, concourant à en faire le système fiscal avec le plus fort impact en matière de réduction des inégalités. Le pays pourrait toutefois en faire bien davantage pour rendre son système encore plus progressif, notamment en prélevant plus d'impôts et en instaurant un impôt sur la fortune. Le pays à revenu faible affichant les meilleures performances est le Togo, qui a le deuxième système fiscal le plus progressif au monde sur le papier, mais déplore un mauvais recouvrement de l'impôt.

Le Bahreïn est bon dernier dans le pilier de la fiscalité : les impôts sur le revenu y sont insuffisants, le pays a introduit une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) régressive et il est redevable des redevances pétrolières et des droits de douane pour financer son budget. Parmi les autres mauvais élèves dans le pilier de la fiscalité, on retrouve Oman et le Vanuatu, des pays où l'impôt sur le revenu est trop faible, ainsi que trois pays appliquant une fiscalité très faible ou à taux unique : la Moldavie, la Macédoine du Nord et la Serbie.

Progressivité des politiques fiscales

De plus en plus, les pays ayant les meilleures politiques fiscales sont des pays à revenu faible, car les nations plus riches ont systématiquement réduit leur fiscalité sur les particuliers et les entreprises les plus riches ces dernières décennies (voir l'Encadré 4 dans la Section 3).

Impôt sur le revenu des particuliers

Les pays ayant les impôts sur le revenu les plus progressifs sur le papier sont tous des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, au premier rang desquels le Togo, la République centrafricaine et le Pakistan. À l'extrême opposé, 14 pays continuent d'appliquer des régimes fiscaux régressifs à « taux unique », soumettant l'ensemble des contribuables au même taux sans tenir compte de leur niveau de richesse. Ceux-ci se concentrent principalement en Europe de l'Est et en Asie centrale. Cinq pays ne prélevaient encore aucun impôt sur le revenu des particuliers en 2019, mais les Maldives l'ont introduit en 2020.

Sur la période 2018-2019, le taux supérieur global d'impôt sur le revenu des particuliers a légèrement augmenté, voyant la Lettonie, la Lituanie et la Macédoine du Nord prendre des décisions résolues et spectaculaires pour abandonner les régimes à taux unique au profit d'une fiscalité progressive. Le Chili, le Costa Rica et la Malaisie prévoient pour leur part des augmentations en 2020.

Impôt sur les sociétés

Les pays ayant les plus hauts taux d'impôt sur les sociétés appartiennent presque tous à la catégorie des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comme le Guyana, le Bangladesh, le Tchad, la Guinée, la Jordanie et la Zambie. À l'inverse, les Bahamas, le Bahreïn et le Vanuatu n'appliquent aucun impôt sur les sociétés.

D'après les dernières tendances, les États-Unis se démarquent par une énorme réduction de l'impôt sur les sociétés, qui recule de 13 %. L'Indonésie, qui affichait des performances exceptionnelles dans l'indice ERI 2018, a abaissé son taux d'impôt sur les sociétés de 8 points ; la réduction atteint 9 points de pourcentage en Belgique³¹. Toutefois, presque autant de pays ont augmenté leurs taux, avec une mention spéciale pour Trinité-et-Tobago, l'Ouzbékistan, la Lettonie, la Corée du Sud et l'Équateur. Dans l'ensemble, le taux moyen d'impôt sur les sociétés n'a donc baissé que de 0,2 % pour s'établir à 23,9 %.

Taxe sur la valeur ajoutée

La TVA est habituellement un impôt régressif, si bien que des taux plus élevés exacerbent les inégalités. Toutefois, une quarantaine de pays prennent des mesures pour la rendre neutre ou progressive, par exemple en exemptant les produits alimentaires de base. En revanche, le Danemark, le Brésil, la Hongrie et la Lituanie ont des taux dépassant les 20 %.

Un nombre relativement faible de pays ont modifié leur taux de TVA depuis 2018, la Chine étant le seul pays à appliquer une réduction considérable de 4 %, signe de sa volonté de réduire sa dépendance vis-à-vis des impôts indirects ; 10 pays ont augmenté leurs taux, Bahamas en tête, afin de combler leurs déficits budgétaires. Le taux de TVA moyen dans le monde (en incluant huit nouveaux pays appliquant une TVA) a augmenté de 0,2 % pour passer à 15,7 %.

Pratiques fiscales dommageables

L'indice ERI inclut à titre d'indicateur négatif la propension des pays à adopter et à déployer des pratiques fiscales dommageables, attirant les bénéfices des entreprises d'autres pays et érodant l'assiette fiscale de ceux-ci et leur capacité à combattre les inégalités.

Singapour est le moins bien classé sur cet indicateur. Il présente l'un des rapports les plus élevés au monde entre investissement étranger direct et produit intérieur brut (PIB), mais il s'agit en grande partie d'investissements « fantômes » imputables aux faibles taux d'imposition du pays et à une vaste palette d'incitations fiscales conçues pour attirer les investissements ou domicilier la propriété intellectuelle ou les activités de recherche ou de trésorerie. Parmi les autres pays à la traîne, six sont membres de l'UE. Le haut de la liste regroupe 26 pays sans pratiques fiscales dommageables, dont 23 pays à revenu faible, ainsi que le Danemark et la France comme uniques représentants de l'OCDE.

Recouvrement de l'impôt

Pour l'indice ERI 2020, nous avons légèrement modifié la méthodologie afin que cet indicateur s'intéresse uniquement au « rendement », c'est-à-dire le pourcentage d'impôt que chaque pays perçoit par rapport au montant théorique d'après les taux d'imposition fixés. À cet égard, les plus performants sont des pays comme les Seychelles, la Nouvelle-Zélande, le Luxembourg, la Barbade, le Danemark et l'Algérie, qui perçoivent tous plus des deux tiers de ce que leurs taux devraient produire. À l'extrême opposé, des pays comme le Nigeria et Oman affichent un taux de recouvrement inférieur à 15 %. Le rendement fiscal moyen a légèrement augmenté (de 0,3 %) depuis l'indice ERI 2018.

Impact de la fiscalité sur le coefficient de Gini

À l'échelle mondiale, le système fiscal reste légèrement régressif, reflétant la forte dépendance de nombreux pays vis-à-vis des recettes de TVA et le recouvrement très faible des impôts progressifs. On peut toutefois se réjouir du fait que le système fiscal soit devenu légèrement moins régressif depuis 2018, les régimes fiscaux de 86 pays ayant gagné en progressivité en percevant une part plus importante de recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu, tandis que 68 pays sont devenus moins progressifs.

Les pays dont le régime fiscal est le plus axé sur la réduction des inégalités sont l'Irlande, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, l'Argentine et la Géorgie, selon les dernières analyses de l'institut CEQ (Commitment to Equity Institute) et de l'OCDE. Leurs régimes fiscaux progressifs, alliés à un fort recouvrement de l'impôt, leur ont permis de réduire leur coefficient de Gini ³² d'environ quatre points rien que par le biais de la fiscalité. Les pays avec les régimes fiscaux les moins progressifs sont principalement concentrés en Europe de l'Est, à l'image de la Bulgarie, qui applique un taux unique en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et de faibles taux d'imposition sur les sociétés, et dépendent des impôts indirects.

Impôts sur la fortune

Le rapport sur l'indice ERI 2020 étudie le potentiel de différents types d'impôts sur la fortune à mobiliser des recettes bien supérieures. Comme les inégalités de richesses augmentent bien plus rapidement que les inégalités de revenus, le potentiel en matière de réduction des inégalités par le biais des impôts sur la fortune est très élevé. D'après ce que l'on observe dans les pays, les mesures les plus susceptibles de générer des recettes supérieures sont l'instauration d'impôts sur le patrimoine et l'amplification des efforts pour percevoir des impôts sur les plus-values. Les impôts et droits fonciers présentent quant à eux un potentiel certes inférieur mais précieux (en particulier dans les pays à revenu faible), de même que les droits de succession, les impôts sur les revenus financiers et les impôts sur les transactions financières. Face à l'indispensable augmentation des recettes pour lutter contre la crise de la COVID-19 et financer l'amélioration des services public conformément aux Objectifs de développement durable (ODD), les impôts fonciers et sur la fortune pourraient engendrer des milliers de milliards de dollars supplémentaires.

Pilier du travail

Le pilier du travail pour l'ERI mesure le respect des syndicats, la protection légale des travailleuses et les salaires minimums. Il mesure les niveaux de chômage et d'emploi précaire et informel. En 2020, nous avons enfin introduit un nouvel indicateur qui s'intéresse à l'impact des inégalités sur le marché du travail.

Résultats globaux pour le pilier du travail

Le top 10 dans le pilier du travail est trusté par des pays européens à revenu élevé, témoignage d'une longue tradition de respect des droits du travail et des droits des femmes. Parmi les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure obtenant les meilleurs scores, on peut citer la Bolivie, qui était connue jusqu'en 2019 pour ses politiques progressives en matière de travail et pour le dynamisme de ses syndicats, bien que ceux-ci ne représentent que les travailleurs et travailleuses salarié-e-s, soit environ un tiers de la population occupant un emploi. À l'autre bout de l'échelle, 8 des 10 plus mauvais élèves sont des pays africains à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, reflétant principalement de très faibles scores en matière de droits du travail des femmes. L'Inde, où les droits du travail sont faibles et où l'emploi précaire est très répandu, se classe huitième en partant du bas.

Droits du travail

En 2017 (dernière année pour laquelle étaient évalués les droits du travail), on a noté une légère détérioration au niveau du respect moyen des droits du travail au niveau mondial. La plupart des pays obtenant les meilleurs scores étaient des pays de l'OCDE, au premier rang desquels la Finlande, mais la Dominique et les Palaos étaient également représentés car ils respectaient la quasi-totalité des conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Six pays (le Bélarus, la Chine, l'Égypte, la RDP du Laos, l'Ouzbékistan et le Vietnam) restent en bas de classement de l'indice car ils interdisent les syndicats indépendants. D'un autre côté, le score très faible du Vietnam est atténué par le récent accord concernant la ratification de la convention de l'OIT relative à la liberté d'association d'ici 2023, qui pourrait autoriser les syndicats indépendants à partir de 2021 dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam négocié récemment³³. Par ailleurs, l'Égypte a adopté en 2017 une loi autorisant la création de syndicats indépendants ; la législation inclut toutefois des restrictions et des obstacles administratifs considérables.

La Bolivie et la Gambie étaient les pays qui s'étaient le plus améliorés en matière de respect des droits du travail en 2017, aux côtés du Botswana, du Lesotho et de l'Eswatini (anciennement Swaziland). Les améliorations en matière de droits du travail ne bénéficient toutefois qu'aux travailleurs et travailleuses salarié-e-s. À l'inverse, les Maldives et le Brésil dégringolaient dans le classement en raison de l'attitude de leur gouvernement respectif vis-à-vis des syndicats.

Droits des femmes sur le lieu de travail

Malgré une légère amélioration du score ERI global en matière de respect des droits des femmes, cela masque des changements au sein des droits spécifiques mesurés. Certains pays, y compris tout récemment le Soudan du Sud, ont amélioré leur législation sur l'égalité de rémunération et contre les discriminations fondées sur le genre sur le lieu de travail. Malgré tout, 10 pays n'ont toujours aucune législation dans ces deux domaines.

Près de la moitié des pays inclus dans l'indice ERI ne disposent d'aucune législation appropriée face au viol, et un sur cinq n'a aucune loi criminalisant le harcèlement sexuel. Des progrès considérables ont été réalisés concernant les lois sur le harcèlement sexuel depuis 2017, avec 15 nouvelles lois nationales, mais on ne recense que quatre améliorations dans les lois sur le viol. De plus, la plupart

des « meilleures » lois contre le viol exigent encore que la victime apporte la preuve des violences subies, plutôt que de définir le viol comme l'absence de consentement (ce que l'indice ERI considérera à l'avenir comme la norme).

Sur une note plus encourageante, de nombreux pays s'améliorent sur la question des congés parentaux. Des pays comme le Soudan du Sud, l'Éthiopie, la Zambie, les Fidji et le Paraguay ont allongé le congé maternité ; le Népal, l'Éthiopie, la Jordanie et le Liban ont allongé le congé paternité ; enfin, la Nouvelle-Zélande a prolongé les congés parentaux de 40 jours depuis 2018. En revanche, de façon décevante, cinq pays (Lesotho, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Suriname, Tonga et États-Unis) refusent toujours aux parents le moindre congé payé.

Salaire minimum

La plupart des pays obtenant les meilleurs scores en matière de salaire minimum sont les pays à revenu faible, qui définissent sur le papier des politiques plus généreuses. Les plus grandes augmentations effectives en 2019 ont été actées par les Îles Salomon et le Kazakhstan, alors que cinq États membres de l'UE ont également augmenté les salaires minimums réels pour s'approcher de l'objectif de 60 % des salaires moyens. Au total, 96 pays ont relevé le niveau de leur salaire minimum, mais beaucoup de rémunérations n'ont pas augmenté aussi vite que le PIB, entraînant un léger recul global des scores.

Pour l'indice de cette année, nous avons apporté deux modifications au mode de calcul du salaire minimum. Certains pays comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique et la Grèce, appliquent un salaire minimum inférieur pour les jeunes. Nous les avons donc pénalisés pour cela entre 2 % et 10 %, conformément à la politique de l'OIT. Nous nous sommes en outre montrés plus sévères envers 12 pays qui excluent une partie des travailleurs et travailleuses (dans certains secteurs, les migrant-e-s, etc.), leur attribuant systématiquement un score nul. La moitié de ces pays se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Toutefois, depuis l'indice ERI 2018, Djibouti a étendu les salaires minimums au secteur privé, et l'Égypte, l'Éthiopie et les Maldives prévoient d'en faire de même.

La plupart des salaires minimums sont bien inférieurs aux rémunérations qui permettraient aux travailleurs et travailleuses de satisfaire leurs besoins essentiels, appelées « salaires décents ». De nombreuses initiatives ont été lancées à travers le monde pour rapprocher les salaires minimums des salaires décents, mais l'évolution est bien lente dans la plupart des pays : par exemple, le salaire minimum au Rwanda n'est que de 2 % d'un salaire décent et il n'a pas changé depuis 1974.

Emplois précaires

De nombreux pays à revenu faible s'en sortent bien dans le pilier du travail de l'indice ERI 2020, en particulier pour ce qui est des salaires minimums. Il est toutefois essentiel de garder à l'esprit que les politiques progressives sur le travail de pays comme le Mozambique et le Niger s'appliquent uniquement à une petite partie de la population, 80 à 95 % des travailleurs et travailleuses occupant des emplois précaires où ces droits n'ont pas cours. Les femmes, en particulier, sont beaucoup plus susceptibles d'occuper un emploi précaire. Cela révèle le besoin essentiel de politiques plus fortes pour encourager l'emploi formel, réduire le chômage et étendre certains droits aux travailleurs et travailleuses précaires. Dans l'indice ERI 2020, nous avons également élargi la définition de travailleurs précaires pour y inclure les travailleurs et travailleuses privé-e-s de droits légaux par le double système formel du travail connu sous le nom de « kafala » au Bahreïn et à Oman. Par conséquent, ces pays pointent respectivement à la 131^e et à la 138^e place du pilier du travail. Alors que des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN) appliquent encore le système de kafala, le Qatar a introduit une réforme majeure du travail en 2020 afin de permettre aux travailleurs et travailleuses migrant-e-s de changer d'emploi sans avoir besoin de la permission de l'employeur. Cette évolution sans précédent marque la fin effective du système de kafala à condition que la loi soit

appliquée³⁴. On espère que d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord prendront des mesures similaires afin d'abolir ce système d'esclavage moderne.

Impact : inégalités salariales

Les politiques du travail et leur couverture ne suffisent pas pour évaluer les progrès réalisés par les pays en matière d'inégalités. Les politiques doivent avoir un impact en termes de réduction du fossé entre les riches et les pauvres. À cet égard, les inégalités salariales semblent les plus faibles au sein de pays de l'OCDE comme la Belgique, le Danemark, la Norvège et d'autres pays ayant un coefficient de Gini pour les salaires compris entre 0,27 et 0,36. D'un autre côté, les pays qui s'en sortent le moins bien sont principalement concentrés en Afrique subsaharienne, le Niger, le Liberia et l'Ouganda affichant des inégalités salariales extrêmes. Cela reflète deux facteurs majeurs : la mauvaise application des politiques sur les droits des femmes et les salaires minimums, et les hauts niveaux d'emploi précaire et informel dans ces pays.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La crise du coronavirus a révélé l'ampleur des inégalités dans le monde et risque de les exacerber encore dans la plupart des pays. Jamais il n'aura été aussi urgent que les gouvernements s'engagent rapidement à réduire les inégalités.

1. Mesures urgentes des gouvernements pour réduire drastiquement les inégalités

Face à la pandémie de coronavirus, les gouvernements doivent améliorer considérablement leurs efforts en matière de progressivité des dépenses publiques, de fiscalité, de salaire et de protection des travailleuses et des travailleurs dans le cadre des plans nationaux de réduction des inégalités prévus par l'ODD 10.

Ces plans doivent inclure des mesures pour augmenter l'imposition des entreprises les plus riches et des particuliers les plus fortunés et mettre fin à l'évasion fiscale et au « nivellement par le bas » de l'impôt. Il faut accroître les dépenses consacrées aux services publics et à la protection sociale et améliorer leur impact sur la couverture et les inégalités. La pandémie de coronavirus a révélé l'urgence sans précédent d'atteindre les cibles des ODD en matière de soins de santé universels et de protection sociale. Il faut également procéder au contrôle systématique des dépenses publiques, en sollicitant la participation des citoyen-ne-s à la surveillance budgétaire. Les travailleuses et les travailleurs doivent recevoir des salaires décents et bénéficier d'une meilleure protection de leurs droits du travail. Il est essentiel que les femmes et les filles en particulier puissent jouir de leurs droits à l'égalité salariale, à la non-discrimination et à la protection contre le harcèlement sexuel et le viol, y compris dans le cas des travailleuses précaires. Les congés parentaux doivent être étendus et des investissements massifs sont nécessaires dans les soins rémunérés afin de réduire le fardeau du travail de soin non rémunéré pesant sur les femmes.

2. Impact et analyse des politiques de lutte contre les inégalités

Les États, les institutions internationales et d'autres parties prenantes doivent collaborer en vue d'améliorer rapidement et radicalement les données sur les inégalités et les politiques connexes, et de permettre le contrôle précis et régulier des progrès réalisés dans la réduction des inégalités. Les gouvernements et les institutions internationales doivent ensuite analyser l'impact distributif de toute politique proposée et fonder leurs choix d'orientation sur celles qui réduisent les inégalités. Les grandes priorités identifiées lors de l'ERI de cette année sont l'amélioration des données et de l'analyse portant sur : l'impact des dépenses pour l'éducation, la santé et la couverture des services de protection sociale, ainsi que pour la réduction des inégalités ; la prévalence des impôts sur la fortune,

le montant des impôts qui pourraient être perçus, l'impact de la fiscalité sur les inégalités et les pratiques nuisant au recouvrement de l'impôt auprès des particuliers ; et la couverture et l'application des droits du travail, de l'égalité entre les femmes et les hommes et des salaires minimums dans tous les pays.

3. Ensemble contre les inégalités

Les États et les institutions internationales qui prennent toute la mesure des impacts profondément néfastes des inégalités et de la nécessité de les réduire rapidement doivent unir leurs forces pour exiger une action urgente, en particulier face à l'augmentation catastrophique des inégalités susceptible de survenir suite à la pandémie de coronavirus. Les mesures politiques les plus pressantes incluent un engagement mondial et un financement international pour s'assurer que les vaccins contre la COVID-19 seront gratuits pour tous les pays, ainsi qu'un déploiement à beaucoup plus grande échelle de la protection sociale afin de protéger la main-d'œuvre dans les pays à revenu faible. Dans la perspective du relèvement à plus long terme de la pandémie de coronavirus, le risque est toutefois grand de voir le monde se tourner vers l'austérité et les coupes budgétaires pour réduire le fardeau de la dette, comme cela a été le cas au lendemain de la crise financière mondiale de 2008. Pour prévenir une telle dérive, la communauté internationale doit renforcer sa solidarité en appuyant l'émission à grande échelle de nouveaux droits de tirage spéciaux du FMI, en prolongeant le moratoire actuel sur la dette jusqu'à 2022 et en permettant un effacement complet de la dette pour que les remboursements ne se fassent plus aux dépens du financement des services publics. Il faut enfin instaurer des impôts de solidarité sur la fortune et les revenus et orienter une partie des recettes ainsi générées vers les pays à revenu faible.

1 IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR L'ENGAGEMENT À LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

LE VIRUS DES INÉGALITÉS

Le coronavirus frappe un monde déjà profondément marqué par les inégalités. Pays après pays, il vient exacerber et aggraver ces inégalités. Même si n'importe qui peut contracter le virus, l'égalité s'arrête là. Les personnes vivant dans la pauvreté sont les moins à même de s'isoler et de se protéger. Elles sont plus susceptibles de présenter des problèmes de santé préexistants, et donc de mourir. Sur le plan économique, ce sont les citoyen-ne-s ordinaires qui perdent leur emploi par dizaines de millions et sont confronté-e-s à des niveaux de faim et de souffrance énormes. Dans le même temps, les personnes les plus aisées disposent d'une épargne suffisante pour se protéger et sont plus susceptibles d'occuper des emplois sûrs. Les femmes, qui sont les plus susceptibles de travailler dans le secteur informel et constituent la majorité du contingent du personnel de santé, sont frappées de manière particulièrement dure. Dans de nombreux pays, les personnes noires et celles issues de minorités ethniques sont largement plus susceptibles de décéder de la COVID-19 que les personnes blanches.

Encadré 1 : Origine ethnique et inégalités

L'indice ERI mesure principalement les progrès réalisés en matière de lutte contre les inégalités économiques, c'est-à-dire le fossé entre les riches et les pauvres. Il existe toutefois un lien très étroit entre inégalités économiques et inégalités raciales.

Par exemple, les inégalités économiques aux États-Unis sont profondément ancrées dans l'histoire de l'esclavage. Pendant 246 ans, les esclaves ont bâti les bases de la formidable richesse de ce pays. On estime que le travail de personnes réduites en esclavage pour le compte de propriétaires d'esclaves aux États-Unis a représenté près de 14 000 milliards de dollars (en dollars d'aujourd'hui)³⁵. Pendant une majeure partie de la période ayant suivi l'abolition de l'esclavage en 1865, les systèmes « Jim Crow » de ségrégation ont concentré les travailleurs et travailleuses noirs dans les emplois les moins bien rémunérés, les ont empêchés d'accéder aux prêts et aux hypothèques et leur ont réservé une éducation et des soins de santé au rabais. La prétendue « guerre contre la drogue » a envoyé un nombre disproportionné de personnes noires dans le système carcéral privé³⁶, privant un nombre incalculable de femmes et d'hommes de plusieurs années de revenus et de leur droit de vote, mais aussi, à leur libération, d'opportunités d'emploi et de logement. Cet héritage de racisme systémique et de suprématie blanche perdure aujourd'hui. En 2015, la richesse médiane des ménages blancs était de 139 300 dollars, contre 12 780 dollars pour les ménages noirs³⁷.

L'Afrique du Sud est l'un des pays aux inégalités économiques les plus prononcées au monde. Celles-ci sont en outre étroitement liées aux inégalités raciales. Plus de 25 ans après la fin du système raciste de l'apartheid, une personne noire gagne toujours cinq fois moins qu'une personne blanche³⁸. Pendant la colonisation, de gigantesques étendues de terres ont été confisquées par des personnes blanches à des personnes noires, et d'énormes inégalités subsistent aujourd'hui en matière de propriété foncière, 9 % des citoyen-ne-s blanc-he-s détenant 72 % des terres³⁹. En termes d'indicateurs sociaux, avant la pandémie de coronavirus, un seul ménage noir sur dix disposait d'une assurance maladie, contre sept sur dix pour les ménages blancs, et le chômage était six fois plus élevé parmi les femmes noires que parmi les hommes blancs.

Dans d'autres pays, les populations autochtones d'Australasie et d'Amérique latine, ainsi que les citoyen-ne-s de basse caste en Inde, font depuis très longtemps l'objet de racisme institutionnel, à l'instar des minorités ethniques dans la quasi-totalité des pays riches.

Du fait de ces inégalités, la COVID-19 frappe beaucoup plus durement les personnes déjà visées par les discriminations raciales. Aux États-Unis, par exemple, du fait de leur niveau d'assurance insuffisant, de leur incapacité à travailler de chez elles, de leurs revenus plus faibles et de la plus grande promiscuité dans les logements, les personnes noires et latino-américaines ont trois fois plus de risque d'être infectées par le virus que les personnes blanches ; elles sont quatre fois plus susceptibles d'être hospitalisées et deux fois plus susceptibles d'en mourir⁴⁰.

Réponses des États à la pandémie de coronavirus

Comme les données utilisées pour l'indice ERI 2020 sont antérieures à la pandémie, cette section est consacrée à l'examen des réponses politiques des États à la COVID-19 quant à leur impact probable sur les inégalités, afin que l'analyse soit plus actuelle. Les États ont adopté des approches très diverses face au coronavirus et à ses conséquences.

Santé et protection sociale

Oxfam estime qu'au moins 160 pays ont augmenté leurs dépenses de santé face au virus, d'après les données du FMI⁴¹. De nombreux pays étoffent leur personnel de santé et augmentent les salaires. Environ 70 % du personnel de santé à travers le monde sont des femmes, en première ligne de la lutte contre le virus. En Lituanie, les salaires du personnel de santé ont été augmentés de 15 %. La Grèce a pour sa part augmenté de plus de 70 % le nombre de lits de soins intensifs et recruté plus de 3 337 agents de santé, et prévoit d'en ajouter davantage⁴². Malheureusement, très peu de pays semblent avoir pris des mesures pour réduire les frais à la charge des usagers et les dépenses directes qui empêchent les personnes les plus pauvres d'accéder aux soins de santé. Certains pays (comme la Géorgie) ont supprimé les frais pour les dépenses en lien avec le coronavirus, mais pas pour les autres besoins médicaux.

On assiste également à une augmentation considérable de la protection sociale à travers le monde en réponse à la crise. Entre le 1^{er} février et le 15 juillet 2020, 203 pays et territoires ont annoncé au moins 1 218 mesures de protection sociale⁴³. De nombreux pays à revenu élevé, grâce à leurs prestations sociales plus complètes et à leurs systèmes automatiques, sont plus à même de venir en aide à toute personne en situation de dénuement⁴⁴. Toutefois, certains pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont également vu le nombre de personnes bénéficiant d'une aide financière exploser. Par exemple, la Bolivie a augmenté les transferts monétaires de 322 % pour couvrir 97 % de la population⁴⁵. Toutefois, des années de réformes soutenues par les institutions financières internationales (IFI) ont conduit de nombreux pays à se concentrer sur des régimes de protection sociale à plus petite échelle, soi-disant conçus pour cibler les personnes en situation de pauvreté extrême. 105 pays se retrouvent ainsi sans la moindre protection sociale contre le chômage, et seulement 22 % des travailleurs et travailleuses dans le monde sont couverts⁴⁶. Ces pays sont très mal armés pour un déploiement à plus grande échelle face à la crise. De nombreux pays ont procédé à des augmentations pouvant sembler considérables dans leurs régimes de protection sociale, mais en partant de très bas : le Nigeria a ainsi augmenté les transferts monétaires de 1 054 %, mais n'atteint que 4,8 % de sa population⁴⁷. Globalement, les dépenses de protection sociale restent extrêmement faibles dans les pays les plus pauvres pour s'élever péniblement à 1 dollar par habitant-e⁴⁸.

Fiscalité

La plupart des pays ont cherché à réduire les impôts pour alléger la pression pesant sur les particuliers et les entreprises. Certains ont réduit leur taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)⁴⁹, ce qui est une bonne chose étant donné qu'il s'agit là d'un impôt régressif. Beaucoup d'autres pays ont cherché à différer ou à repousser les échéances fiscales pour aider les petites entreprises à se maintenir à flot. Point plus positif, plusieurs pays à revenu élevé ont soumis le renflouement des grandes entreprises à une condition : qu'elles cessent d'utiliser les paradis fiscaux⁵⁰.

À ce jour, très peu de pays ont cherché à augmenter les impôts pour les particuliers les plus fortunés ou les entreprises tirant parti de la crise afin de financer le relèvement. C'est une grande déception. L'opinion publique est toutefois bien en avance sur les gouvernements à cet égard. Dans de nombreux pays, des sondages révèlent en effet qu'une majorité écrasante réclame d'imposer bien davantage les plus riches pour faire face à la crise⁵¹.

À l'inverse, quelques pays, dont le Kenya et l'Indonésie, ont abaissé leurs taux d'impôt sur les sociétés (IS). Le Kenya a également choisi de réduire le taux maximum de l'impôt sur le revenu des particuliers⁵². De telles mesures risquent fortement d'exacerber les inégalités, que ce soit directement ou en réduisant les ressources disponibles pour financer les dépenses.

Droit du travail

La pandémie de coronavirus a révélé le manque criant de droits du travail de base pour la majeure partie des travailleurs et travailleuses, avec des licenciements par dizaines de millions sans la moindre indemnité. Les femmes sont les plus durement touchées car elles sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel. Les pays à revenu élevé appliquant une protection du travail plus solide semblent mieux s'en tirer : jusqu'à présent, ils se sont montrés bien plus à même de protéger les travailleurs et travailleuses et d'assurer une reprise à plein temps après un arrêt total ou partiel de l'activité, lorsque des mesures de chômage partiel étaient en place ; la Nouvelle-Zélande a versé des subventions salariales à hauteur de 5,1 milliards de dollars à l'ensemble des travailleurs et travailleuses⁵³. Pour autant, plusieurs pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont également pris des mesures majeures : des pays comme le Togo⁵⁴ et la Namibie⁵⁵ ont ainsi instauré des versements pour soutenir les travailleurs et les travailleuses du secteur informel ayant perdu leur emploi. Le Botswana a mis en place une subvention salariale à hauteur de 50 % des salaires dans les entreprises touchées (de 86 à 216 dollars par mois pendant trois mois).

L'OIT a en revanche souligné les pertes de revenus considérables pour les travailleurs et travailleuses du secteur formel du fait de réductions du temps de travail équivalant à 555 millions d'emplois sur la première moitié de 2020, ainsi que la forte augmentation des chiffres officiels du chômage dans de nombreux pays⁵⁶. D'après la Confédération syndicale internationale (CSI), les syndicats indiquent que les gouvernements de plus de la moitié des pays étudiés ont introduit des restrictions aux droits humains et du travail en prenant la pandémie de Covid-19 comme prétexte⁵⁷.

Évaluation globale

Comme la pandémie atteint encore des sommets dans de nombreux pays, il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives sur le lien entre les réponses des pays et leurs performances dans le cadre de l'indice ERI. Malgré tout, il apparaît clairement que la plupart des pays de l'OCDE les mieux classés de l'indice ont apporté une réponse plus globale à la pandémie, avec de plus fortes augmentations des dépenses de santé et de protection sociale, ainsi qu'une plus grande protection des travailleurs et travailleuses et de l'emploi que dans les pays à revenu faible. Au sein de ce groupe, certains gouvernements se démarquent et améliorent leur score à l'indice ERI depuis quelques années. La Corée du Sud a introduit un soutien financier d'urgence universel pour 22 millions de foyers⁵⁸ et

l'Espagne a instauré un revenu de base permanent pour 2,3 millions de personnes⁵⁹. De nombreux pays ont démontré que leurs mécanismes de soutien à court terme sont bien plus efficaces pour protéger les travailleurs et travailleuses et limiter les licenciements.

Certains pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont également continué de renforcer leurs politiques de lutte contre les inégalités, améliorant encore leurs bonnes performances à l'indice ERI. Les législateurs équatoriens ont proposé d'augmenter l'imposition des entreprises les plus riches et des particuliers les plus fortunés pour financer la réponse à la crise, mais le Parlement a rejeté la proposition. D'autres pays ont considérablement renforcé leurs politiques de lutte contre les inégalités alors même qu'ils avaient obtenu un score médiocre au précédent indice ERI. Certains pays arrivés en bas du classement dans l'indice ERI 2018 ont trouvé un nouvel élan dans la réponse à la crise. C'est notamment le cas du Myanmar, qui a augmenté de 21 millions le nombre de personnes couvertes par la protection sociale, soit une augmentation de 8 684 %⁶⁰.

Toutefois, certains gouvernements ont pris des mesures qui aggravent les inégalités, à l'image du Kenya et de l'Indonésie qui ont réduit la fiscalité pour les personnes les plus fortunées⁶¹. À travers le monde, un nombre bien plus élevé de pays à revenu faible ont été incapables de prendre des mesures significatives (outre les dépenses de santé immédiates et les transferts monétaires) par manque de budget, ce qui signifie qu'ils ne font rien pour contrecarrer l'effet amplificateur de la pandémie de coronavirus sur les inégalités.

Figure 2 : Comparaison entre les réponses à la pandémie de coronavirus et les performances ERI des pays⁶²

BONNES PERFORMANCES ERI, BONNE RÉPONSE AU CORONAVIRUS	BONNES PERFORMANCES ERI, FAIBLE RÉPONSE AU CORONAVIRUS
Corée du Sud : La Corée du sud s'est appuyée sur des politiques publiques progressives ces dernières années pour introduire durant la crise des prestations sociales pour tou.te.s, des aides directes aux ménages et en conditionnant les aides aux entreprises, etc. Togo : Le Togo a mis en place des compensations mensuelles à tous les travailleurs et toutes les travailleuses de l'économie informelle que la pandémie a plongé-e-s dans le chômage et a augmenté les dépenses de santé à 3 % du PIB.	Kenya : Le Kenya a obtenu un bon score sur le pilier de la fiscalité sur l'indice ERI ; mais le pays a répondu à la pandémie en accordant des réductions d'impôts aux grandes entreprises et aux riches particuliers d'une part et en instaurant des mesures limitées en matière de santé et de protection sociale d'autre part. Indonésie : L'Indonésie a obtenu bon score sur le pilier de la fiscalité sur l'indice ERI 2018 ; malgré la crise, le pays a baissé de façon permanente l'impôt sur les sociétés de 25 % à 22 % en 2020–2021. Le taux passera même à 20 % début 2022.
FAIBLES PERFORMANCES ERI, BONNE RÉPONSE AU CORONAVIRUS	FAIBLES PERFORMANCES ERI, FAIBLE RÉPONSE AU CORONAVIRUS
Espagne : L'Espagne avait mis en place des politiques publiques de lutte contre les inégalités plutôt insuffisantes ces dernières années, mais a introduit fin mai 2020 un nouveau revenu de base permanent pour 2,3 millions de personnes. Bangladesh : Le Bangladesh a versé 11 millions de dollars de primes aux agents de santé et a étendu les régimes de protection sociale à 24 millions de personnes supplémentaires.	Nigeria : Le Nigéria a fortement étendu son programme de protection sociale, mais ce dernier ne couvre que 10 millions de personnes dans un pays où 90 millions de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Il ne fait aucun doute que le virus a montré aux citoyen-ne-s du monde entier que leurs gouvernements doivent (et ont parfois la volonté de) redoubler d'efforts pour les protéger. Bon nombre de ces réponses sont temporaires, mais donnent une idée de ce qui est possible. L'Histoire compte de nombreux exemples de réformes devenues permanentes, dont le tout premier impôt sur le revenu instauré au Royaume-Uni à titre provisoire pour financer les guerres napoléoniennes⁶³.

Le rôle du FMI et de la Banque mondiale dans la réponse au coronavirus

Face à l'impact économique du coronavirus, le FMI a débloqué un financement d'urgence de 1 000 milliards de dollars et annulé certains remboursements de la dette qui lui étaient dus. À ce jour, il a versé 88 milliards de dollars à 80 pays et épargné à 28 pays 251 millions de dollars de remboursement de la dette.

Le FMI occupe également le devant de la scène dans les discours et les analyses pour souligner la manière dont la pandémie aggrave les inégalités, en particulier pour les travailleurs et les travailleuses précaires et pour les femmes, et pour suggérer des réponses politiques comme l'extension des allocations chômage et des prestations de santé, les congés maladie, les transferts monétaires et les programmes de travaux publics (des mesures éventuellement financées en augmentant les impôts sur le revenu et sur la fortune)⁶⁴.

Néanmoins, ses programmes d'urgence visent en priorité à combler les énormes déficits de financement du budget et de la balance des paiements découlant de l'effondrement des recettes en raison du coronavirus et à offrir davantage de marge de manœuvre en matière de dépenses de santé et de protection sociale pour affronter la crise. Presque aucun programme national n'évoque l'impact des mesures politiques d'urgence sur les inégalités⁶⁵.

De plus, les rapports mondiaux, régionaux et nationaux du FMI attirent déjà l'attention sur la nécessité d'une « consolidation fiscale », c'est-à-dire l'austérité, pour réduire le poids de la dette une fois la pandémie maîtrisée. La quasi-totalité des actes de prêt d'urgence nationaux soulignent que les gouvernements doivent limiter la durée des dépenses destinées à la lutte contre le coronavirus et prendre des mesures d'ajustement fiscal pour réduire les déficits après la pandémie. Par exemple, en juin 2020, le FMI a accordé à l'Égypte un programme de prêt sur 12 mois d'un montant de 5,2 milliards de dollars, précisant un objectif d'excédent budgétaire primaire de 0,5 % pour l'exercice 2020/2021 afin de permettre des dépenses en lien avec la pandémie de coronavirus, mais a exigé le retour au niveau d'excédent primaire d'avant-crise, soit 2 %, dès l'exercice 2021/2022⁶⁶. Le FMI est également à l'origine de réductions massives des dépenses de santé ayant conduit à l'impréparation de certains pays face à la crise⁶⁷.

Il sera essentiel que les recommandations du FMI concernant les programmes de relèvement mettent l'accent sur la lutte contre les inégalités, par le biais d'une fiscalité progressive, de dépenses sociales et d'un renforcement des droits du travail. L'institution devra aussi adopter des politiques plus claires en faveur des soins de santé universels et de la protection sociale afin d'accélérer les progrès vis-à-vis des ODD et d'empêcher les prochaines pandémies d'exacerber une fois de plus les inégalités.

La Banque mondiale s'est engagée à verser 160 milliards de dollars de financement d'urgence sur les 15 prochains mois et plaide pour un allègement de la dette de la part des autres créanciers, mais refuse pour le moment toute annulation des dettes qui lui sont dues, alors que les pays à revenu faible devront rembourser 3,5 milliards de dollars à la Banque mondiale en 2020⁶⁸. Son financement d'urgence se concentre sur la santé et la protection sociale. La rapidité et l'ampleur de l'aide de la Banque mondiale pour la santé face à la COVID-19 ont joué un rôle majeur dans les premières réponses d'urgence des pays face à la crise. Toutefois, l'analyse menée par Oxfam révèle que seuls 8 projets de santé COVID-19 de la Banque mondiale sur 72⁶⁹ comportaient des mesures pour réduire les obstacles financiers à l'accès aux services de santé, alors même que plusieurs de ces projets reconnaissent les dépenses directes pour la santé comme étant un problème majeur. De telles dépenses causent la faillite de millions de personnes chaque année et les privent de fait de tout traitement. Les lacunes de ce type dans la conception des projets peuvent sérieusement limiter l'impact potentiel de la Banque mondiale sur les inégalités. En termes de protection sociale, la Banque mondiale continue d'encourager les programmes de protection sociale étroitement ciblés plutôt que les programmes universels.

Afin que sa réponse à la pandémie soit conforme à ses objectifs de réduction de la pauvreté et de « prospérité partagée », la Banque mondiale doit axer son aide sur la mise en place de protections sociales et de soins de santé universels et gratuits et alléger la dette des pays pour soutenir ces dépenses supplémentaires. La Banque mondiale doit également veiller à ce que ses programmes de mobilisation des ressources domestiques contribuent à la progressivité de la fiscalité. Enfin, elle doit abandonner le critère fiscal « favorable aux affaires », qui encourage les baisses de taux d'impôt sur les sociétés.

Des solutions pour avancer

On ne connaît pas encore précisément le visage que prendra la réponse finale à la pandémie de coronavirus. Du côté positif, les responsables de pratiquement toutes les grandes organisations mondiales (OIT, FMI, CSI, OCDE, Nations Unies, OMS) soulignent que l'impact disproportionné de la pandémie sur les personnes pauvres impose d'amplifier les mesures de lutte contre les inégalités, à la fois au niveau national et à l'échelle mondiale. Ces responsables formulent des recommandations globales portant notamment sur la gratuité des vaccins contre la COVID-19 pour toutes et tous, ainsi que sur un fonds mondial de protection sociale permettant d'assurer un socle de protection sociale permanent dans tous les pays, deux mesures qui font aujourd'hui cruellement défaut. Les Nations Unies et l'OMS insistent particulièrement sur la nécessité d'accélérer les progrès sur les Objectifs de développement durable portant sur la santé et la protection sociale, non seulement pour contrer l'accroissement des inégalités et de la pauvreté provoqué par la pandémie, mais aussi pour garantir une meilleure « résilience » sociale dans les pays en cas de survenue d'événements similaires à l'avenir.

Toutefois, toutes ces institutions soulignent également que les sources de financement pour pérenniser les politiques de lutte contre les inégalités sont terriblement insuffisantes. Cela est particulièrement vrai dans la plupart des pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, incapables d'emprunter davantage à des taux raisonnables sur les marchés financiers internationaux, d'autant que le poids de leur dette a considérablement augmenté suite à la baisse des recettes publiques et du PIB provoquée par la pandémie. De plus, on n'observe pour le moment aucune augmentation globale majeure dans les flux de financement de l'aide publique par l'OCDE au profit des pays à revenu plus faible : certains pays annoncent des augmentations, d'autres sont stables et certains accusent des baisses reflétant le recul du PIB provoqué par la pandémie⁷⁰. Ces facteurs expliquent pourquoi, malgré l'aide supplémentaire fournie par les IFI, les montants moyens consacrés à la lutte contre la COVID-19 dans les pays à revenu faible sont bas (1,4 %) par rapport à ce que l'on observe dans les économies émergentes (3,4 %) et les pays à revenu élevé (7,9 %) ⁷¹. Une fois que la pandémie se sera estompée, à défaut de financements supplémentaires disponibles, il existe un risque majeur de voir l'accent porter sur la consolidation fiscale, avec un retour aux niveaux de dépenses de services publics d'avant la pandémie afin de réduire le poids de la dette pour les pays.

Où trouver cet argent supplémentaire ? Bien sûr, beaucoup plus de pays pourraient instaurer des impôts de solidarité sur le revenu et la fortune pour s'assurer que les plus riches paient leur juste part⁷². Il est également nécessaire de renforcer et d'accélérer drastiquement l'action mondiale et nationale pour combattre l'évasion fiscale, notamment en introduisant des taxes progressives sur les services numériques et en exigeant que toutes les entreprises recevant une aide liée au coronavirus publient des comptes détaillés par pays et s'abstiennent de recourir aux paradis fiscaux⁷³.

Il sera toutefois impossible pour les pays à revenu faible de se relever durablement (sans même parler d'adopter des politiques plus ambitieuses sur la résilience par la santé et la protection sociale) à moins que nous amplifions la solidarité internationale. Trois ensembles de mesures seront essentiels dans cette démarche :

1. Émission de droits de tirage spéciaux (DTS). Le FMI a la capacité (moyennant approbation par ses États membres) d'émettre au profit de ses membres une devise mondiale appelée DTS, qui peut être versée à leur balance des paiements et à leur budget et utilisée pour offrir davantage de marge de manœuvre fiscale pour les dépenses de services publics et pour accroître la résilience. Lors de la crise financière mondiale de 2009, le FMI a émis des DTS pour aider les pays à combattre la récession globale. De nombreuses voix se sont élevées pour réclamer une émission de DTS de bien plus grande envergure (jusqu'à 3 000 milliards de dollars) sur l'année 2020. Le principe de l'émission de DTS a fait consensus parmi tous les membres du FMI sauf deux lors des réunions de printemps 2020 en avril. Depuis, l'ampleur de la crise économique n'a fait qu'empirer, renforçant encore les arguments en faveur d'une telle émission⁷⁴.

2. Allègement de la dette. Avant même que n'éclate la pandémie de coronavirus, 64 pays à revenu faible consacraient davantage au remboursement de leur dette extérieure qu'à la santé, les pays à revenu faible et les petites îles étant les plus durement touchés. Le poids considérable de la dette réduisait en outre leur marge de manœuvre en termes de dépenses pour l'éducation et la protection sociale. La dette est devenue encore plus pesante en raison de la crise, à cause de l'effondrement des recettes publiques. Jusqu'à présent, la réponse globale s'est limitée à l'annulation du remboursement de la dette au FMI pour 25 pays sur 2020 et à un moratoire sur les remboursements aux États du G20 sur la même période (pendant ce temps, des intérêts supplémentaires viennent s'ajouter à la dette). Il apparaît désormais clairement que l'impact économique de la pandémie continuera de se faire sentir en 2021 et 2022 dans la plupart des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et qu'il conviendrait dans un premier temps de prolonger le moratoire jusqu'à fin 2022 et d'y inclure les créanciers multilatéraux et commerciaux. Toutefois, cela n'empêchera pas les niveaux d'endettement d'évincer les dépenses sociales et de saper les progrès réalisés vis-à-vis des ODD à plus long terme. De nombreux pays auront besoin d'une annulation complète ou d'une réduction de leur dette pour éviter d'atteindre des niveaux d'endettement intenable les empêchant d'investir dans le renforcement de leur résilience grâce aux soins de santé universels et à la protection sociale⁷⁵.

3. Taxes internationales de solidarité. En concevant leurs propres réponses fiscales pour financer le relèvement suite à la pandémie, les pays du G20 doivent garder à l'esprit que les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ont un besoin beaucoup plus pressant de financements supplémentaires : la pandémie a révélé que l'emprunt supplémentaire contracté par la plupart des pays du G20 n'a pas fait grimper le coût de l'emprunt, et qu'ils peuvent donc diminuer le poids de leur propre dette bien plus lentement que celui pesant sur les pays à revenu plus faible. Ils devraient donc allouer 50 % de toutes les recettes provenant des taxes sur les services numériques, des taxes sur les transactions financières et autres impôts de solidarité dans leur propre pays à l'augmentation des flux d'aide.

2 RÉSULTATS DE L'INDICE 2020 : COMBATTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AUX SERVICES PUBLICS

QUE MESURE LE PILIER DES SERVICES PUBLICS ?

Le pilier des services publics porte sur trois domaines de dépenses sociales ayant un fort impact sur les inégalités : l'éducation, la santé et la protection sociale. Dans chacun de ces domaines, les indicateurs suivants sont couverts :

- 1. Indicateur d'engagement pour les dépenses** : mesure l'engagement des États en matière de dépenses. Cet indicateur est fondé sur la preuve⁷⁶ que les dépenses destinées aux services publics réduisent les inégalités⁷⁷.
- 2. Indicateurs de couverture** : mesurent la couverture des services publics en mettant l'accent sur l'équité. Ils ont été nouvellement introduits pour l'indice ERI 2020 et mesurent si les engagements se traduisent effectivement en une couverture des services, en particulier pour les personnes les plus pauvres.
- 3. Indicateur de l'impact** : mesure l'impact sur les inégalités de l'investissement dans les services publics. En s'appuyant sur des études d'incidence⁷⁸, cet indicateur permet de déterminer dans quelle mesure l'investissement public dans les services réduit les inégalités économiques dans chaque pays.

Tableau 5 : Le pilier des services publics de l'indice ERI 2020 : résultats globaux

LES PAYS LES PLUS PERFORMANTS EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS		LES PAYS LES MOINS PERFORMANTS EN MATIÈRE DE SERVICES PUBLICS	
Pologne	1	Soudan du Sud	158
Finlande	2	Tchad	157
France	3	Nigeria	156
Irlande	4	République centrafricaine	155
Allemagne	5	Niger	154
Slovénie	6	Afghanistan	153
Belgique	7	RDP du Laos	152
Danemark	8	Guinée-Bissau	151
Japon	9	Mali	150
Autriche	10	Guinée	149

Les 10 pays les mieux classés dans ce pilier utilisent les services publics pour combattre les inégalités. Le haut du classement comprend un groupe de pays de l'OCDE dans lesquels les investissements sociaux financés par l'État jouent depuis longtemps un rôle essentiel pour réduire les inégalités.

Un peu plus bas dans le classement, on retrouve plusieurs pays obtenant de très bons résultats avec des recettes inférieures. L'Ukraine, par exemple, arrive en tête du groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à la 24^e place. Le pays investit dans les services publics d'une

manière ayant un impact majeur avéré sur les inégalités, avec un quasi doublement des revenus des personnes les plus pauvres grâce aux transferts des services publics⁷⁹. Cela contribue au fait que le pays affiche l'un des taux d'inégalités les plus bas au monde⁸⁰. Toutefois, les récentes réductions des dépenses de santé et l'augmentation des dépenses directes sont préoccupantes et montrent que l'Ukraine pourrait encore en faire plus⁸¹.

À l'inverse, les 10 pays les moins bien classés sont révélateurs du fait que des dépenses insuffisantes et inégales se traduisent par une faible couverture et un impact minime sur les inégalités. Le Soudan du Sud, lanterne rouge du classement, consacre à peine 12 % de son budget aux dépenses cumulées pour la santé, l'éducation et la protection sociale ; il dépense au lieu de cela des sommes énormes pour le remboursement de la dette (47 %) et le secteur militaire (18 %)⁸². Cela exacerbe un problème d'inégalités croissantes dans le pays⁸³.

Certains pays à revenu faible comme la Sierra Leone et l'Éthiopie réalisent des progrès notables en matière de services publics, et leurs faibles scores dans ce pilier s'expliquent en grande partie par leurs mauvais scores au sous-indicateur de la couverture. On s'attend à ce que certains de ces pays améliorent leur indice ERI dans les années à venir. Par exemple, le gouvernement de la Sierra Leone s'est engagé à étendre massivement la gratuité de l'éducation depuis la maternelle jusqu'au secondaire, pour toutes et tous⁸⁴, et a pris des engagements pour la santé maternelle⁸⁵, ce qui ne manquera pas d'améliorer son classement ces prochaines années⁸⁶.

Dépenses de l'État pour l'éducation, la santé et la protection sociale

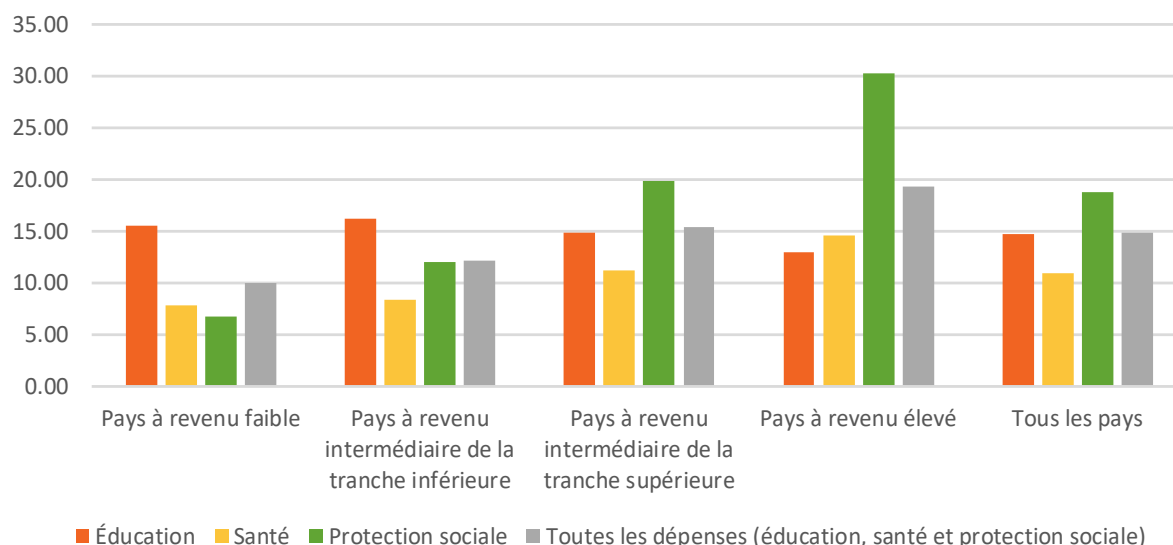
Les indicateurs de dépenses publiques analysent le pourcentage du budget public que les États consacrent aux trois secteurs, reflétant les engagements politiques vis-à-vis de ces services. Le budget moyen en pourcentage des dépenses publiques dans les trois domaines affiche une augmentation marginale de 0,2 % depuis l'indice ERI 2018, pour s'établir à 14,8 %. Sur la même période, 79 pays ont réduit leurs budgets et 72 les ont augmentés, alors que trois pays ont conservé le même niveau de dépenses.

Tableau 6 : Pays consacrant le plus/le moins de dépenses aux services publics

LES 10 PAYS CONSACRANT LE PLUS DE DÉPENSES 		LES 10 PAYS CONSACRANT LE MOINS DE DÉPENSES 	
Costa Rica	1	Soudan du Sud	158
Chili	2	Nigeria	157
Argentine	3	Timor oriental	156
Ouzbékistan	4	RDP du Laos	155
Japon	5	Inde	154
États-Unis	6	Népal	153
Danemark	7	Afghanistan	152
Irlande	8	Sri Lanka	151
Australie	9	Tchad	150
Nouvelle-Zélande	10	Égypte (République arabe d')	149

Les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dépensent davantage pour l'éducation, mais moins pour la santé et la protection sociale que les pays à revenu élevé.

Figure 3 : Dépenses en matière de services publics, par groupe de revenu⁸⁷



Indicateur PS1a : dépenses d'éducation

Dans l'ensemble, les dépenses d'éducation sont restées stables, à environ 14,8 % du budget des États depuis l'indice ERI 2018. Alors que 73 pays ont réduit leurs dépenses d'éducation, 71 les ont augmentées et 10 sont restés à un niveau stable. L'Éthiopie affiche le deuxième niveau de dépenses le plus élevé pour l'éducation ; cela l'aide à enregistrer les progrès les plus rapides d'Afrique subsaharienne sur la cible des ODD consacrée à l'éducation⁸⁸. Comme dans les rapports sur les précédents indices ERI, le Nigeria reste en bas de classement ; il compte le plus grand nombre d'enfants déscolarisés au monde⁸⁹, mais continue d'avoir le plus faible niveau de dépenses pour l'éducation.

Plusieurs pays ont également augmenté leurs dépenses d'éducation, au premier rang desquels la République démocratique du Congo (RDC), le Congo, le Panama, la Barbade et la Gambie. La RDC se démarque particulièrement : le pays a réalisé d'énormes progrès depuis l'indice ERI 2018 et a plus que triplé la part de son budget consacrée à l'éducation depuis 2011⁹⁰, dans le cadre d'un engagement à atteindre 20 %⁹¹. Cet investissement est essentiel dans un pays où la moitié des filles sont déscolarisées dès le primaire ou le secondaire⁹². Le nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en 2019, s'est engagé à aller encore plus loin⁹³, instaurant la gratuité des écoles primaires ; la RDC est l'un des derniers pays au monde à le faire. On estime que cette mesure a permis à 2,5 millions d'enfants supplémentaires d'aller à l'école⁹⁴.

À l'extrême opposé, le Niger et Haïti ont opéré des coupes majeures dans leur budget de l'éducation et dégringolent dans le classement⁹⁵ ; ils font machine arrière sur les progrès réalisés auparavant en matière d'augmentation des budgets consacrés à l'éducation, alors même que ces baisses ont des conséquences révoltantes pour les élèves les plus pauvres⁹⁶. Par exemple, les probabilités qu'un enfant d'une famille pauvre en Haïti achève le secondaire sont de 1 %. Dans ce contexte, toute baisse des dépenses d'éducation est inacceptable⁹⁷.

Tableau 7 : Pays ayant le plus augmenté/réduit leur budget d'éducation en pourcentage du budget total de l'État

PAYS AYANT LE PLUS AUGMENTÉ LEUR BUDGET D'ÉDUCATION		PAYS AYANT LE PLUS RÉDUIT LEUR BUDGET D'ÉDUCATION	
Pays	Augmentation (%)	Pays	Réduction (%)
République démocratique du Congo	7,81	Sainte-Lucie	-8,02
République du Congo	6,32	Ouzbékistan	-7,30
Panama	6,05	Haïti	-5,33
Barbade	5,44	Niger	-4,97
Gambie	5,20	Bhoutan	-4,81

Indicateur PS1b : dépenses de santé

Dans l'ensemble, les dépenses de santé ont très peu augmenté, passant de 10,6 % des budgets lors de l'indice ERI 2018 à 10,9 % en 2020. Soixante pays ont réduit leurs dépenses de santé, tandis que 91 les ont augmentées. Trois n'ont pas modifié la part de leur budget consacrée à la santé.

L'Égypte a reculé dans le classement sur les dépenses de santé. Il s'agit incontestablement d'une évolution regrettable, étant donné que moins de la moitié de la population égyptienne est couverte par l'assurance maladie. Cela fait peser un très lourd fardeau sur le budget des ménages (l'Égypte a le troisième niveau le plus élevé de dépenses directes⁹⁸ catastrophiques dans l'indice) et engendre des inégalités très fortes dans les résultats en matière de santé⁹⁹.

L'Inde figure également en bas de classement pour les dépenses de santé après avoir elle aussi procédé à des coupes (certes modérées) dans son budget de la santé, reculant à l'antépénultième place dans ce classement. Cela est particulièrement dommageable alors que la moitié à peine de la population indienne a accès aux services les plus essentiels et que plus de 70 % des dépenses de santé sont à la charge des ménages¹⁰⁰. Le pays n'était donc absolument pas préparé à affronter la pandémie de coronavirus.

À l'opposé, on peut souligner certaines progressions notables dans le classement des dépenses de santé, même si certains des pays concernés partaient de très bas. Le Kenya a fait de la couverture santé universelle (CSU) une priorité majeure de sa politique publique en l'inscrivant parmi les quatre grandes priorités de dépenses¹⁰¹. Suite aux réformes de son système de soins de santé, le Vietnam a considérablement augmenté ses dépenses ces dernières années, même si, là encore, le pays partait de loin, et d'importantes inégalités subsistent en matière de santé¹⁰². La réponse du Vietnam face à la pandémie de coronavirus compte parmi les meilleures au monde¹⁰³.

Tableau 8 : Pays ayant le plus augmenté/réduit leur budget de santé en pourcentage du budget total de l'État

PAYS AYANT LE PLUS AUGMENTÉ LEUR BUDGET DE SANTÉ		PAYS AYANT LE PLUS RÉDUIT LEUR BUDGET DE SANTÉ	
Pays	Augmentation (%)	Pays	Réduction (%)
Botswana	7,02	Gambie	-5,69
Zimbabwe	6,62	Tchad	-3,54
Eswatini	5,44	Îles Salomon	-3,52
Liberia	4,34	Honduras	-3,42
République démocratique du Congo	4,22	Ouzbékistan	-2,93

Note : le fait que le Zimbabwe ait augmenté ses dépenses de santé de 6,62 % ne s'est pas traduit concrètement en de meilleurs services ou en un meilleur accès à la santé. L'an dernier, les services publics de santé ont continué de se détériorer, alors que le personnel médical et infirmier a fait grève pour protester contre les salaires extrêmement bas.

Indicateur PS1c : dépenses de protection sociale

Les dépenses consacrées à la protection sociale semblent également avoir progressé de manière marginale, passant d'une moyenne de 18,5 % dans l'indice ERI 2018 à 18,7 % en 2020. De nombreux pays (68) ont réduit leurs dépenses de protection sociale, tandis que 56 les ont augmentées et 30 pays ont maintenu leurs budgets à un niveau stable. Les pays de l'OCDE trustent le haut du classement. L'Argentine arrive en tête et a en outre connu les augmentations de dépenses parmi les plus conséquentes ; cela vient parfaire l'image des dépenses de protection sociale élevées comme un levier déterminant dans la lutte contre les inégalités¹⁰⁴. L'augmentation a été préservée, malgré une tentative du président Macri de faire adopter un budget d'austérité qui aurait engendré des baisses pour la protection sociale. Le projet a été abandonné après avoir rencontré une vive résistance des citoyen-ne-s¹⁰⁵.

Encadré 2 : Mesure de l'impact des services publics selon le genre– ce que l'indice ERI ne peut pas montrer

Lorsque les soins aux personnes âgées ou malades dans le foyer incombent aux femmes, l'accès aux services de santé peuvent alléger leur fardeau. La protection sociale peut cibler les femmes afin de contribuer à leur autonomisation économique. Néanmoins, bien souvent, les femmes les moins bien loties comme celles vivant dans la pauvreté dans des zones rurales ou dans des zones urbaines marginales sont aussi celles qui reçoivent le moins de soutien ou supportent le plus lourd fardeau en l'absence de services publics. Les femmes sont par ailleurs plus susceptibles de voir leur charge de travail de soin non rémunéré augmenter lorsque des mesures réduisant les dépenses publiques sont mises en place. La pandémie de coronavirus a provoqué une très forte augmentation du travail de soin non rémunéré.

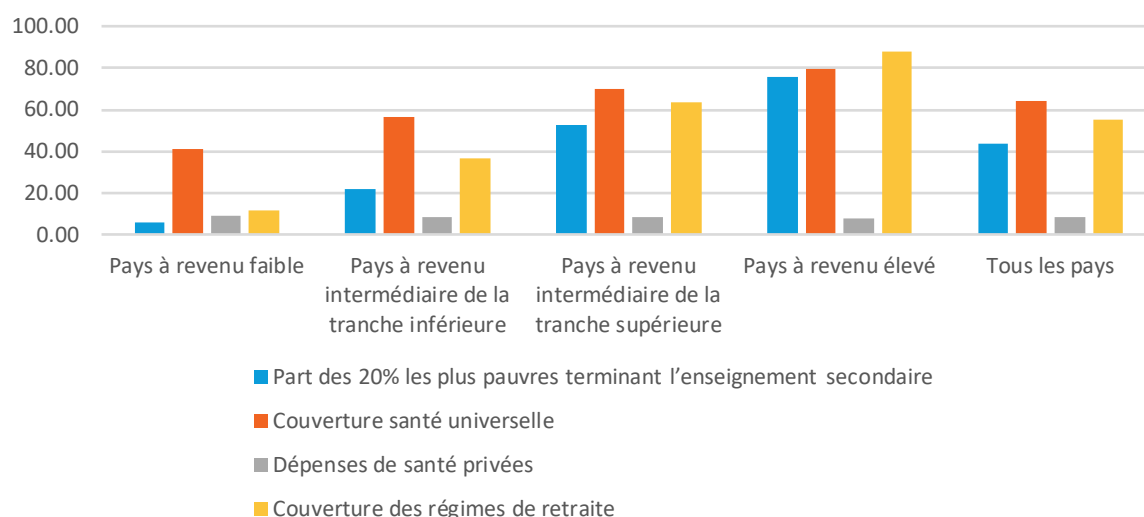
Les services publics doivent davantage tenir compte des questions de genre afin de répondre plus efficacement aux besoins des femmes. Étant donné les énormes disparités entre les genres, les gouvernements devraient baser leurs décisions budgétaires sur l'augmentation des dépenses et sur un meilleur ciblage de celles-ci pour lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes. La budgétisation sensible au genre peut contribuer à l'analyse de l'impact actuel des budgets et à un ciblage accru des dépenses en faveur des femmes, par exemple pour la santé maternelle.

L'indicateur 5.c.1 des ODD vise à recenser les pays disposant de systèmes pour déterminer si leurs budgets sont sensibles au genre. ONU Femmes et le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement ont initié un suivi, mais seulement 70 pays ont répondu à la dernière enquête, en 2018¹⁰⁶. Cette dernière enquête a en outre livré des résultats très décevants, 13 pays seulement¹⁰⁷ disposant de systèmes de suivi exhaustifs, si bien qu'il est pour le moment impossible d'inclure ces données dans l'indice ERI¹⁰⁸.

Couverture des services publics pour réduire les inégalités

Il ne suffit pas d'augmenter les dépenses de services publics ; la manière dont sont conçus, financés et déployés les services publics et les régimes de protection sociale a également un impact considérable sur la réduction des inégalités. Les indicateurs de couverture dans l'indice ERI 2020 ont pour vocation (dans les limites des données actuellement disponibles¹⁰⁹) d'examiner la manière dont les engagements de dépenses des États s'attaquent aux sources d'inégalités connues en matière de couverture des services.

Figure 4 : Couverture des services publics par groupe de revenu

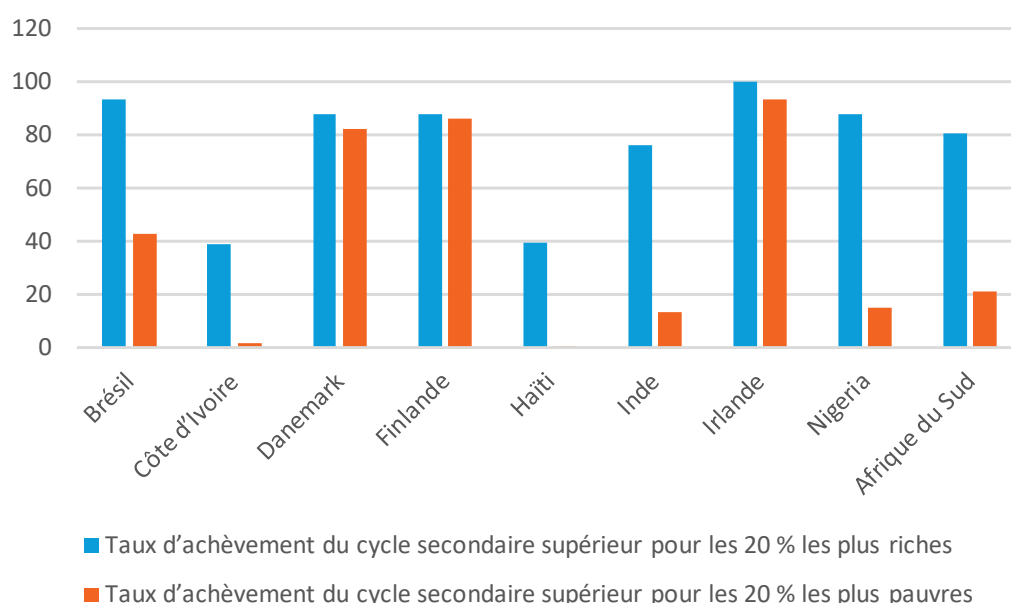


Indicateur PS2a : Achèvement de l'enseignement secondaire par les 20 % les plus pauvres¹¹⁰

Cet indicateur porte sur l'achèvement de l'enseignement secondaire par les 20 % les plus pauvres. L'indice révèle d'importantes variations d'un pays à l'autre, certains des écarts les plus faibles en matière de couverture étant observés dans les pays connus pour leur éducation équitable, comme la Finlande (voir la Figure 5). La Nigeria affiche l'écart le plus conséquent : 90 % des jeunes les plus riches achèvent leur scolarité secondaire, contre 15 % seulement pour les enfants des ménages les plus pauvres¹¹¹.

Bon nombre des pays aux revenus les plus faibles dans le monde arrivent en bas de classement pour cet indicateur. Beaucoup affichent un taux d'achèvement inférieur à 1 % parmi les enfants les plus pauvres, comme le Mozambique, le Tchad, le Niger et Madagascar. Bien que de nombreux pays se soient récemment engagés à renforcer l'enseignement secondaire, promettant des dépenses significatives à cette fin, cela ne se traduit pas encore dans le nombre de jeunes menant leur scolarité jusqu'à son terme, à l'image de ce que l'on observe en Éthiopie¹¹².

Figure 5 : Achèvement du second cycle de l'enseignement secondaire – comparaison des écarts entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres



Source : données de la base de données de l'UNESCO¹¹³.

Indicateur PS2b : soins de santé universels

Cet indicateur inclut deux composantes, utilisées l'une et l'autre pour mesurer les progrès accomplis concernant l'ODD 3.8. La première composante mesure la part de la population ayant accès aux services de santé essentiels¹¹⁴ ; la seconde mesure la protection financière contre les dépenses directes catastrophiques (pourcentage de la population dépensant plus de 10 % des revenus du ménage pour les soins de santé)¹¹⁵. Un grand nombre des pays obtenant les meilleurs résultats à cet indicateur sont des pays à revenu élevé qui ont déployé une couverture santé universelle (CSU) depuis plusieurs dizaines d'années, proposant des soins de santé gratuits à la source. Toutefois, certains démontrent également ce qu'il est possible de faire en un court laps de temps, moyennant des investissements appropriés. Le Costa Rica, bien placé dans le classement des dépenses de santé de l'indice, a par exemple développé en une dizaine d'années seulement un accès quasiment universel aux soins de santé primaires, en partant d'à peine 25 %¹¹⁶, contribuant ainsi à réduire les inégalités¹¹⁷.

En bas de classement, le Nigeria, l'Inde et le Pakistan dépensent trop peu pour répondre aux besoins de la majeure partie de leur population. Ces pays livrent leurs citoyen-ne-s aux aléas d'un système profondément inégalitaire, marqué par des services de santé publique chancelants et sous-financés, ou à un secteur privé des soins de santé qui répond à des logiques commerciales et est largement dérégulé (comme l'illustre le Tableau 9).

Tableau 9 : Comparaison de la couverture avec les dépenses – Certains des pays moins bien classés dans les deux sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec d'énormes inégalités en matière de santé

Pays	% de la population ayant accès aux services de santé essentiels (CSU)	% de la population confrontée à des dépenses directes catastrophiques (10 % du budget du ménage)	Classement à l'indice ERI pour les dépenses de santé
Nigeria	42 %	10 % (22,1 millions)	2e en partant du bas
Inde	55 %	17 % (238,2 millions)	4e en partant du bas
Pakistan	45 %	5 % (9,8 millions)	6e en partant du bas

Indicateur PS2c : couverture des régimes de retraite comme mesure de la couverture de protection sociale

Cet indicateur s'appuie sur la couverture des régimes de retraite à titre d'approximation pour la couverture de protection sociale globale (en raison du manque de données sur l'ensemble des programmes¹¹⁸). Il mesure le pourcentage de la population en âge d'être à la retraite bénéficiant effectivement de prestations de retraite. Au total, 40 pays atteignent une couverture de 100 % pour cet indicateur. 68 % des personnes âgées sont désormais couvertes à travers le monde¹¹⁹. Tous sauf 10¹²⁰ sont des pays à revenu élevé, qui ont tendance à consacrer la majeure partie de leur budget à la protection sociale et ont une population vieillissante.

Seuls trois pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Bolivie, République du Kirghizistan et Mongolie) disposent de régimes de retraite universels, avec un impact avéré sur les inégalités¹²¹. En Bolivie, dès 2009, la Renta Dignidad (pension dignité) a été étendue pour offrir une couverture universelle financée par les taxes sur le pétrole et le gaz, permettant une réduction majeure de la pauvreté¹²² et des inégalités¹²³. Cela démontre que d'autres pays à revenu plus faible auraient le potentiel d'en faire de même.

Malheureusement, toutefois, les régimes de retraite sont insuffisants dans la plupart des pays pour protéger les personnes qui en ont le plus besoin. Dans plus de 50 pays, moins de la moitié des personnes en âge d'être à la retraite sont couvertes. Les 35 pays les moins bien classés couvrent moins de 10 % de leurs seniors.

Nous savons également que les modèles de protection sociale doivent aller bien au-delà des régimes de retraite, qui ne constituent pas à eux seuls un moyen adéquat pour couvrir la population et lutter contre les inégalités¹²⁴. Il est essentiel que tous les États rendent la protection sociale universelle (voir l'Encadré 3 expliquant la couverture de la protection sociale universelle).

Encadré 3 : La protection sociale universelle doit être une priorité dans la lutte contre les inégalités

La protection sociale est un droit humain. Elle est définie comme l'ensemble des politiques et des programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité tout au long de la vie. La protection sociale inclut les prestations en espèces et en nature fournies pour les enfants, les mères et les familles, le soutien aux personnes malades et sans emploi, ainsi que les régimes de retraite pour les personnes âgées et les allocations pour les personnes handicapées. Ces régimes de prestations ne sont pas réservés aux personnes pauvres, tout le monde pouvant tomber malade, perdre son emploi ou avoir un enfant. Et la vieillesse n'épargne personne.

Les systèmes de protection sociale universelle assortis de prestations adéquates réduisent non seulement la pauvreté, mais aussi les inégalités. Les systèmes publics de protection sociale sont redistributifs car ils transfèrent une partie de la richesse des employeurs et des personnes ayant de plus hauts revenus vers les personnes ayant des revenus inférieurs par manque d'emploi ou à cause d'une maladie, d'un handicap, d'une maternité ou de leur grand âge. Ils peuvent aussi se révéler puissants pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. Les pays qui dépensent plus pour la protection sociale affichent des niveaux inférieurs d'inégalités. En Géorgie, les transferts monétaires ont réduit le coefficient de Gini de 0,41 à 0,36, une réduction imputable à 75 % au régime de retraite universel du pays. Il est important de noter que les assurances privées, comme les retraites privées, perpétuent les inégalités.

Source : Rapport mondial sur la protection sociale 2014-2019 et Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 de l'OIT.

Impact : quelle énergie les services publics déploient-ils pour lutter contre les inégalités ?

L'impact des dépenses sur les inégalités est déterminé à l'aide d'études d'incidence menées dans plusieurs pays¹²⁵ pour évaluer dans quelle mesure les dépenses bénéficient aux plus pauvres ou aux plus riches dans la société. L'importance des dépenses (aux côtés de la fiscalité) dans la lutte contre les inégalités a été reconnue en 2020, avec l'adoption d'un nouvel indicateur d'inégalités dans le cadre des ODD qui étudie l'impact redistributif des politiques fiscales. Son analyse des dépenses correspond à l'indicateur utilisé ici¹²⁶.

Il est démontré que les dépenses publiques destinées aux services sociaux sont presque toujours progressives car elles contribuent à réduire les niveaux d'inégalités existants¹²⁷. Toutefois, leur impact varie grandement d'un pays à l'autre et au sein des différents services. Le cas de la Pologne, en tête du classement pour cet indicateur, illustre la puissance des dépenses pour lutter contre les inégalités : ses dépenses « réduisent les inégalités de manière substantielle »¹²⁸. Certains des pays arrivant en bas de classement pour cet indicateur, comme la Turquie¹²⁹, ont perdu des places par rapport aux années précédentes à cause des coupes opérées dans leurs dépenses¹³⁰.

Cela est dû au fait que l'ampleur de la redistribution dépend à la fois du montant des dépenses et de leur progressivité : les pays qui dépensent trop peu ou de manière non progressive n'obtiennent pas un impact aussi fort. Par exemple, en Amérique latine, l'Uruguay parvient à une meilleure redistribution tout en dépensant moins que de nombreux autres pays de la région, mais de manière progressive, ce qui le fait remonter dans le classement pour cet indicateur. Le Guatemala, en revanche, affiche à la fois un très faible niveau de dépenses et des niveaux de progressivité faibles se traduisant par un impact quasi nul sur les inégalités. Cela explique son mauvais classement parmi les pays d'Amérique latine¹³¹.

3 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AUX POLITIQUES FISCALES

MODE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES FISCALES PAR L'INDICE ERI

Dans l'indice ERI 2020, les indicateurs utilisés pour évaluer les politiques fiscales n'ont pas fondamentalement changé comparé aux précédentes versions de l'indice¹³². Ces indicateurs sont utilisés pour examiner les politiques, leur mise en œuvre et leur impact.

1. **Politique** : les principaux impôts (sur le revenu des particuliers, sur les sociétés, TVA ou taxe générale sur les ventes) sont-ils progressifs ? Leur charge pèse-t-elle davantage sur les épaules des personnes qui ont les moyens de s'en acquitter ? Cet indicateur détermine également si un pays recourt à des pratiques fiscales dommageables en se comportant comme un paradis fiscal pour les entreprises.
2. **Mise en œuvre** : le pays recouvre-t-il efficacement ses principaux types d'impôts ?
3. **Impact** : quel est l'impact des impôts perçus sur les inégalités de revenus (mesuré par le coefficient de Gini) ?

INDICE ERI 2020 : BILAN DES POLITIQUES FISCALES

Une progressivité fiscale... sur le papier

Le Tableau 8 indique les pays les plus/moins performants en matière de fiscalité dans l'indice ERI 2020. Comme dans les autres piliers, aucun pays n'affiche de bonnes performances de façon uniforme sur tous les indicateurs fiscaux. L'Afrique du Sud arrive en tête du classement 2020, reflétant un système fiscal relativement progressif sur le papier et de bons résultats pour le recouvrement de l'impôt, concourant à en faire le système fiscal avec le plus fort impact en matière de réduction des inégalités¹³³. L'Afrique du Sud doit toutefois également sa première place aux mauvaises performances des autres pays et doit prendre de nombreuses autres mesures pour faire de son système fiscal un outil de lutte plus efficace contre les niveaux d'inégalités du marché extrêmement élevés. Pour cela, le pays pourrait exempter de TVA un plus grand nombre de produits consommés par les bas salaires ; rendre l'impôt sur le revenu des particuliers plus progressif et réduire les exonérations fiscales accordées pour la santé, les retraites et l'enseignement privés ; améliorer le « rendement » (recouvrement) de l'impôt sur le revenu ; augmenter l'impôt sur les plus-values pour l'aligner avec l'impôt sur le revenu ; et instaurer un impôt sur la fortune. Autre pays performant : le Togo, qui affiche sur le papier le deuxième système fiscal le plus progressiste au monde (notamment l'impôt sur le revenu des particuliers le plus progressif). En revanche, le pays est moins performant en matière de recouvrement de l'impôt. Au final, cela ne génère qu'une réduction modérée des inégalités¹³⁴.

Au bas du classement figure le Bahreïn, qui n'a défini aucune politique fiscale progressiste sur les revenus¹³⁵. Parmi les 10 moins bons élèves figurent également le Vanuatu (qui n'applique pas le moindre impôt sur les revenus) et Oman (qui n'impose pas les revenus des particuliers). Par ailleurs,

la Macédoine du Nord, la Moldavie, la Serbie et le Vanuatu obtiennent des résultats médiocres quant à l'impact de leur régime fiscal sur la progressivité, car tous sont fortement tributaires de recettes fiscales indirectes et régressives et parce que l'impôt sur le revenu y est très faible, à taux unique ou inexistant.

Tableau 10 : Les pays les plus/moins performants sur la fiscalité dans l'indice ERI 2020

10 PAYS LES PLUS PERFORMANTS SUR LE PILIER DE LA FISCALITÉ		10 PAYS LES MOINS PERFORMANTS SUR LE PILIER DE LA FISCALITÉ	
Afrique du Sud	1	Bahreïn	158
Togo	2	Macédoine du Nord	157
Chine	3	Vanuatu	156
Géorgie	4	Soudan du Sud	155
Djibouti	5	Saint-Vincent et les Grenadines	154
Afghanistan	6	Lituanie	153
Australie	7	Moldavie	152
Canada	8	Serbie	151
Kenya	9	Liberia	150
Tunisie	10	Territoires palestiniens occupés	149

Indicateur T1a : progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers

L'indice ERI 2020 a adopté un nouveau mode de calcul de la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers. Il se base désormais sur les taux et les seuils utilisés par chaque pays comparé au PIB par habitant-e¹³⁶. D'après cette formule, la plupart des pays appliquant sur le papier la fiscalité la plus progressive sur le revenu des particuliers sont les pays à revenu faible, notamment le Togo, la République centrafricaine, le Pakistan, l'Équateur et le Cambodge. À l'extrême opposé, 14 pays continuent d'appliquer des régimes fiscaux régressifs à « taux unique », soumettant l'ensemble des contribuables au même taux. En outre, cinq pays n'appliquaient toujours aucun impôt sur le revenu des particuliers en 2019 : les Bahamas, le Bahreïn, les Maldives, Oman et le Vanuatu). En 2020, les Maldives ont toutefois introduit un impôt sur le revenu progressif avec un taux maximum fixé à 15 %, en partie pour renforcer le recouvrement, mais aussi pour rendre son régime fiscal plus progressif¹³⁷.

En 2018-2019, il y a eu autant de pays (14) augmentant le taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers que de pays abaissant ce même taux. Le Tchad est le pays qui a le plus réduit son taux maximum, passant d'un imposant 60 % à 30 %. Certains pays ont pris des décisions résolues et spectaculaires pour abandonner les régimes à taux unique au profit d'une fiscalité progressive (Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord) ou pour rendre leur régime nettement plus progressif dans l'ensemble (Seychelles, Jordanie)¹³⁸. D'autres ont pris des décisions opposées en introduisant des régimes fiscaux à taux unique (Moldavie, Ouzbékistan).

Dans l'ensemble, le taux supérieur moyen de l'impôt sur le revenu des particuliers a légèrement augmenté, passant de 30,22 % à 30,34 %. Plus récemment, le Chili, le Costa Rica et la Malaisie ont augmenté leur taux maximum en 2020, tandis que l'Arménie est passée à un taux unique et le Zimbabwe a encore abaissé son taux maximum en le passant à 40 %.

Tableau 11 : Impôt sur le revenu des particuliers – les pays les plus/moins performants en matière de progressivité

PAYS AYANT LE PLUS AUGMENTÉ L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS		PAYS AYANT LE PLUS RÉDUIT L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	
Pays	Augmentation (%)	Pays	Réduction (%)
Seychelles	+15	Tchad	-30
Jordanie	+12	Ouzbékistan	-11
Lituanie	+10	Moldavie	-6
Lettonie	+8,4	Roumanie	-6
Macédoine du Nord	+8	Gambie	-5
Barbade	+6,5	Zimbabwe	-5
Colombie	+6	Portugal	-3,2
Ghana	+5	États-Unis	-2,6
Liban	+5	Saint-Vincent et les Grenadines	-2,5
Malawi	+5		
Pakistan	+5		

Indicateur T1a : progressivité de l'impôt sur les sociétés

En général, l'impôt sur les sociétés est un impôt progressif car il est perçu sur les bénéfices qui auraient sinon été distribués sous la forme de dividendes ou de bénéfices au profit de propriétaires d'entreprises déjà aisé-e-s. Les pays appliquant les plus forts taux d'impôts sur les sociétés sont toujours le Guyana (40 %), suivi du Bangladesh, du Tchad, de la Guinée, de la Jordanie, de Malte et de la Zambie (tous à 35 %). À l'extrême opposé, trois pays (Bahamas, Bahreïn et Vanuatu) continuent de n'appliquer aucun impôt sur les sociétés¹³⁹.

La tendance concernant les taux moyens de l'impôt sur les sociétés est légèrement à la baisse depuis l'indice ERI 2018, passant de 24,1 % à 23,9 %. Plus de la moitié de cette baisse est toutefois due à l'importante réduction de l'impôt sur les sociétés opérée aux États-Unis (13 %). Dans l'ensemble, il y a eu pour ainsi dire autant de pays augmentant les taux que de pays les abaissant. Concernant les avancées positives, Trinité-et-Tobago et l'Ouzbékistan ont augmenté leur taux d'imposition sur les sociétés pour les aligner avec l'impôt sur le revenu des particuliers et lutter contre l'évasion fiscale, tandis que la Lettonie, la Corée du Sud et l'Équateur ont pris des décisions résolues pour rendre leurs régimes fiscaux plus progressifs. À l'inverse, la plupart des pays ayant réduit leur impôt sur les sociétés sont des pays riches comme la Belgique et le Luxembourg.

Plusieurs gouvernements prévoient également de nouvelles réductions pour 2020-2021, comme l'Argentine¹⁴⁰, la Belgique, la Grèce et la Suède. Dans tous ces pays, les réductions d'impôt reflètent l'arrivée au pouvoir de gouvernements moins progressistes (en Suède, ces baisses conditionnaient le soutien des partis centristes pour un gouvernement d'union entre sociaux-démocrates et verts¹⁴¹). L'Indonésie, qui était un élève modèle dans la lutte contre les inégalités dans l'indice ERI 2018, a hélas opté pour une réduction du taux d'imposition sur les sociétés de 25 % à 17 % à l'horizon 2022, avec une accélération du processus pendant la crise du coronavirus¹⁴².

Tableau 12 : Impôt sur les sociétés – les pays ayant le plus augmenté/réduit l'impôt sur les sociétés

PAYS AYANT LE PLUS AUGMENTÉ L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS		PAYS AYANT LE PLUS RÉDUIT L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	
Pays	Augmentation (%)	Pays	Réduction (%)
Trinité-et-Tobago	+5	États-Unis	-13
Lettonie	+5	Argentine	-5
Ouzbékistan	+4,5	RDC (en dehors du secteur minier)	-5
Corée du Sud	+3,3	Belgique	-4,4
Équateur	+3	Gambie	-4
Oman	+3	Cap-Vert	-3
Liban	+2	Saint-Vincent et les Grenadines	-2,5
Portugal	+2	Luxembourg	-2,1
Turquie	+2	Norvège	-2
		Togo	-2

Encadré 4 : Baisse à long terme de la progressivité fiscale dans les pays de l'OCDE

Au cours des 20 dernières années, de nombreux pays de l'OCDE ont réduit la progressivité de leur fiscalité sur les revenus, dans une spirale de nivellement par le bas. La Figure 6 indique les taux d'impôt sur les sociétés dans les pays de l'OCDE. Tous les pays ont réduit leur taux depuis 2000 (en dehors du Chili qui appliquait initialement un taux déjà très bas), avec les baisses les plus marquées en Allemagne, en Grèce, au Canada, en Belgique, aux États-Unis et en Italie. La Hongrie, l'Irlande et la Lituanie affichent les taux d'impôt sur les sociétés les plus faibles. D'autres pays comme la France ont également introduit des taux réduits pour les petites entreprises. Depuis 2010, cette tendance s'est inversée dans certains pays comme l'Islande, la Corée du Sud, la Lettonie, le Portugal, la Slovaquie et la Turquie¹⁴³, qui ont augmenté leur taux. La Belgique, la Grèce et la Suède ont également annoncé leur intention de procéder à des réductions supplémentaires.

La Figure 7 indique des tendances plus contrastées au niveau des taux supérieurs d'impôt sur le revenu des particuliers dans les pays de l'OCDE. Entre 2000 et 2010, 27 pays ont réduit leur taux maximum, alors que seulement 6 l'ont augmenté. Depuis la crise financière mondiale, 22 pays ont augmenté leur taux maximum et seulement neuf l'ont réduit. Au final le taux supérieur moyen de l'impôt sur le revenu des particuliers a chuté de 4,7 % jusqu'en 2010, puis a augmenté de 2,2 % au cours de la dernière décennie. Depuis 2000, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, le Chili, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Belgique et l'Allemagne ont réduit leur taux maximum de plus de 6 %, tandis que le Portugal, l'Autriche, la Grèce et la Lettonie l'ont augmenté de plus de 6 %.

Figure 6 : Taux d'impôt sur les sociétés, OCDE (%)

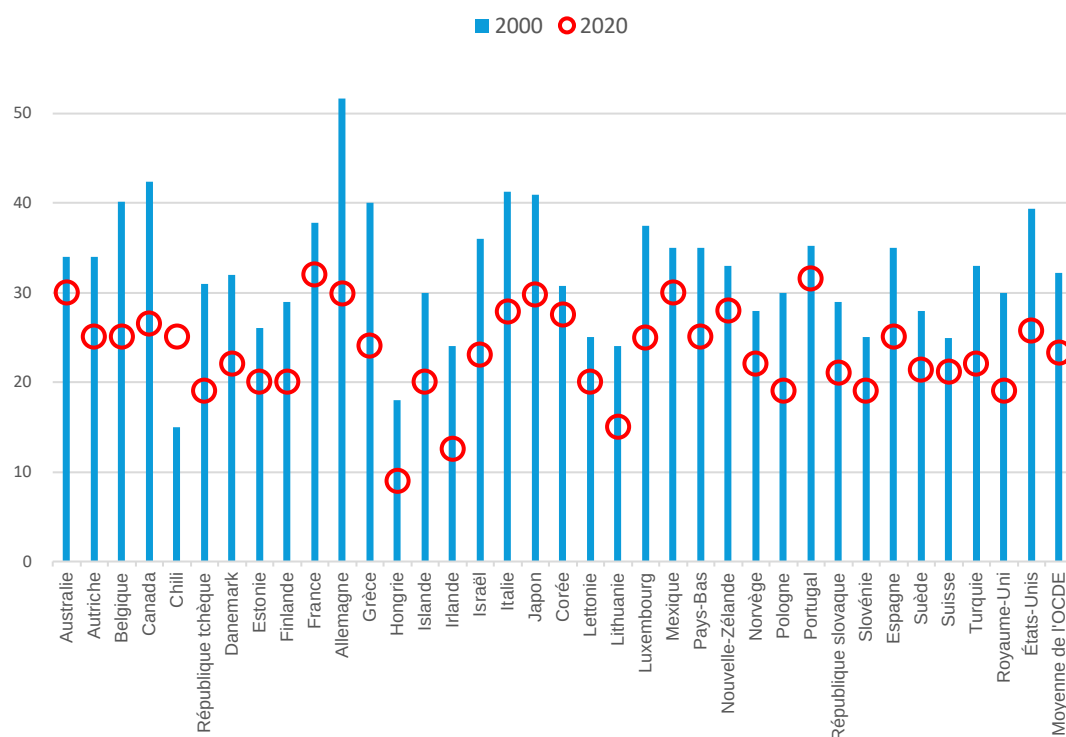
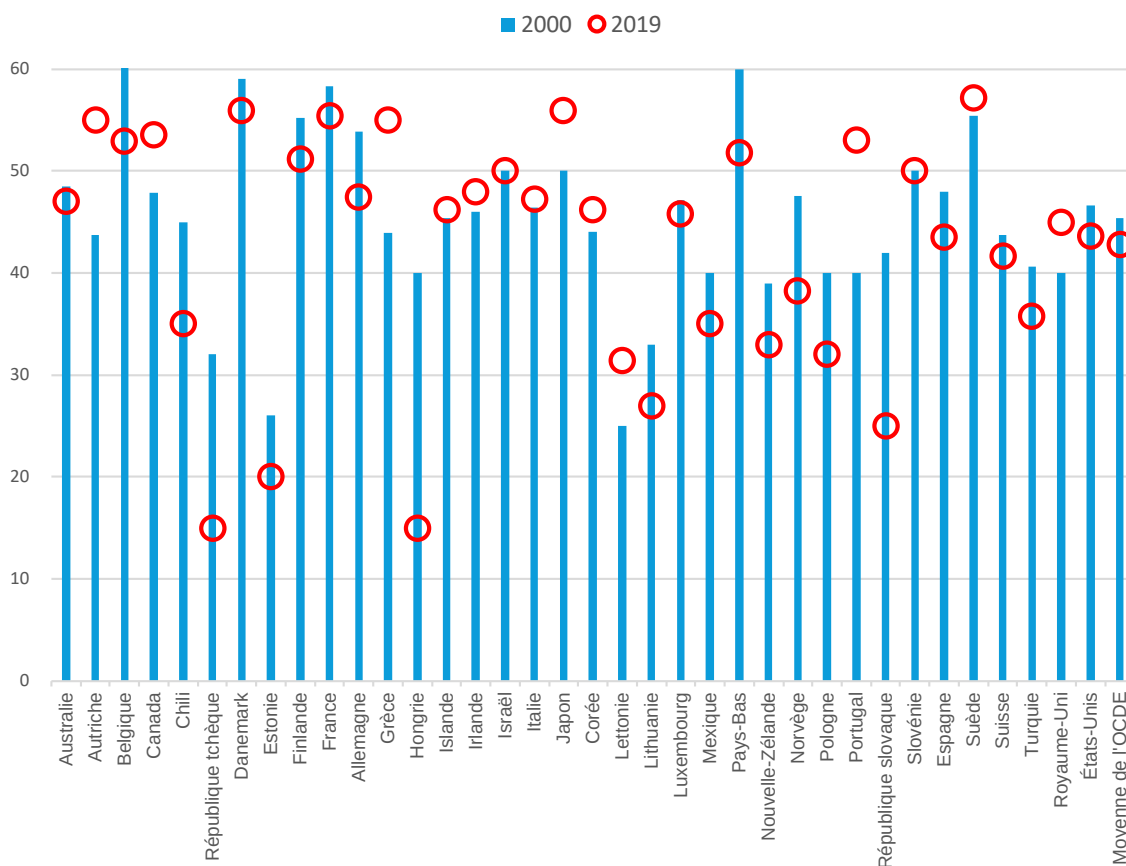


Figure 7 : Taux maximum d'imposition sur le revenu des particuliers, OCDE (%)



Indicateur T1a : progressivité de la TVA

La TVA est habituellement un impôt régressif, si bien que des taux plus élevés exacerbent les inégalités. Près de 40 pays (dont les trois quarts sont les pays à revenu faible) ont pris des mesures pour rendre la TVA neutre ou progressive, notamment en exonérant les denrées de base et les petit-e-s commerçant-e-s. Ces taux ajustés sont ceux utilisés dans l'indicateur de l'indice ERI portant sur la TVA. En revanche, le Danemark, le Brésil, la Hongrie et la Lituanie appliquent des taux de TVA dépassant les 20 %, sans la moindre mesure pour atténuer le caractère régressif de cet impôt.

La TVA est un outil très efficace pour encaisser des recettes. C'est pourquoi cet impôt s'est très largement répandu ces dernières décennies. Depuis 2018, huit autres pays (dont certains appartenant à un groupe régional)¹⁴⁴ ont introduit la TVA ou annoncé leur intention de le faire. Il reste donc seulement 16 pays n'appliquant pas de TVA¹⁴⁵. Lors de l'introduction de la TVA, São Tomé, l'Angola et le Bahreïn ont augmenté les taux.

Comme indiqué dans le Tableau 13, très peu de pays ont changé leur taux de TVA depuis 2018. Seule la Chine a réduit considérablement son taux de 17 % à 13 % fin 2019, reflet de son intention de ne plus être aussi tributaire des impôts indirects. À l'inverse, 10 pays ont augmenté leur taux dans l'optique de combler leurs déficits fiscaux. Au final, le taux de TVA moyen dans le monde évalué par l'indice ERI a augmenté de 15,5 % à 15,7 %.

Tableau 13 : Pays ayant le plus augmenté/réduit le taux nominal de TVA

INTRODUCTION OU AUGMENTATION DE LA TVA (%)		RÉDUCTION DE LA TVA (%)	
Pays		Pays	
São Tomé	+10 % – a introduit la TVA	Chine	-4 % (de 17 % à 13 %)
Angola	+6 % – a introduit la TVA		
Bahreïn	+5 % – a introduit la TVA		
Bahamas	+4,5 % à 12 % (2018)		
Vanuatu	+2,5 % à 15 % (2018)		
Nigeria	+2,5 % à 7,5 % (2020)		
Monténégro	+2 % à 21 % (2018)		
Russie	+2 % à 20 % (2019)		

Indicateur T1b : pratiques fiscales dommageables

L'indice ERI inclut à titre d'indicateur négatif la propension des pays à adopter et à déployer des pratiques fiscales dommageables, attirant les bénéfices des entreprises d'autres pays et érodant l'assiette fiscale de ceux-ci et leur capacité à combattre les inégalités.

Depuis l'indice ERI 2018, plus de 40 pays ont convenu de réformer leur système pour atténuer leurs pratiques dommageables, en grande partie pour répondre à la menace de se retrouver sur la liste noire de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales¹⁴⁶. Ce processus reste néanmoins biaisé et faible, car il porte sur le traitement préférentiel accordé à des entreprises ou à des profits étrangers (et non du pays) et exclut de tout examen la plupart des pays de l'UE. L'indicateur de l'indice ERI adopte donc une définition plus large des pratiques fiscales dommageables, avec notamment le volume d'investissements étrangers directs « fantômes » qu'un pays attire d'après le FMI. Il couvre en outre tous les pays de l'UE¹⁴⁷. Cette année, nous avons ajouté 27 nouveaux pays à cette évaluation dans le cadre de l'indice ERI élargi.

Singapour est le moins bien classé sur cet indicateur. Il présente l'un des rapports les plus élevés au monde entre investissement étranger direct et produit intérieur brut (PIB)¹⁴⁸, mais il s'agit en grande partie d'investissements « fantômes » imputables aux faibles taux d'imposition du pays et à une vaste palette d'incitations fiscales conçues pour attirer les investissements ou encourager les entreprises à domicilier leur propriété intellectuelle ou leurs activités de recherche ou de trésorerie¹⁴⁹. Parmi les autres pays à la traîne, cinq sont membres de l'UE. Le haut de la liste regroupe 26 pays sans signe de pratiques fiscales dommageables, dont 23 pays à revenu faible, ainsi que le Danemark et la France comme uniques représentants de l'OCDE.

Tableau 14 : Le top 10 des pays/régions appliquant des pratiques fiscales dommageables

1	Singapour	6	Irlande
2	Hong Kong (RAS de la Chine)	7	Maurice
3	Chypre	8	Suisse
4	Saint-Vincent et les Grenadines	9	Malte
5	Luxembourg	10	Liberia

Indicateur T2 : recouvrement de l'impôt

Cet indicateur a également évolué depuis l'indice ERI 2018, avec le retrait de l'élément « Effort fiscal par rapport au potentiel » qui indiquait des performances fiscales quasi parfaites dans certains pays de l'OCDE (ce que les sources nationales contredisent). Autrement dit, l'indicateur se limite désormais au « rendement », c'est-à-dire au pourcentage d'impôt que chaque pays collecte comparé à ce qu'il devrait collecter si son taux d'imposition s'appliquait à tous les composants du PIB. Il reflète donc certains éléments des politiques fiscales (comme les exonérations), ainsi que la performance de l'administration en matière de recouvrement des impôts. Par contre, il ne tient plus compte d'autres facteurs susceptibles de renforcer le potentiel de perception d'impôt d'un pays, comme son niveau de PIB, et abaisse donc considérablement les scores des pays à revenu faible comparé à l'indice ERI 2018.

À cet égard, les plus performants dans l'indice ERI 2020 sont les Seychelles, la Nouvelle-Zélande, le Luxembourg, la Barbade, l'Algérie et le Danemark, qui perçoivent tous plus des deux tiers de ce que leurs taux devraient produire (en supposant qu'il n'y a pas d'exonérations fiscales). À l'autre bout du classement, les Territoires palestiniens occupés, Oman, le Soudan du Sud, la République centrafricaine, le Tchad, la RDC, la Guinée-Bissau et le Nigeria continuent de collecter moins de 15 % des impôts auxquels ils pourraient prétendre (en raison de conflits majeurs dans le cas des Territoires palestiniens occupés, du Soudan du Sud et de la République centrafricaine). Le rendement moyen a légèrement augmenté entre l'indice ERI 2018 et l'indice ERI 2020, passant de 36,7 % à 37 %.

Indicateur T3 : impact de la fiscalité sur le coefficient de Gini

Cet indicateur reste inchangé par rapport aux précédents indices ERI. Il mesure le degré avec lequel le recouvrement et les politiques fiscales des pays réduisent ou aggravent les inégalités. Il est probable que les pays qui perçoivent beaucoup plus de TVA et d'autres impôts indirects que d'impôts directs et qui n'adaptent pas cette fiscalité indirecte pour la rendre neutre sur le plan des inégalités (en exonérant les petit-e-s commerçant-e-s et les produits consommés par les bas salaires) aggravent les inégalités. À l'inverse, les pays qui recouvrent principalement des impôts progressifs auront tendance à réduire les inégalités.

Dans l'ensemble, l'impact mondial du système fiscal reste très légèrement régressif, reflétant la forte dépendance de nombreux pays vis-à-vis des recettes de TVA et le très faible recouvrement d'impôts progressifs. Il est toutefois devenu moins régressif au cours des deux dernières années. En effet, on estime que les régimes fiscaux de 86 pays sont devenus plus progressifs, contre 68 plus régressifs. Les pays dont les régimes fiscaux réduisent le plus les inégalités sont l'Irlande, la Tanzanie, l'Argentine, la Géorgie et l'Afrique du Sud. Ceux qui présentent les systèmes les moins progressifs sont la Serbie, la Moldavie, la Macédoine du Nord, le Maroc et la Bulgarie.

Prochaine étape : l'impôt sur la fortune

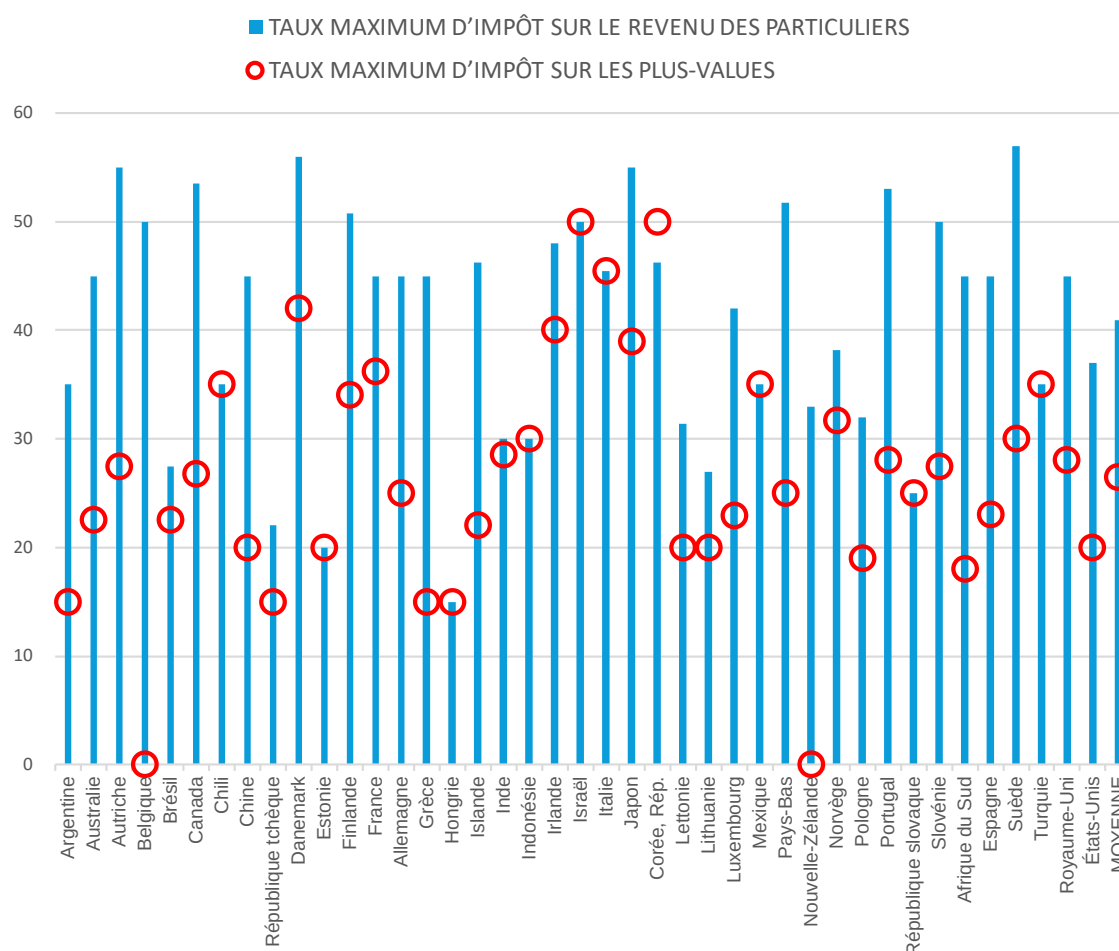
Comme discuté au moment de l'indice ERI 2018, les inégalités de richesses sont beaucoup plus marquées que les inégalités de revenus, surtout du fait que la valeur des actifs immobiliers et financiers détenus par les riches augmente nettement plus rapidement que le revenu du travail dont dépendent les personnes vivant dans la pauvreté. Par conséquent, et surtout pour financer les dépenses en lien avec la pandémie de coronavirus, bon nombre d'expert-e-s à travers le monde plaident désormais en faveur d'une fiscalité sur la fortune comme l'un des meilleurs outils potentiels pour réduire les inégalités¹⁵⁰.

L'indice examine les principales lacunes des différents types d'impôts dans les pays de l'OCDE et du G20 qui disposent des plus grandes richesses imposables. Il se concentre sur deux impôts principaux susceptibles de lever le plus de recettes : l'impôt sur les plus-values et l'impôt sur le patrimoine.

L'impôt sur les plus-values existe dans 80 % des pays couverts par l'indice ERI 2020. Or, dans la plupart des pays, cette fiscalité est bien inférieure à l'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui incite les grandes fortunes à reclasser le revenu en plus-values afin d'alléger leurs obligations fiscales.

La Figure 8 indique les taux maximum d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur les plus-values pour 2019 dans un échantillon de 41 pays de l'OCDE et du G20. En dehors de la Corée du Sud, tous les pays présentent des taux d'impôt sur le revenu des particuliers égaux ou supérieurs aux taux maximum d'impôt sur les plus-values. La Belgique¹⁵¹ et la Nouvelle-Zélande se démarquent pour n'appliquer (presque) aucun impôt sur les plus-values. Pour ce groupe, le taux supérieur moyen de l'impôt sur le revenu des particuliers est 14,5 % supérieur au taux de l'impôt sur les plus-values. Par ailleurs, de nombreux types de plus-values sont exonérées d'impôts dans divers pays, notamment les ventes de biens immobiliers non professionnels et les ventes d'actions. Les multinationales contournent également de plus en plus l'impôt sur les plus-values en recourant à des transferts indirects offshore. D'après un récent rapport d'Oxfam, sur seulement sept cas, cela correspondrait à une évasion fiscale supérieure à 2,2 milliards de dollars¹⁵². Par conséquent, le recouvrement de l'impôt sur les plus-values demeure faible dans les pays de l'OCDE (0,3 % du PIB). Le tableau est encore plus sombre dans de nombreux pays à revenu faible, qui n'appliquent pas le moindre impôt sur les plus-values. Le recouvrement de cet impôt est en moyenne de 0,1 % en Asie et de 0,2 % en Afrique et en Amérique latine.

Figure 8 : Taux maximum de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur les plus-values



Comme discuté dans l'indice ERI 2018, la fiscalité sur la fortune et sur le foncier a le potentiel de mobiliser d'importantes recettes supplémentaires pour les États. Neuf pays continuent de taxer le patrimoine, avec des recettes comprises entre 0,5 % et 5 % du PIB. Depuis 2018, la France a fait marche arrière et a limité la portée de son impôt sur la fortune en exonérant tous les actifs financiers.

De nombreuses autres échappatoires demeurent concernant l'imposition de la fortune. Pratiquement tous les pays perçoivent des impôts fonciers, mais les taux sont souvent faibles et non progressifs, et le recouvrement est mal appliqué. Les trois quarts des pays imposent des droits de succession, mais à des taux extrêmement variables et en n'incluant souvent que les biens les plus importants. La plupart des pays taxent les revenus financiers (provenant des actions, dépôts, obligations et fonds d'investissement), mais les taux sont souvent inférieurs à ceux de l'impôt sur le revenu du travail et ils n'augmentent pas en fonction de l'ampleur des revenus. De nombreux pays appliquent également des taxes sur les transactions financières (actions, capital ou autres actifs), mais les taux sont généralement très bas.

Au final, le recouvrement total de l'impôt sur la fortune est en moyenne de seulement 2,2 % du PIB dans les pays de l'OCDE, 1 % en Amérique latine et 0,5 % en Asie et en Afrique¹⁵³. Des propositions ont été faites ces dernières années pour augmenter les faibles taux de l'impôt sur la fortune pour les plus hauts salaires dans les pays de l'OCDE entre 1 % et 4 % du PIB afin de générer des recettes fiscales complémentaires¹⁵⁴. Il ne fait aucun doute que la plupart des pays ont une énorme marge de manœuvre pour intensifier l'imposition de la fortune.

4 LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS GRÂCE AUX SALAIRES ET AUX DROITS DU TRAVAIL

Comme avec les autres piliers, le pilier sur les droits du travail de l'indice ERI examine les indicateurs en matière de politique, de couverture et d'impact. Il mesure trois aspects des politiques du travail à travers lesquels les États peuvent lutter contre les inégalités.

1. Respect du droit du travail et du droit syndical : cet indicateur évalue ce que font les États pour renforcer le droit du travail et le droit syndical dans la législation, ainsi que l'efficacité de la mise en œuvre de ces actions étant donné qu'il existe souvent un décalage important entre la loi et la pratique. Les données pour cet indicateur reposent sur les indicateurs du droit du travail définis pour l'ODD 8.8 par le Centre mondial des droits des travailleurs à la Penn State University. Il apparaît que les organisations de travailleurs et de travailleuses constituent l'outil le plus puissant à leur disposition pour renforcer leurs droits, consolider leurs revenus et réduire les inégalités.

2. Protection juridique des travailleuses : cet indicateur évalue les pays selon qu'ils ont ou non légiféré en faveur de l'égalité des salaires à travail égal, contre la discrimination sur le lieu de travail et pour protéger les travailleuses contre le viol et le harcèlement sexuel. Il examine également la durée et les niveaux des allocations réglementaires accordées pour mieux équilibrer les congés parentaux entre les deux parents.

3. Des salaires minimums justes : cet indicateur mesure le salaire minimum défini par chaque gouvernement en part du PIB par habitant-e. Un salaire minimum constitue le point de départ légal de toute négociation salariale, car il protège les travailleurs et travailleuses les plus précaires de l'exploitation en bannissant les salaires de misère. Nous avons choisi de le comparer avec le PIB par habitant-e afin de refléter également la part des revenus du travail dans le PIB, qui a chuté dans la plupart des pays au cours des dernières décennies.

En termes de couverture, l'indice ERI continue de suivre la part de la population privée légalement des droits du travail que nous mesurons à l'aide de données sur le chômage et l'emploi précaire. Nous présentons ces indicateurs séparément afin d'exposer la couverture légale maximum des droits (c'est-à-dire en excluant les personnes au chômage, travaillant dans l'économie informelle ou les travailleurs et travailleuses précaires). Nous minorons ensuite les scores sur les politiques de la part des travailleurs et travailleuses à laquelle les droits ne s'appliquent pas. Bien sûr, et comme souligné dans le rapport ERI 2018, même si les travailleurs et les travailleuses ont légalement des droits, cela ne signifie pas qu'ils en jouissent dans la pratique. Il existe des preuves solides de l'échec de la mise en application des droits des femmes et des salaires minimums dans le monde dans l'économie formelle. À moins que les gouvernements ne renforcent considérablement leur application, les inégalités devraient perdurer. Afin de tenir compte de ces défauts de mise en application, nous avons également inclus un indicateur qui mesure l'impact des politiques du travail sur la réduction des inégalités : le coefficient de Gini pour les salaires.

RÉSULTATS DE L'INDICE ERI 2020 AU NIVEAU DU DROIT DU TRAVAIL ET DES SALAIRES

Les 10 pays les plus performants dans le pilier du travail et des salaires sont tous des pays européens à revenu élevé (voir le Tableau 15). Parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure obtenant les meilleurs scores, on peut citer la Bolivie, qui était connue jusqu'en 2019 pour ses politiques progressistes en matière de travail et pour le dynamisme de ses syndicats, bien que ceux-ci ne représentent que les travailleurs et travailleuses salariés, soit environ un tiers de la population occupant un emploi. À l'autre bout de l'échelle, 8 des 10 plus mauvais élèves sont des pays africains à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. La quasi-totalité obtient de très faibles scores en matière de droits du travail des femmes (à l'exception du Burundi et de la RDC, où de mauvais scores sur le droit du travail en général les pénalisent encore davantage). L'Inde, où le droit du travail est faible et où l'emploi précaire est très répandu, se classe huitième en partant du bas.

Tableau 15 : Droit du travail et salaires – Les pays les plus/moins performants dans le classement ERI

10 PAYS LES PLUS PERFORMANTS SUR LE PILIER DU TRAVAIL 		10 PAYS LES MOINS PERFORMANTS SUR LE PILIER DU TRAVAIL 	
Norvège	1	Nigeria	158
Danemark	2	République centrafricaine	157
République slovaque	3	Burundi	156
Finlande	4	Éthiopie	155
Slovénie	5	Soudan du Sud	154
Islande	6	Ouganda	153
Suède	7	Cameroun	152
Belgique	8	Inde	151
République tchèque	9	Guinée	150
Luxembourg	10	Haiti	149

Indicateur L1a : droit du travail et droit syndical

Concernant le droit du travail, sur une échelle de 0 à 10 (10 étant le plus mauvais score) d'après les indicateurs du droit du travail de la Penn State University, on constate une légère détérioration dans les scores des pays avec une moyenne de 3,29 en 2017 (dernière année où les scores sont disponibles) contre 3,19 en 2016¹⁵⁵. Cette détérioration s'explique par une intensification des violations du droit du travail dans certains pays dirigés par la droite populiste. La liste des pays les plus performants est comparable au classement global pour le pilier du travail avec une domination des pays de l'OCDE. Toutefois, certains pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Dominique, Palaos) tirent également leur épingle du jeu, car ils respectent la quasi-totalité des conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT)¹⁵⁶.

À l'autre bout du classement, 14 pays interdisaient encore les syndicats indépendants en 2017¹⁵⁷, dont sept en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Le score déplorable du Vietnam ne reflète pas le récent accord par lequel le pays autorise la formation de syndicats indépendants à partir de 2021¹⁵⁸.

Tableau 16 : Droit du travail et droit syndical – les pays les plus/moins performants

10 PAYS LES PLUS PERFORMANTS SUR LE DROIT DU TRAVAIL ET LE DROIT SYNDICAL		10 PAYS LES MOINS PERFORMANTS SUR LE DROIT DU TRAVAIL ET LE DROIT SYNDICAL	
Finlande	1	RDP du Laos	149
Islande	2	Djibouti	149
Norvège	3	Chine	149
République slovaque	4	Vietnam	149
Chypre	5	Ouzbékistan	149
Luxembourg	6	Égypte (République arabe d')	149
Irlande	7	Bélarus	149
Slovénie	8	Bangladesh	148
Autriche	9	Pakistan	147
Sainte-Lucie	10	Philippines	145

Remarque : plusieurs pays partagent le même score sur cet indicateur au bas du classement.

Le Tableau 17 présente les pays affichant la meilleure progression ou la plus forte dégradation sur l'année 2017. La Bolivie et la Gambie se démarquent en réduisant l'oppression à l'encontre des mouvements ouvriers, aux côtés du Botswana, du Lesotho et de l'Eswatini en Afrique australe. À l'extrême opposé, les Maldives et le Brésil ont fait marche arrière, reflétant les mesures répressives en matière de droits du travail prises par les gouvernements autoritaires des Maldives, ainsi que le recul du droit du travail au Brésil sous l'ancienne présidence de Michel Temer. Si les Maldives ont depuis inversé ces tendances, le déclin au Brésil s'est poursuivi sous la présidence de M. Bolsonaro¹⁵⁹.

Tableau 17 : Droit du travail – Principaux changements dans le classement du Centre mondial des droits des travailleurs en 2016–2017

PAYS AFFICHANT UN SCORE PLUS ÉLEVÉ		PAYS AFFICHANT UN SCORE MOINS ÉLEVÉ	
Pays		Pays	
Bolivie	+1,87	Espagne	-2,55
Gambie	+1,60	Maldives	-2,02
Botswana	+1,49	Brésil	-1,70
Lesotho	+0,99	Croatie	-1,43
Eswatini	+0,97	Côte d'Ivoire	-1,34

Encadré 5 : Indice CSI des droits dans le monde¹⁶⁰

La Confédération syndicale internationale (CSI) compile un indice des droits du travail qui classe 144 pays d'après leur degré de respect des droits des travailleurs et des travailleuses. Cet indice classe les pays sur une échelle de 1 (très respectueux) à 5+ (pas du tout respectueux) d'après les violations déclarées des conventions de l'OIT au regard de la loi et dans la pratique chaque année (avril à mars)¹⁶¹. Il signale les cas de non-respect des droits du travail d'une manière ascendante qui vient compléter la recherche documentaire réalisée sur les données disponibles.

En 2020, les 10 pires pays pour les travailleurs et les travailleuses dans l'indice CSI sont le Bangladesh, le Brésil, la Colombie, l'Égypte, le Honduras, l'Inde, le Kazakhstan, les Philippines, la Turquie et le Zimbabwe. La Jordanie, le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Togo et le Venezuela ont tous perdu des places en 2020, tandis que huit pays en ont gagné : l'Argentine, le Canada, le Ghana, la Namibie, le Qatar, la Sierra Leone, l'Espagne et le Vietnam. Les moins bons élèves se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, puis en Asie-Pacifique. Les meilleurs sont en Europe, puis sur le continent américain. L'Afrique s'insère entre les deux.

L'indice 2020 révèle qu'un nombre croissant de pays entravent l'enregistrement des syndicats et renient la représentation et les droits des travailleurs et des travailleuses. Le nombre de pays reniant ou contraignant la liberté d'expression est passé de 54 à 56 en 2020.

Indicateur L1b : droit des femmes au travail

Le score moyen global concernant le droit des femmes au travail a légèrement augmenté depuis l'indice ERI 2018 (passant de 0,7 à 0,73), grâce notamment à un meilleur suivi des lois existantes et aux changements opérés dans certains pays, comme le Soudan du Sud, qui a introduit en 2019 une loi pour lutter contre les discriminations et le harcèlement sexuel et favoriser l'égalité des salaires. À l'opposé, 10 pays répertoriés dans le Tableau 18 n'ont aucune législation sur l'égalité des salaires ou la lutte contre la discrimination entre les femmes et les hommes. Dans plus de 20 pays, au moins l'une ou l'autre de ces lois fait défaut. Ces lois sur l'égalité des salaires et la non-discrimination sont par ailleurs très peu mises en application dans le monde. L'Islande a introduit en 2018 une norme en faveur de l'égalité salariale dans le cadre de laquelle les entreprises sont auditées et certifiées de manière indépendante pour leur conformité. Cette norme pourrait inspirer d'autres pays¹⁶².

Tableau 18 : Pays sans loi en faveur de l'égalité des salaires ou pour lutter contre les discriminations

Barbade	Singapour
Belize	Îles Salomon
Brunei Darussalam*	Soudan*
Nigeria	Suriname*
Sierra Leone	Tonga*

* Pays absent de l'indice ERI en raison de données insuffisantes sur les autres politiques

Le tableau est plus sombre concernant les lois contre le viol et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail : 49 % des pays inclus dans l'indice ERI ne disposent d'aucune législation appropriée face au viol et 20 % n'ont aucune loi criminalisant le harcèlement sexuel. De nouvelles lois contre le harcèlement ont été introduites dans pas moins de 15 pays depuis 2017¹⁶³. Il en est tout autrement sur la question du viol, seuls le Belize, le Kosovo, les Territoires palestiniens occupés et l'Eswatini ayant renforcé leur législation à cet égard. Les résultats concernant les législations contre le viol seraient encore pires si nous avions adopté comme norme une législation sur le viol basée sur le principe du consentement (voir l'Encadré 6).

Encadré 6 : La nécessité d'une législation sur le viol basée sur le principe du consentement

L'indice ERI évalue les lois sur le viol en s'appuyant sur une définition acceptée sur le plan international qui requiert que l'accusation prouve le recours ou la menace de recours à la violence ou à la coercition, puis examine le caractère exhaustif de la loi, pour déterminer par exemple si elle couvre le viol conjugal et ne permet pas à l'auteur de se soustraire aux poursuites s'il épouse la victime¹⁶⁴. La définition de « coercition » entretient toutefois une grande impunité, avec une faible réduction de la prévalence des viols et un recul du nombre de condamnations¹⁶⁵.

Des militantes féministes du monde entier font corps pour exiger des législations qui définissent le viol par l'absence d'un libre consentement à des rapports sexuels d'après la norme internationale en matière de droits humains établie dans la Convention d'Istanbul. Seulement 12 pays (Allemagne, Belgique, Chypre, Fidji, Grèce, Islande, Irlande, Luxembourg, Namibie, Portugal, Royaume-Uni et Suède) disposent de lois conformes à cette norme. L'Espagne, la Finlande et la Slovaquie ont entrepris de modifier leur législation. Ce type de législation est nettement plus efficace : en Suède, le nombre de condamnations a augmenté de 75 % suite à l'introduction de la loi s'appuyant sur le principe du consentement en 2017. Ce n'est pas non plus la panacée, la législation devant s'accompagner de profonds changements d'attitude dans l'application de la loi et au sein des organes judiciaires, ainsi que d'une évolution des normes dans la société au sens large. Une définition s'appuyant sur le principe du consentement est toutefois le minimum que nous puissions attendre. Ainsi, à partir de 2021, l'indice ERI déterminera si les lois s'appuient sur le principe du consentement et les responsables du suivi des ODD sont fortement incité-e-s à en faire de même.

Signe plus encourageant, de nombreux pays ont réalisé des progrès concernant les congés parentaux. De nombreux pays à revenu faible, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont prolongé la durée du congé maternité (34 jours supplémentaires au Soudan du Sud, 30 jours en Éthiopie et 10 jours aux Fidji et en Zambie, notamment). Le Paraguay a également augmenté la part du salaire octroyée pendant le congé, qui passe de 75 % à 100 %. D'autres pays ont apporté des améliorations au congé paternité, à l'image du Népal, qui l'a prolongé de 15 jours. La Nouvelle-Zélande a renforcé les congés parentaux rémunérés, ajoutant 20 jours supplémentaires en 2018, puis encore quatre semaines supplémentaires en 2020, en pleine pandémie de coronavirus¹⁶⁶. Malgré cette tendance internationale, le Lesotho, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Suriname, Tonga et les États-Unis refusent toujours aux parents le moindre congé payé, soit les mêmes pays que ceux pointés du doigt dans l'indice ERI 2018.

Encadré 7 : Des politiques transformatrices en matière de soin sont essentielles pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes

Le travail de soin non rémunéré est en très grande partie invisible, sous-évalué et ignoré dans les statistiques et les politiques des gouvernements, et il incombe de façon disproportionnée aux femmes. Le lourd fardeau du travail de soin non rémunéré qui pèse sur les femmes constitue un obstacle important au respect des droits économiques et sociaux des femmes et les empêche de quitter des emplois précaires pour trouver des emplois décents. Que ce soit dans les pays à revenu faible ou élevé, on constate une corrélation négative entre le temps consacré par les femmes au travail de soin non rémunéré et les disparités entre les femmes et les hommes en matière de revenus et de participation économique.

Les politiques transformatrices en matière de soin reconnaissent la valeur du soin et du travail de soin non rémunéré comme du « travail ». Elles s'articulent autour des droits des aidant-e-s ; promeuvent une responsabilité partagée du travail de soin entre les femmes et les hommes, et entre les ménages, l'État et les employeurs ; réduisent la durée et l'intensité des tâches les plus pénibles telles que la collecte d'eau. Au final, les politiques transformatrices en matière de soin visent à changer les normes fondées sur le genre enracinées et à offrir aux femmes plus de latitude quant à la façon d'utiliser leur temps, que ce soit dans un travail rémunéré et digne, pour l'éducation, dans la vie politique ou pour les loisirs. De telles politiques ont un énorme potentiel pour

réduire les inégalités en général et les inégalités entre les femmes et les hommes en particulier.

Deux exemples :

Garde d'enfants subventionnée : depuis l'introduction d'un programme de garde d'enfants universel à bas coût en 1996, la province canadienne du Québec a vu la part des femmes âgées de 26 à 44 ans occupant un emploi rémunéré atteindre 85 %, soit le taux le plus élevé dans le monde. Le programme a été amorti et a même permis au gouvernement de dégager des fonds supplémentaires, les recettes fiscales sur le revenu ainsi générées couvrant plus de 100 % du coût du programme. Au Québec, la hausse du nombre de jeunes femmes occupant un emploi a également réduit leur dépendance vis-à-vis des allocations sociales, ce qui a permis d'accroître les prestations pour d'autres personnes.

Une infrastructure abordable, accessible et de qualité : au Cambodge, la Phnom Penh Water Supply Authority (PPWSA), le service municipal de l'eau, a mis en place depuis 1999 un programme pour proposer de l'eau potable aux familles à faible revenu dans le cadre de la politique menée par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté. Outre une réduction considérable du coût de l'eau pour plus de 30 000 ménages pauvres, ce programme a permis aux femmes et aux enfants de gagner du temps. La PPWSA a plus particulièrement permis aux ménages à faible revenu de bénéficier du programme grâce à des opérations de sensibilisation sur les subventions et en identifiant les bénéficiaires de manière proactive.

Les futures éditions de l'indice ERI chercheront à quantifier et à classer les politiques transformatrices en matière de soin.

Source : C. Coffey et al. (2020) ; Forum économique mondial (2019) ; OIT (2018) ; P. Fortin (2017) ; V. Esquivel et A. Kaufmann (2017)¹⁶⁷.

Indicateur L1c : salaires minimums justes¹⁶⁸

La plupart des meilleurs élèves sur l'indice ERI concernant les salaires minimums restent des pays à revenu faible comme le Mozambique et le Niger, qui ont défini sur le papier des politiques très généreuses. C'est pourtant surtout dans les pays à revenu faible que ces politiques ne parviennent pas à atteindre les travailleurs et les travailleuses précaires, ni celles et ceux travaillant dans le secteur informel, et où la mise en application d'un salaire minimum est faible.

En 2019, 96 pays dans l'indice CRI ont augmenté leur salaire minimum et seulement 55 ne l'ont pas fait. La plus forte hausse est à mettre à l'actif des Îles Salomon, qui ont fusionné les salaires généraux et agricoles et les ont doublés¹⁶⁹, ainsi que du Kazakhstan, qui a revalorisé le salaire minimum de 50 %. Cette tendance à la hausse se confirme dans une autre région, l'UE, où plusieurs gouvernements¹⁷⁰ ont augmenté les salaires minimums pour atteindre 60 % des salaires moyens, un objectif que de nombreux pays défendent à l'échelle de l'Europe. De nombreux autres pays n'ont pas augmenté leur salaire minimum au même rythme que leur PIB par habitant-e, ce qui a entraîné un léger déclin des scores moyens de ces pays quant au rapport salaire minimum/PIB par habitant-e comparé au classement de l'indice CRI 2018¹⁷¹.

À l'autre bout du classement, 12 pays n'ont pas défini de salaire minimum¹⁷², dont la moitié se trouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. On constate deux améliorations majeures depuis l'indice ERI 2018, avec l'introduction à Djibouti d'un salaire minimum dans le secteur privé et des annonces en faveur de projets similaires en Égypte, en Éthiopie et aux Maldives avant la pandémie de coronavirus (les projets ont toutefois été repoussés courant 2020)¹⁷³.

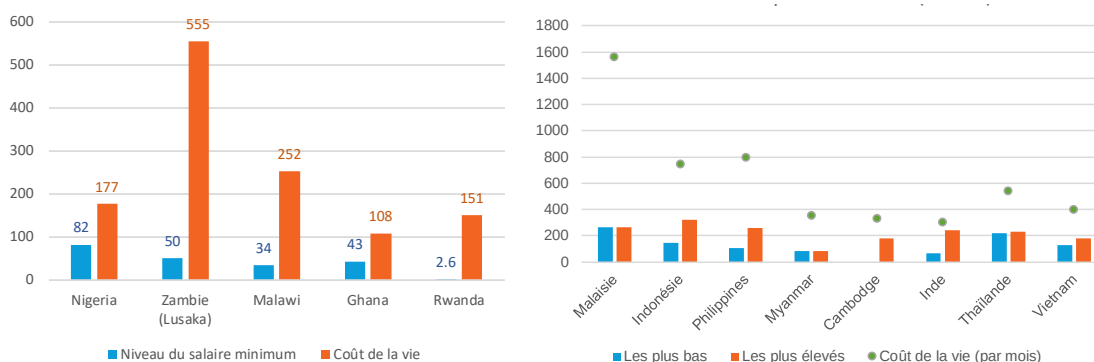
Encadré 9 : Salaires minimums et salaires décents

Pour que les salaires minimums aient un réel impact sur la réduction des inégalités, ils doivent se baser sur une estimation pratique du coût de la vie. Un travail à temps plein doit s'accompagner d'un salaire minimum offrant une rémunération nette suffisante pour « garantir un niveau de vie décent à la personne qui travaille et à sa famille »¹⁷⁴. On parle de « salaire décent », qui couvre les besoins essentiels comme la nourriture, l'eau, le logement, l'éducation, les soins de santé, les transports et l'habillement, et permet de faire face aux dépenses imprévues.

Diverses initiatives ont vu le jour ces dernières années pour identifier les seuils d'un salaire décent et combler le fossé entre les salaires actuels et le salaire décent. Cela inclut les seuils (études approfondies) et les valeurs de référence (recherches documentaires) mandatés par la Global Living Wage Coalition ; les points de données recherchés par WageIndicator.org ; le programme Accredited Living Wage Employer au Royaume-Uni ; le projet Equitable Food Initiative aux États-Unis ; une « communauté de pratique » en faveur d'un revenu décent et des initiatives collaboratives et sectorielles comme le World Banana Forum, le Malawi Tea 2020 et l'initiative Action, Collaboration, Transformation (ACT) ; et une initiative menée par des investisseurs, Platform Living Wage Financials. Tous ces programmes, initiatives et projets visent à proposer un salaire décent au fil du temps, mais divers obstacles entravent l'obtention de résultats mesurables sur le terrain pour les travailleurs et les travailleuses, notamment des salaires minimums initiaux extrêmement bas, l'absence de négociation collective entre les syndicats et les employeurs, les pratiques d'achat des entreprises et la vision court-termiste des investisseurs.

Les figures 9 et 10 confirment qu'en raison de ces obstacles, les salaires minimums sont encore loin d'être à la hauteur d'un salaire décent dans cinq pays africain et huit pays asiatiques. On déplore les écarts les plus extrêmes au Rwanda, qui n'a pas révisé son salaire minimum depuis 1974, si bien que ce dernier ne représente désormais que 2 % d'un salaire décent.

Figures 9 et 10 : Salaires minimums mensuels vs. coût de la vie, Afrique et Asie



Source : ITUC, mars 2020¹⁷⁵.

Indicateur L2 : emplois précaires et chômage

Dans l'indice ERI 2018, les pays à revenu faible obtiennent globalement de bien moins bons résultats dans le pilier du travail, car la majeure partie de la population active occupe des emplois précaires ou est au chômage, et nous avons utilisé les données sur l'emploi précaire et le chômage pour minorer toutes les politiques, ce qui réduit leurs scores.

Par conséquent, lors de l'interprétation du pilier sur le travail dans l'indice ERI 2020, il est essentiel de se souvenir que les pays obtenant désormais de bons scores, comme le Mozambique et le Niger, présentent également de très hauts niveaux d'emplois précaires (83,1 % et 93,6 % des travailleurs et travailleuses, respectivement). Cela signifie que tous les droits mesurés dans les indicateurs L1 (droits

du travail) sont légalement disponibles uniquement à un très petit nombre de travailleurs et de travailleuses. Cela révèle la nécessité de politiques plus fortes pour encourager la formalisation de l'emploi et lutter contre le chômage, ainsi que de politiques visant à étendre tout ou partie de ces droits aux travailleurs et travailleuses occupant des emplois précaires.

Les niveaux d'emploi précaire et de chômage dans les pays ont à peine évolué depuis le rapport sur l'indice ERI 2018, mais dans l'édition 2020, nous avons ajouté les travailleurs et travailleuses migrants à ces groupes, qui représente les quatre cinquièmes des travailleurs et travailleuses au Bahreïn et à Oman, par exemple¹⁷⁶. Leur travail est régi par le système de kafala, souvent qualifié d'esclavage moderne car il leur interdit de quitter leur emploi ou de sortir du pays sans autorisation préalable, et ces personnes font l'objet de discriminations salariales et en matière de droits à la sécurité sociale¹⁷⁷.

Indicateur L3 : coefficient de Gini sur les salaires

Le dernier indicateur dans ce pilier a été inclus pour mesurer l'impact global des politiques, notamment leur mise en œuvre et leur couverture, sur les inégalités de revenus du travail, d'après le coefficient de Gini des salaires avant impôts. Les politiques du travail et leur couverture ne suffisent pas pour évaluer les progrès réalisés par un pays en matière d'inégalités. Elles doivent avoir un impact, en particulier pour ce qui est de la réduction des écarts de salaires avant impôts entre les riches et les pauvres. À cet égard, les inégalités salariales semblent les moins marquées au sein de pays de l'OCDE comme la Belgique, le Danemark, la Norvège et d'autres pays ayant un faible coefficient de Gini pour les salaires, entre 0,27 et 0,36. À l'extrême opposé, les pays obtenant les moins bons scores se concentrent principalement en Afrique subsaharienne, comme le Niger, le Liberia et l'Ouganda, qui affichent des inégalités extrêmes malgré certaines politiques progressistes sur le papier. Cela reflète deux facteurs majeurs : la mauvaise application des politiques sur les droits des femmes et les salaires minimums, et les hauts niveaux d'emploi précaire et informel.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La crise du coronavirus a révélé l'ampleur des inégalités dans le monde et risque de les exacerber encore dans la plupart des pays. Jamais il n'aura été aussi urgent que les gouvernements s'engagent rapidement à réduire les inégalités.

1. Mesures urgentes des gouvernements pour réduire drastiquement les inégalités

Face à la pandémie de coronavirus, les gouvernements doivent améliorer considérablement leurs efforts en matière de progressivité des dépenses publiques, de fiscalité, de salaire et de protection des travailleurs et des travailleuses dans le cadre des plans nationaux de réduction des inégalités prévus par l'ODD 10.

Ces plans doivent inclure des mesures pour augmenter l'imposition des entreprises les plus riches et des particuliers les plus fortunés et mettre fin à l'évasion fiscale et au « nivellement par le bas » de l'impôt. Il faut accroître les dépenses consacrées aux services publics et à la protection sociale et améliorer leur impact sur la couverture et les inégalités. La COVID-19 a révélé l'urgence sans précédent d'atteindre les cibles des ODD en matière de soins de santé universels et de protection sociale. Il faut également procéder au contrôle systématique des dépenses publiques, en sollicitant la participation des citoyen-ne-s à la surveillance budgétaire. Les travailleurs et les travailleuses doivent recevoir des salaires décents et bénéficier d'une meilleure protection de leurs droits du travail. Il est essentiel que les femmes et les filles en particulier puissent jouir de leurs droits à l'égalité salariale, à la non-discrimination et à la protection contre le harcèlement sexuel et le viol, y compris dans le cas des travailleuses précaires. Les congés parentaux doivent être étendus et des investissements massifs sont nécessaires dans les soins rémunérés afin de réduire le fardeau du travail de soin non rémunéré pesant sur les femmes.

2. Impact et analyse des politiques de lutte contre les inégalités

Les États, les institutions internationales et d'autres parties prenantes doivent collaborer en vue d'améliorer rapidement et radicalement les données sur les inégalités et les politiques connexes, et de permettre le contrôle précis et régulier des progrès réalisés dans la réduction des inégalités. Les gouvernements et les institutions internationales doivent ensuite analyser l'impact distributif de toute politique proposée et fonder leurs choix d'orientation sur celles qui réduisent les inégalités. Les grandes priorités identifiées dans l'indice ERI de cette année sont l'amélioration des données et de l'analyse portant sur : l'impact des dépenses pour l'éducation, la santé et la couverture des services de protection sociale, ainsi que pour la réduction des inégalités ; la prévalence des impôts sur la fortune, le montant des impôts qui pourraient être perçus, l'impact de la fiscalité sur les inégalités et les pratiques nuisant au recouvrement de l'impôt auprès des particuliers ; et la couverture et l'application des droits du travail, de l'égalité entre les femmes et les hommes et des salaires minimums dans tous les pays.

3. Ensemble contre les inégalités

Les États et les institutions internationales qui prennent toute la mesure des impacts profondément néfastes des inégalités et de la nécessité de les réduire rapidement doivent unir leurs forces pour exiger une action urgente, en particulier face à l'augmentation catastrophique des inégalités susceptible de survenir suite à la pandémie de coronavirus. Les mesures politiques les plus pressantes incluent un engagement mondial et un financement international pour s'assurer que les vaccins contre la COVID-19 seront gratuits pour tous les pays, ainsi qu'un déploiement à beaucoup plus grande échelle de la protection sociale afin de protéger les travailleurs et travailleuses dans les pays à revenu faible. Dans la perspective du relèvement à plus long terme de la pandémie de coronavirus, le risque est toutefois grand de voir le monde se tourner vers l'austérité et les coupes

budgétaires pour réduire le fardeau de la dette, comme cela a été le cas au lendemain de la crise financière mondiale de 2008. Pour prévenir une telle dérive, la communauté internationale doit renforcer sa solidarité en appuyant l'émission à grande échelle de nouveaux droits de tirage spéciaux du FMI, en prolongeant le moratoire actuel sur la dette jusqu'à 2022 et en permettant un effacement complet de la dette pour que les remboursements ne se fassent plus aux dépens du financement des services publics. Il faut enfin instaurer des impôts de solidarité sur la fortune et les revenus et orienter une partie des recettes ainsi générées vers les pays à revenu faible.

ANNEXE : CLASSEMENTS DE L'INDICE ERI

Tableau A1 : Classements des pays/régions à l'indice ERI 2020

Pays	Classement des services publics	Classement de la fiscalité	Classement du travail	Classement ERI
Norvège	14	21	1	1
Danemark	8	28	2	2
Allemagne	5	17	11	3
Belgique	7	37	8	4
Finlande	2	61	4	5
Canada	26	8	20	6
France	3	47	16	7
Nouvelle-Zélande	21	11	34	8
Autriche	10	50	18	9
Suède	11	78	7	10
Irlande	4	72	17	11
Slovénie	6	97	5	12
Pologne	1	115	23	13
Islande	25	67	6	14
Japon	9	52	32	15
Australie	30	7	43	16
Israël	33	41	13	17
Afrique du Sud	44	1	53	18
Luxembourg	23	82	10	19
Malte	42	29	12	20
Seychelles	45	15	29	21
Royaume-Uni	13	80	33	22
Pays-Bas	15	93	21	23
République tchèque	12	114	9	24
Italie	18	81	31	25
États-Unis	16	76	37	26
Portugal	28	77	30	27
Ukraine	24	58	39	28
Espagne	22	66	36	29
Croatie	19	111	14	30
Estonie	27	103	22	31
République slovaque	20	140	3	32
Bélarus	29	31	62	33
Chili	37	36	47	34
Argentine	31	53	48	35
Fédération de Russie	49	45	41	36
République du Kirghizistan	46	14	61	37
Hongrie	32	129	15	38
Suisse	36	119	19	39

Pays	Classement des services publics	Classement de la fiscalité	Classement du travail	Classement ERI
Costa Rica	41	46	51	40
Guyana	71	38	42	41
Bulgarie	39	125	26	42
Lettonie	38	136	27	43
Grèce	35	121	40	44
Géorgie	50	4	102	45
République de Corée	54	43	54	46
Lituanie	17	153	25	47
Tunisie	94	10	60	48
Bolivie	43	57	79	49
El Salvador	95	26	52	50
Chypre	52	142	24	51
Namibie	34	59	104	52
Belize	79	30	73	53
Lesotho	84	20	76	54
Mongolie	62	51	82	55
Ouzbékistan	40	35	117	56
Chine	61	3	124	57
Équateur	81	24	87	58
Hong Kong (RAS de la Chine)	53	128	45	59
Botswana	48	56	100	60
Roumanie	51	147	28	61
Honduras	107	22	65	62
Colombie	55	60	94	63
Uruguay	56	109	49	64
Kazakhstan	47	122	55	65
Jordanie	80	70	64	66
Barbade	58	92	75	67
Thaïlande	70	40	103	68
Arménie	72	75	80	69
Algérie	91	18	99	70
Brésil	64	102	71	71
Maldives	86	84	59	72
Mexique	68	83	89	73
Azerbaïdjan	83	49	91	74
Paraguay	75	104	63	75
Kenya	110	9	105	76
Vietnam	89	12	119	77
Malaisie	93	85	69	78
Maurice	63	138	50	79
Albanie	59	124	78	80
Trinité-et-Tobago	60	135	66	81
Togo	133	2	112	82

Pays	Classement des services publics	Classement de la fiscalité	Classement du travail	Classement ERI
Tadjikistan	69	101	93	83
Serbie	74	151	35	84
Bahamas	66	123	74	85
Fidji	99	65	83	86
Turquie	82	110	70	87
Pérou	77	62	107	88
Samoa	104	96	68	89
Antigua-et-Barbuda	88	143	44	90
Cap-Vert	76	141	57	91
Moldavie	67	152	46	92
Indonésie	111	34	111	93
Sri Lanka	106	91	86	94
République du Yémen	131	13	110	95
Eswatini	73	116	97	96
Malawi	134	54	85	97
Myanmar	140	63	77	98
Saint-Vincent et les Grenadines	57	154	56	99
Sainte-Lucie	97	108	84	100
Djibouti	123	5	127	101
Afghanistan	153	6	113	102
Macédoine du Nord	65	157	38	103
Îles Salomon	90	23	142	104
Mauritanie	92	90	108	105
São Tomé-et-Príncipe	101	112	90	106
Singapour	87	145	67	107
Panama	78	144	81	108
Philippines	100	106	96	109
République dominicaine	96	139	72	110
Cambodge	128	33	114	111
Népal	120	16	130	112
Bangladesh	142	32	109	113
République arabe d'Égypte	117	87	98	114
Liban	105	117	95	115
Mozambique	126	48	118	116
Guatemala	109	131	88	117
Territoires palestiniens occupés	98	149	58	118
Angola	137	25	125	119
Jamaïque	85	146	92	120
Maroc	103	137	101	121
Ghana	114	68	128	122
Zambie	118	44	139	123
Timor oriental	112	126	106	124

Pays	Classement des services publics	Classement de la fiscalité	Classement du travail	Classement ERI
Mali	150	27	133	125
Bénin	119	42	147	126
Sénégal	125	88	120	127
Pakistan	148	71	116	128
Inde	141	19	151	129
Tanzanie	138	39	144	130
Papouasie-Nouvelle-Guinée	121	69	140	131
Gambie	132	100	121	132
Rwanda	136	74	136	133
Burkina Faso	122	94	134	134
République démocratique du Congo	135	107	122	135
Éthiopie	116	55	155	136
République du Congo	130	118	123	137
Zimbabwe	113	133	135	138
Cameroun	143	79	152	139
Guinée	149	73	150	140
Côte d'Ivoire	139	120	137	141
Niger	154	89	146	142
Ouganda	144	86	153	143
RDP du Laos	152	98	143	144
Sierra Leone	146	99	148	145
Bhoutan	124	130	141	146
Burundi	127	95	156	147
Madagascar	147	134	129	148
Haïti	145	105	149	149
Guinée-Bissau	151	132	126	150
République centrafricaine	155	64	157	151
Oman	108	148	138	152
Vanuatu	115	156	115	153
Liberia	129	150	132	154
Tchad	157	113	145	155
Bahreïn	102	158	131	156
Nigeria	156	127	158	157
Soudan du Sud	158	155	154	158

CLASSEMENTS RÉGIONAUX

Asie

Tableau A2 : Asie de l'Est et Pacifique

Pays/région	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
Nouvelle-Zélande	0,77	21	0,81	11	0,81	34	0,93	1
Japon	0,83	9	0,64	52	0,84	32	0,89	2
Australie	0,73	30	0,82	7	0,75	43	0,89	3
République de Corée	0,54	54	0,68	43	0,65	54	0,70	4
Mongolie	0,51	62	0,65	51	0,55	82	0,63	5
Chine	0,51	61	0,89	3	0,30	124	0,63	6
Hong Kong (RAS de la Chine)	0,54	53	0,40	128	0,73	45	0,62	7
Thaïlande	0,48	70	0,69	40	0,45	103	0,60	8
Maldives	0,38	86	0,56	84	0,65	59	0,58	9
Vietnam	0,37	89	0,80	12	0,36	119	0,56	10
Malaisie	0,36	93	0,56	85	0,60	69	0,56	11
Fidji	0,33	99	0,60	65	0,55	83	0,54	12
Samoa	0,32	104	0,52	96	0,60	68	0,52	13
Indonésie	0,28	111	0,71	34	0,40	111	0,50	14
Sri Lanka	0,31	106	0,54	91	0,54	86	0,50	15
Myanmar	0,16	140	0,61	63	0,59	77	0,48	16
Afghanistan	0,11	153	0,83	6	0,38	113	0,47	17
Îles Salomon	0,37	90	0,74	23	0,20	142	0,46	18
Singapour	0,38	87	0,30	145	0,62	67	0,46	19
Philippines	0,33	100	0,48	106	0,49	96	0,46	20
Cambodge	0,20	128	0,71	33	0,38	114	0,46	21
Népal	0,24	120	0,78	16	0,27	130	0,45	22
Bangladesh	0,16	142	0,71	32	0,40	109	0,45	23
Timor oriental	0,28	112	0,42	126	0,42	106	0,38	24
Pakistan	0,12	148	0,59	71	0,37	116	0,37	25
Inde	0,16	141	0,75	19	0,14	151	0,35	26
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,23	121	0,60	69	0,21	140	0,35	27
RDP du Laos	0,11	152	0,52	98	0,19	143	0,25	28
Bhoutan	0,21	124	0,38	130	0,20	141	0,25	29
Vanuatu	0,25	115	0,11	156	0,38	115	0,22	30

Tableau A3 : Asie du Sud

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la sous-région
Maldives	0,38	86	0,56	84	0,65	59	0,58	1
Sri Lanka	0,31	106	0,54	91	0,54	86	0,50	2
Afghanistan	0,11	153	0,83	6	0,38	113	0,47	3
Népal	0,24	120	0,78	16	0,27	130	0,45	4
Bangladesh	0,16	142	0,71	32	0,40	109	0,45	5
Pakistan	0,12	148	0,59	71	0,37	116	0,37	6
Inde	0,16	141	0,75	19	0,14	151	0,35	7
Bhoutan	0,21	124	0,38	130	0,20	141	0,25	8

Afrique subsaharienne

Tableau A4 : Afrique subsaharienne

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
Afrique du Sud	0,61	44	1,00	1	0,65	53	0,87	1
Seychelles	0,60	45	0,78	15	0,86	29	0,86	2
Namibie	0,68	34	0,63	59	0,44	104	0,65	3
Lesotho	0,38	84	0,74	20	0,59	76	0,64	4
Botswana	0,56	48	0,64	56	0,47	100	0,62	5
Kenya	0,29	110	0,82	9	0,43	105	0,56	6
Maurice	0,51	63	0,35	138	0,66	50	0,56	7
Togo	0,19	133	0,92	2	0,39	112	0,54	8
Cap-Vert	0,44	76	0,34	141	0,65	57	0,51	9
Eswatini	0,46	73	0,44	116	0,48	97	0,49	10
Malawi	0,19	134	0,64	54	0,54	85	0,49	11
Mauritanie	0,36	92	0,54	90	0,40	108	0,46	12
São Tomé-et-Príncipe	0,33	101	0,46	112	0,52	90	0,46	13
Mozambique	0,21	126	0,66	48	0,36	118	0,43	14
Angola	0,17	137	0,74	25	0,29	125	0,42	15
Ghana	0,25	114	0,60	68	0,28	128	0,39	16
Zambie	0,24	118	0,67	44	0,22	139	0,39	17
Mali	0,12	150	0,72	27	0,26	133	0,38	18
Bénin	0,24	119	0,68	42	0,18	147	0,37	19
Sénégal	0,21	125	0,54	88	0,35	120	0,37	20
Tanzanie	0,17	138	0,69	39	0,18	144	0,35	21
Gambie	0,19	132	0,51	100	0,33	121	0,34	22
Rwanda	0,18	136	0,59	74	0,25	136	0,34	23
Burkina Faso	0,22	122	0,52	94	0,26	134	0,33	24

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
République démocratique du Congo	0,18	135	0,47	107	0,32	122	0,32	25
Éthiopie	0,25	116	0,64	55	0,07	155	0,31	26
République du Congo	0,19	130	0,43	118	0,31	123	0,30	27
Zimbabwe	0,26	113	0,37	133	0,26	135	0,28	28
Cameroun	0,15	143	0,58	79	0,13	152	0,27	29
Guinée	0,12	149	0,59	73	0,15	150	0,27	30
Côte d'Ivoire	0,17	139	0,43	120	0,24	137	0,26	31
Niger	0,11	154	0,54	89	0,18	146	0,26	32
Ouganda	0,15	144	0,56	86	0,12	153	0,26	33
Sierra Leone	0,14	146	0,51	99	0,17	148	0,25	34
Burundi	0,20	127	0,52	95	0,07	156	0,24	35
Madagascar	0,13	147	0,37	134	0,28	129	0,24	36
Guinée-Bissau	0,11	151	0,37	132	0,29	126	0,23	37
République centrafricaine	0,11	155	0,61	64	0,04	157	0,23	38
Liberia	0,20	129	0,23	150	0,27	132	0,20	39
Tchad	0,05	157	0,46	113	0,18	145	0,20	40
Nigeria	0,07	156	0,41	127	0,00	158	0,11	41
Soudan du Sud	0,00	158	0,14	155	0,09	154	0,00	42

Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Tableau A5 : Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
Tunisie	0,36	94	0,81	10	0,64	60	0,68	1
Jordanie	0,41	80	0,59	70	0,62	64	0,60	2
Algérie	0,37	91	0,76	18	0,47	99	0,59	3
République du Yémen	0,19	131	0,79	13	0,40	110	0,50	4
Djibouti	0,22	123	0,85	5	0,28	127	0,48	5
République arabe d'Égypte	0,24	117	0,55	87	0,48	98	0,45	6
Liban	0,31	105	0,44	117	0,49	95	0,43	7
Territoires palestiniens occupés	0,33	98	0,23	149	0,65	58	0,42	8

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
Maroc	0,33	103	0,36	137	0,47	101	0,40	9
Oman	0,30	108	0,24	148	0,22	138	0,23	10
Bahreïn	0,33	102	0,00	158	0,27	131	0,16	11

Amérique latine et Caraïbes

Tableau A6 : Amérique latine et Caraïbes

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
Chili	0,66	37	0,71	36	0,68	47	0,78	1
Argentine	0,71	31	0,64	53	0,68	48	0,77	2
Costa Rica	0,62	41	0,67	46	0,66	51	0,74	3
Guyana	0,47	71	0,70	38	0,77	42	0,73	4
Bolivie	0,61	43	0,63	57	0,57	79	0,68	5
El Salvador	0,36	95	0,74	26	0,66	52	0,65	6
Belize	0,42	79	0,72	30	0,59	73	0,64	7
Équateur	0,41	81	0,74	24	0,54	87	0,62	8
Honduras	0,30	107	0,74	22	0,62	65	0,62	9
Colombie	0,53	55	0,63	60	0,50	94	0,61	10
Uruguay	0,53	56	0,46	109	0,67	49	0,61	11
Barbade	0,51	58	0,53	92	0,59	75	0,60	12
Brésil	0,50	64	0,50	102	0,60	71	0,59	13
Mexique	0,48	68	0,56	83	0,53	89	0,58	14
Paraguay	0,44	75	0,49	104	0,62	63	0,57	15
Trinité-et-Tobago	0,51	60	0,37	135	0,62	66	0,55	16
Bahamas	0,48	66	0,42	123	0,59	74	0,54	17
Pérou	0,42	77	0,62	62	0,42	107	0,53	18
Antigua-et-Barbuda	0,38	88	0,33	143	0,74	44	0,52	19
Saint-Vincent et les Grenadines	0,52	57	0,18	154	0,65	56	0,48	20
Sainte-Lucie	0,34	97	0,47	108	0,55	84	0,48	21
Panama	0,42	78	0,32	144	0,56	81	0,46	22
République dominicaine	0,35	96	0,34	139	0,59	72	0,46	23
Guatemala	0,30	109	0,38	131	0,54	88	0,42	24
Jamaïque	0,38	85	0,27	146	0,52	92	0,40	25
Haïti	0,14	145	0,48	105	0,15	149	0,23	26

Pays de l'OCDE à revenu élevé

Tableau A7 : Pays de l'OCDE à revenu élevé

Pays	Score pour les services publics	Classement des services publics	Score pour la fiscalité	Classement de la fiscalité	Score en matière de travail	Classement du travail	Classement général	Classement ERI dans la région
Norvège	0,82	14	0,74	21	1,00	1	1,00	1
Danemark	0,83	8	0,72	28	0,99	2	0,99	2
Allemagne	0,83	5	0,78	17	0,92	11	0,99	3
Belgique	0,83	7	0,70	37	0,94	8	0,96	4
Finlande	0,87	2	0,63	61	0,97	4	0,96	5
Canada	0,75	26	0,82	8	0,88	20	0,96	6
France	0,86	3	0,66	47	0,91	16	0,95	7
Nouvelle-Zélande	0,77	21	0,81	11	0,81	34	0,93	8
Autriche	0,83	10	0,65	50	0,90	18	0,92	9
Suède	0,83	11	0,58	78	0,95	7	0,91	10
Irlande	0,84	4	0,59	72	0,90	17	0,90	11
Slovénie	0,83	6	0,52	97	0,97	5	0,90	12
Pologne	1,00	1	0,45	115	0,87	23	0,90	13
Islande	0,76	25	0,60	67	0,96	6	0,90	14
Japon	0,83	9	0,64	52	0,84	32	0,89	15
Australie	0,73	30	0,82	7	0,75	43	0,89	16
Israël	0,70	33	0,68	41	0,92	13	0,89	17
Luxembourg	0,76	23	0,56	82	0,93	10	0,87	18
Royaume-Uni	0,82	13	0,58	80	0,83	33	0,86	19
Pays-Bas	0,81	15	0,53	93	0,88	21	0,85	20
République tchèque	0,82	12	0,45	114	0,93	9	0,85	21
Italie	0,77	18	0,57	81	0,84	31	0,84	22
États-Unis	0,80	16	0,58	76	0,79	37	0,84	23
Portugal	0,74	28	0,58	77	0,85	30	0,83	24
Espagne	0,77	22	0,60	66	0,80	36	0,83	25
Estonie	0,74	27	0,49	103	0,87	22	0,80	26
République slovaque	0,77	20	0,34	140	0,99	3	0,80	27
Chili	0,66	37	0,71	36	0,68	47	0,78	28
Hongrie	0,70	32	0,39	129	0,91	15	0,76	29
Suisse	0,66	36	0,43	119	0,88	19	0,75	30
Lettonie	0,66	38	0,36	136	0,86	27	0,71	31
Grèce	0,68	35	0,43	121	0,77	40	0,71	32
République de Corée	0,54	54	0,68	43	0,65	54	0,70	33
Mexique	0,48	68	0,56	83	0,53	89	0,58	34
Turquie	0,40	82	0,46	110	0,60	70	0,53	35

NOTES

- 1 En 2001, les gouvernements des pays d'Afrique se sont engagés à allouer au moins 15 % de leur budget au secteur de la santé, dans ce que l'on appelle aujourd'hui la Déclaration d'Abuja. Aucun objectif mondial n'a été fixé, mais cette démarche a été prise en exemple au-delà du continent africain.
<https://africanarguments.org/2020/04/27/19-years-africa-15-health-abuja-declaration/>
- 2 OIT (2017), Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019.
https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang--fr/index.htm
- 3 Pour une discussion étayée sur les preuves que les mesures prises dans ces trois domaines influent grandement sur les inégalités, voir M. Martin et M. Lawson (2018), Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018 : Classement mondial des États selon leurs actions concrètes pour s'attaquer à l'écart entre riches et pauvres. DFI et Oxfam. DOI: <http://dx.doi.org/10.21201/2018.3415> et www.inequalityindex.org
- 4 Les classements complets sont disponibles dans l'annexe du rapport et au format interactif à l'adresse suivante : <http://www.inequalityindex.org>
- 5 Pour plus de détails sur les changements apportés dans la nouvelle méthodologie, voir la note méthodologique à l'adresse suivante : www.inequalityindex.org
- 6 Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et base de données sur les richesses, accessibles à l'adresse <https://stats.oecd.org>. <https://www.tnp.no/norway/economy/poverty-income-inequality-increase-norway>
- 7 Jonas Schytz Juul, Erik Bjørsted (2017), 52 mia. kr. i skattelettelser er primært gået til de rigeste.
https://www.ae.dk/sites/www.ae.dk/files/dokumenter/analyse/ae_52-mia-kr-i-skattelettelser-er-primært-gaaet-til-de-rigeste.pdf
- 8 Sune Caspersen (2018), Siden 2010 er indkomsten stagneret for de 40 pct. Fattigste.
https://www.ae.dk/sites/www.ae.dk/files/dokumenter/analyse/ae_siden-2010-er-indkomsten-stagneret-for-de-40-pct-fattigste_0.pdf
- 9 Stor ulighed i danskernes nettoformuer <https://fho.dk/wp-content/uploads/2019/02/stor-ulighed-i-danskernes-formuer.pdf>
- 10 Mie Dalskov Pihl, Frederik Steiner (2017), Danmark bruger færre penge på uddannelse.
https://www.ae.dk/sites/www.ae.dk/files/dokumenter/analyse/ae_danmark-bruger-faerre-enge-paa-uddannelse_0.pdf
- 11 Afro Barometer (2020), Majority of Sierra Leoneans like universal free education but call for greater investment.
http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%A4ches/ab_r8_dispatchno378_sierra-leoneans_like_free_universal_education_call_for_greater_investment.pdf
- 12 The Economist (2020), A mayor is reforming Sierra Leone's rotten property tax.
<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/06/18/a-mayor-is-reforming-sierra-leones-rotten-property-tax>
- 13 Politico SL (2020), Parliament passes Sierra Leones 2020 budget. <https://politicosl.com/articles/parliament-passes-sierra-leones-2020-budget>
- 14 Commission européenne (2020), Entrée en vigueur de l'accord commercial UE-Viêt Nam.
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1412
- 15 Le gouvernement vietnamien a débloqué une enveloppe de près de 2,7 milliards de dollars pour 20 millions de personnes vulnérables directement affectées par la pandémie de coronavirus. Depuis avril 2020, les employés voyant leur contrat de travail temporairement suspendu et prenant plus de 14 jours de congés sans solde sont éligibles à une subvention de 1,8 million de dongs vietnamiens (76,74 dollars) par mois pendant trois mois. VOA (2020), For Vietnam's Poor, Access To Relief Aid Key To Joining Re-Opening Economy.
<https://www.voanews.com/covid-19-pandemic/vietnams-poor-access-relief-aid-key-joining-re-opening-economy>. Voir également Hanoi Times (2020), Vietnam kicks off financial relief package for 20 million vulnerable people. <http://hanoitimes.vn/us27-billion-financial-relief-package-for-vulnerable-people-becomes-effective-311695.html>.

Oxfam et un réseau partenaire d'organisations de la société civile pour les travailleuses et travailleurs migrants (M-NET) a réussi à influencer le ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales pour la mise en place d'un mécanisme national de feedback avec une hotline destinée à la main-d'œuvre migrante.
- 16 Personnel d'Oxfam au Vietnam : communications personnelles.
- 17 Al Jazeera (2020), Timeline: South Sudan since independence.
<https://www.aljazeera.com/news/2020/02/timeline-south-sudan-independence-200222173029619.html>
- 18 Le Soudan du Sud compte 700 personnalités militaires au rang de général, soit environ trois fois plus de généraux que de médecins. Les taux de mortalité infantile et maternelle du pays sont encore parmi les pires au monde, avec 99 enfants sur 1 000 naissances viables mourant avant l'âge de cinq ans et 1 150 décès

maternels pour 100 000 accouchements.

- 19 S. Varma (2019), Govt. Report Reveals Shocking Conditions of Workers in India. NewsClick. <https://www.newsclick.in/govt-report-reveals-shocking-condition-workers-india#:~:text=A%20recently%20released%20government%20report,areas%20working%20much%20beyond%20the>
- 20 M. Kugler et S. Sinha (2020), The impact of COVID-19 and the policy response in India. Brookings. <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/07/13/the-impact-of-covid-19-and-the-policy-response-in-india/>
- 21 K. Singh (2020), It's Time for a Solidarity Tax. The Wire. <https://thewire.in/government/coronavirus-solidarity-tax-wealthy>
- 22 Voir UNICEF au Nigeria (non daté), Education. <https://www.unicef.org/nigeria/education>
- 23 E. Akinwotu (2020), Nigeria to cut healthcare spending by 40% despite coronavirus cases climbing. The Guardian. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/jun/10/nigeria-to-cut-healthcare-spending-by-40-despite-coronavirus-cases-climbing> ; Civil Society Action Coalition on Education For All (CSACEFA) (2020), Education Financing: Withdrawn Your Request to Reduce Education Funds by 54% Immediately: CSACEFA to Buhari. <https://www.csacefa.org/index.php/education-financing-withdrawn-your-request-to-reduce-education-by-54-immediately/>
- 24 Voir par exemple CSI (2016), Les pays du Golfe et le travail forcé. <https://www.ituc-csi.org/les-pays-du-golfe-et-le-travail> et Human Rights Watch (2020), Lebanon: Abolish Kafala (Sponsorship) System. <https://www.hrw.org/news/2020/07/27/lebanon-abolish-kafala-sponsorship-system>
- 25 OIT (2018), Care Work and Care Jobs: The future of decent work. OIT. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_633135.pdf
- 26 H. N. Park (2020), Distribution of COVID-19 relief funds begins. The Korea Herald. <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20200504000558> ; et U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures. Groupe de la Banque mondiale, Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>
- 27 COVID-19 Health System Response Monitor (2020), Policy responses for Georgia. <https://www.covid19healthsystem.org/countries/georgia/livinghit.aspx?Section=4.2%20Entitlement%20and%200coverage&Type=Section>
- 28 En plus d'abaisser le taux maximum d'imposition, le gouvernement kenyan, à l'instar de nombreux autres États, a également réduit de 2 % le taux de TVA affiché. Cette mesure, plus progressive, bénéficie bien davantage aux ménages à faibles revenus. Fonds monétaire international (FMI) (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#K>
- 29 Ces indicateurs incluent l'achèvement du secondaire par les enfants les plus pauvres, la portée de la couverture des soins de santé essentiels, le nombre de citoyen-ne-s consacrant plus de 10 % du budget de leur ménage aux soins de santé et le nombre de personnes en âge d'être à la retraite bénéficiant effectivement de prestations de retraite.
- 30 Peter G. Peterson Foundation (2020), Why Are Americans Paying More For Healthcare? <https://www.pgpf.org/blog/2020/04/why-are-americans-paying-more-for-healthcare#:~:text=In%202018%2C%20the%20United%20States,to%2018%20percent%20in%202018>
- 31 Ces modifications apportées par l'Indonésie et la Belgique couvrent les baisses déjà introduites et celles prévues sur les quelques prochaines années.
- 32 Le coefficient de Gini est la mesure standard du niveau d'inégalités dans un pays, l'égalité parfaite étant atteinte à 0 et l'inégalité la plus extrême avec un résultat de 1. Les pays les plus égalitaires ont un coefficient de Gini autour de 0,2, tandis que les plus inégalitaires se situent autour de 0,6.
- 33 Commission européenne (2020), Entrée en vigueur de l'accord commercial UE-Viêt Nam. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1412
- 34 The Guardian. (2020). New employment law effectively ends Qatar's exploitative kafala system. <https://www.theguardian.com/global-development/2020/sep/01/new-employment-law-effectively-ends-qatars-exploitative-kafala-system>
- 35 T. Craemer (2015), Estimating Slavery Reparations: Present Value Comparisons of Historical Multigenerational Reparations Policies. Social Science Quarterly 96 (2) (2015): 639-655. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/ssqu.12151>
- 36 American Civil Liberties Union (ACLU) (2020), A Tale of Two Countries: Racially Targeted Arrests in the Era of Marijuana Reform. <https://www.aclu.org/report/tale-two-countries-racially-targeted-arrests-era-marijuana-reform>
- 37 J. Eggleston et R. Munk (2019), Net Worth of Households: 2015. United States Census Bureau. <https://www.census.gov/library/publications/2019/demo/p70br-164.html>
- 38 J. Cotterill et C. Bruce-Lockhart (2019), Black South Africans lose out as economic divide bites. Financial Times. <https://www.ft.com/content/42ef27d2-6c13-11e9-a9a5-351eeaef6d84>

- 39 A. Levy (2019), Who Owns South Africa? The New Yorker. <https://www.newyorker.com/magazine/2019/05/13/who-owns-south-africa>
- 40 Pour des données détaillées, voir State of Black America (2020), COVID-19 By The Numbers: John Hopkins Report. <https://soba.iamempowered.com/johns-hopkins-report>
- 41 FMI (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#P>
- 42 I. Magra (2020), Greece has 'Defied the Odds' in the Pandemic. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2020/04/28/world/europe/coronavirus-greece-europe.html>
- 43 OIT (2020), Social Protection Monitor: Social protection responses to the COVID-19 crisis around the world. <https://www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?id=56047>
- 44 COVID-19 Health System Response Monitor (2020), Georgia. <https://www.covid19healthsystem.org/countries/georgia/countrypage.aspx>
- 45 La Bolivie a augmenté de 322 % les transferts monétaires, qui concernaient 3 417 803 personnes en 2015, pour atteindre aujourd'hui environ 96,89 % de sa population. Le gouvernement a créé trois nouveaux programmes provisoires de transferts monétaires : Bono Familia (BF), Bono Canasta Familiar (BFC) et Bono Universal (BU). Ceux-ci devraient atteindre 3,3 millions de ménages et leurs 11,1 millions de membres (comprenant à la fois les bénéficiaires directs et les bénéficiaires indirects que sont les autres membres du foyer), soit 97,9 % de la population totale. U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures. Groupe de la Banque mondiale, Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>. Selon une récente analyse menée par Oxfam en Bolivie, afin d'atténuer les effets d'une crise aussi dévastatrice, étant donné les marges de manœuvre réduites en matière de fiscalité, il faudrait que les ressources ciblent davantage les personnes les plus vulnérables et soient prolongées sur une période étendue, à l'image des régimes temporaires de revenu de base proposés par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPAL) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- 46 OIT, Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang--fr/index.htm
- 47 U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures. Groupe de la Banque mondiale, Washington DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>
- 48 U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19. Op. cit.
- 49 OCDE (2020), The OECD Tax Database. <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/>
- 50 D. Dawkins (2020), Denmark and Poland Fire Warning Shot to Europe's Tax Avoiders, 'You Won't Get Bailouts'. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/daviddawkins/2020/04/21/denmark-and-poland-fire-warning-shot-to-europes-tax-avoiders-you-wont-get-bailouts/#770c03915088>
- 51 L. Zamore et B. Phillips (2020), COVID-19 and Public Support for Radical Policies. Centre on International Cooperation (NYU CIC). <https://cic.nyu.edu/publications/covid-19-and-public-support-radical-policies>
- 52 OCDE (2020), The OECD Tax Database. <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/>
- 53 FMI (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#N>
- 54 Ibid.
- 55 KPMG (2020), Namibia: Government and institution measures in response to COVID-19. <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/namibia-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>
- 56 Voir ILO Monitor: COVID-19 and the world of work. Fifth edition. 30 June 2020. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_749399.pdf
- 57 Voir CSI (2020), Enquête mondiale de la CSI sur la Covid-19. 22 – 25 juin 2020. <https://www.ituc-csi.org/ituc-global-covid-19-survey-22june-findings-fr>
- 58 H. N. Park (2020), Distribution of COVID-19 relief funds begins. The Korea Herald. <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20200504000558>
- 59 Fin mai 2020, l'Espagne a instauré un revenu de base minimum pour les personnes et les familles menacées par la pauvreté. Le programme coûtera environ 3 milliards d'euros par an. Quelque 850 000 ménages, soit 2,3 millions de personnes, sont éligibles au revenu de base depuis le 15 juin 2020. Les particuliers reçoivent 462 euros par mois, auxquels s'ajoutent 139 euros par mois et par personne à charge supplémentaire, dans la limite de 1 015 euros par mois. Les familles monoparentales reçoivent 100 euros supplémentaires. Pour être éligibles, les personnes qui en font la demande doivent avoir entre 23 et 65 ans, ou au moins 18 ans avec des personnes à charge mineures. Elles doivent en outre résider en Espagne depuis au moins un an (à l'exception des victimes de violences sexuelles ou basées sur le genre) et avoir un patrimoine maximum de 16 641 euros nets pour les particuliers ou jusqu'à 46 146 euros nets pour les ménages plus grands. Catalan News (2020), Spain approves targeted basic income for households at risk of poverty.

- <https://www.catalannews.com/politics/item/spain-approves-targeted-basic-income-for-households-at-risk-of-poverty>
- 60 U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19. Op. cit.
- 61 FMI (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#K>
- 62 Corée du Sud : voir H. N. Park (2020), Distribution of COVID-19 relief funds begins. The Korea Herald. <http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20200504000558>
- Togo : FMI (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#T>
- Kenya : OCDE (2020), The OECD Tax Database. <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/tax-database/>
- Indonésie : FMI (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#I>
- Espagne : voir note 60. Catalan News (2020), Spain approves targeted basic income for households at risk of poverty. <https://www.catalannews.com/politics/item/spain-approves-targeted-basic-income-for-households-at-risk-of-poverty>
- Bangladesh : U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19. Op.cit. Voir également FMI (2020), Policy Responses to COVID-19. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#B>
- Nigeria : le Nigeria a accru les transferts monétaires de 1 054 %, passant de 885 089 bénéficiaires en 2015 à 10 215 803. Le programme de transfert monétaire couvre désormais 4,76 % de la population totale. U. Gentilini, M. Almenfi, I. Orton et P. Dale (2020), Social Protection and Jobs Responses to COVID-19. Op. cit.
- 63 Politics.co.uk (non daté), Income Tax. <https://www.politics.co.uk/reference/income-tax>
- 64 Voir par exemple <https://blogs.imf.org/2020/05/11/how-pandemics-leave-the-poor-even-farther-behind/> ; <https://blogs.imf.org/2020/04/30/a-new-deal-for-informal-workers-in-asia/> ; <https://blogs.imf.org/2020/07/21/the-covid-19-gender-gap/> ; et Fiscal Affairs Department, Tax Issues: An Overview, Special Series Note April 6, 2020, accessible à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/covid19-special-notes>
- 65 L'examen de tous les prêts d'urgence accordés par le FMI au 31 août 2020 n'a pas permis de relever la moindre mention de l'impact potentiel de la pandémie ou des mesures déployées pour y répondre sur les inégalités. Par exemple, l'acte de prêt IFR au Kenya (accessible à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/05/11/Republic-of-Kenya-Request-for-Disbursement-under-the-Rapid-Credit-Facility-Press-Release-49405>) suggère de revenir sur la baisse du taux maximum d'imposition sur les revenus des particuliers après la crise, mais uniquement dans un souci d'augmentation des recettes, et non pour des motifs de lutte contre les inégalités ; l'acte pour l'Équateur (accessible à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/05/28/Ecuador-Request-for-Purchase-under-the-Rapid-Financing-Instrument-and-Cancellation-of-49460>) mentionne l'impôt de solidarité, mais là encore en tant que mesure d'augmentation des recettes et non de lutte contre les inégalités ; enfin, l'acte de prêt pour l'Afrique du Sud (accessible à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/07/28/South-Africa-Request-for-Purchase-Under-the-Rapid-Financing-Instrument-Press-Release-Staff-49612>) signale que le gouvernement avait renforcé les mesures de protection sociale en particulier pour les jeunes au chômage, mais ne relie pas du tout cela aux inégalités raciales ou de revenu.
- 66 Bretton Woods Project (2020), The IMF and World Bank-led Covid-19 recovery: 'Building back better' or locking in broken policies? <https://www.brettonwoodsproject.org/2020/07/the-imf-and-world-bank-led-covid-19-recovery-building-back-better-or-locking-in-broken-policies/>
- 67 ActionAid International (2020), Covid-19 crisis: IMF told countries facing critical health worker shortages to cut public sector wages. <https://actionaid.org/news/2020/covid-19-crisis-imf-told-countries-facing-critical-health-worker-shortages-cut-public>
- 68 Banque mondiale (2020), 2020 International Debt Statistics. <https://datatopics.worldbank.org/debt/ids/> D'après les calculs d'Oxfam, les pays éligibles à l'IDA devront rembourser quelque 3,513 milliards de dollars à la Banque mondiale.
- 69 La recherche d'Oxfam sera publiée prochainement. Dans le cadre de cette recherche, Oxfam a analysé les 71 projets s'inscrivant dans le Plan stratégique de préparation et de réponse à la COVID-19 (SPRP). Au 30 juin 2020, 73 pays figuraient sur la liste de la Banque mondiale des pays bénéficiant du mécanisme « COVID-19 Fast-Track Facility » dédié. Néanmoins, deux d'entre eux (la Somalie et l'Iran) ne sont pas sous l'égide du SPRP et n'ont donc pas été inclus dans notre analyse.
- 70 Par exemple, la Norvège maintient son aide aux niveaux annoncés précédemment malgré la baisse de son PIB. Pour de plus amples détails sur les réponses des bailleurs, voir <https://donortracker.org/>
- 71 Pour obtenir ces données, voir le blog du FMI sur les dernières mesures fiscales et les pays à revenu faible à l'adresse <https://blogs.imf.org/2020/08/27/covid-19-without-help-low-income-developing-countries-risk-a-lost-decade/>
- 72 Voir Matthew Martin (à paraître en 2020), Solidarity Taxes to Fund the post-COVID Recovery. Document d'orientation à paraître pour le University of New York Centre for International Cooperation Grand Challenge

on Inequality and Exclusion, octobre 2020.

- 73 Pour de plus amples détails sur ces propositions globales, voir <https://www.icrict.com/icrict-documentsthe-global-pandemic-sustainable-economic-recovery-and-international-taxation>
- 74 Voir également le document CEPR/Oxfam à l'adresse <https://www.cepr.net/report/the-world-economy-needs-a-stimulus-imf-special-drawing-rights-are-critical-to-containing-the-pandemic-and-boosting-the-world-economy/>.
- 75 Pour de plus amples détails sur l'ampleur du poids de la dette extérieure et sur ces propositions, voir Christian Aid, Oxfam, Global Justice Now, Jubilee Debt Campaign (2020), *Passing the Buck on Debt Relief: How the failure of the private sector to cancel debts is fueling a crisis across the developing world*. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621026/mb-passing-buck-debt-relief-private-sector-160720-en.pdf>. Il convient de souligner que ces chiffres n'incluent pas le service de la dette intérieure, qui est déjà élevée et augmente rapidement dans de nombreux pays.
- 76 Cet indicateur s'appuie sur des données probantes issues de toute une série d'études ; voir les rapports sur les précédents indices ERI. J. Martinez-Vazquez, V. Vulovic et B. Moreno Dodson (2014), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries*. Georgia State University, Economics Department Publications. https://scholarworks.gsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1036&context=econ_facpub ; N. Lustig (2015), *The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health: Evidence from Thirteen Developing Countries in the Commitment To Equity Project*. CEQ Working Paper Series, Tulane University. http://www.commitmenttoequity.org/publications_files/Comparative/CEQWPNo30RedisImpactGovntSpendEducHealthMarch2015.pdf ; et OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*. <https://www.oecd.org/els/soc/OECD2015-In-It-Together-Chapter1-Overview-Inequality.pdf>. Voir également, par exemple, F. Jaumotte et C. Osario Bultron (2015), *Power From The People*. FMI. *Finances et Développement*. 52:1. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2015/03/jaumotte.htm>
- 77 Lorsqu'un État fournit des services publics gratuits, les personnes les plus pauvres n'ont pas à ponctionner leurs revenus pour en bénéficier ; les transferts monétaires par le biais de programmes de protection sociale progressifs s'apparentent également à une redistribution des ressources. Ensemble, de telles mesures peuvent augmenter les rentrées d'argent des ménages à faibles revenus d'autant (sinon plus) que leurs salaires de base.
- 78 Lorsque des études d'incidence étaient disponibles, elles ont été utilisées (Institut CEQ et OCDE). Dans le cas contraire, l'indice ERI s'appuie sur une étude mondiale approfondie portant sur 150 pays sur une période de 30 ans pour établir les niveaux d'incidence moyenne pour l'éducation, la santé et la protection sociale. J. Martinez-Vazquez, V. Vulovic et B. Moreno Dodson (2014), *The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution*. Op. cit.
- 79 Cela correspond à l'ensemble des transferts du système fiscal (c.-à-d. combiné avec les impôts). Analyse de l'institut Commitment to Equity (CEQ) (2019), *Fiscal Incidence in Ukraine: A Commitment to Equity Analysis*. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/690771553167885255/pdf/135467-BRI-POV-Practice-Note-14.pdf>
- 80 Mesuré d'après le coefficient de Gini (https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?most_recent_value_desc=false) et le ratio de Palma (<http://hdr.undp.org/en/composite/IHDI>).
- 81 L'Ukraine consacre désormais 8,27 % de son budget aux dépenses de santé, contre 9,62 % dans l'indice ERI 2018. En théorie, les services de santé sont gratuits à la source et ce droit est inscrit dans la Constitution. Dans la pratique, toutefois, cette couverture des soins de santé financés par l'État est extrêmement limitée, et quelque 55 % des soins de santé sont financés par des dépenses directes. La part des dépenses directes dans les dépenses de santé totales est passée de 38 % en 2010 à 48 % en 2015, tandis que les dépenses publiques pour la santé ont reculé. Au sein du quintile le plus pauvre de la population, les dépenses directes ont augmenté de 40 % entre 2010 et 2015, contre seulement 15 % d'augmentation pour le quintile le plus riche. En 2015, le quintile le plus pauvre a déboursé plus de dépenses directes (5,1 %) que le quintile le plus riche (4,5 %).
- A. Goroshko, N. Shapoval. et T. Lai (2018), *Les soins de santé sont-ils abordables ?* OMS. https://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0004/421168/Can-people-afford-to-pay-for-health-care-fre.pdf. En 2014, l'Ukraine a instauré une TVA sur les médicaments et les produits médicaux à un taux de 7 %. Voir Orange Health Consultants/Netherlands Enterprise Agency (2018), *Health Care in Ukraine*.
- Pour ce qui est de la couverture santé concernant la COVID-19 en Ukraine, tous les dépistages et les traitements dans les établissements publics sont gratuits et sans co-paiements. L'État a versé des primes au personnel de santé et autres travailleurs et travailleuses directement impliqués dans la lutte contre la COVID-19, pouvant atteindre 300 % de leur salaire, ainsi qu'aux travailleurs et travailleuses sociaux intervenant à domicile, pouvant atteindre 100 % de leur salaire. <https://www.covid19healthsystem.org/countries/ukraine/countrypage.aspx>
- 82 Les dépenses de défense et de remboursement de la dette sont issues du programme Government Spending Watch de DFI. Government Spending Watch (2019), [https://www.governmentspendingwatch.org/spending-data/data?countries\[0\]=South%20Sudan§or\[0\]=agriculture§or\[1\]=health§or\[2\]=education§or\[3\]=environment§or\[4\]=gender§or\[5\]=social_protection§or\[6\]=wash§or\[7\]=debt§or\[8\]=defence&exptype=plac&strail=total&units=NCcurrent&year=2019&uid=0&view=data#download](https://www.governmentspendingwatch.org/spending-data/data?countries[0]=South%20Sudan§or[0]=agriculture§or[1]=health§or[2]=education§or[3]=environment§or[4]=gender§or[5]=social_protection§or[6]=wash§or[7]=debt§or[8]=defence&exptype=plac&strail=total&units=NCcurrent&year=2019&uid=0&view=data#download). Le montant du service de la dette est celui de 2019 et provient des rapports pays du FMI 14/345, 17/73 & 19/153. Fonds monétaire international (2019), *Republic Of South Sudan 2019 Article Iv Consultation—Press Release*; Staff

Report; and Statement By The Executive Director For The Republic Of South Sudan.
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/06/04/South-Sudan-2019-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-46965>

- 83 Au Soudan du Sud, les 1 % les plus riches détiennent plus que les 50 % les plus pauvres. Voir World Inequality Database. Soudan du Sud. <https://wid.world/fr/country/soudan-du-sud/>
- 84 Rapport mondial de suivi sur l'éducation (2018), Free education for all in Sierra Leone? Can it happen? World Education Blog. <https://gemreportunesco.wordpress.com/2018/09/17/free-education-for-all-in-sierra-leone-can-it-happen/#:~:text=In%20late%20August%2C%20Sierra%20Leone's,secondary%20education%20on%2017%20September>
- 85 K. Ighobor (2019), President Maada Bio speaks on child and maternal mortality in Sierra Leone. Africa Renewal. <https://www.un.org/africarenewal/magazine/december-2019-march-2020/president-julius-maada-bio-speaks-child-and-maternal-mortality>
- 86 Ces nouveaux engagements se traduisent clairement en une augmentation des dépenses de santé et d'éducation, mais les chiffres de couverture restent tellement bas (étant donné qu'ils datent d'avant les engagements en matière de dépenses) qu'ils n'influencent pas le score du pays.
- 87 Pays à revenu faible (PRF), pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), pays à revenu intermédiaire de la tranche (PRITS) et pays à revenu élevé (PRE)
- 88 Rapport mondial de suivi sur l'éducation et UNESCO (2019), Ethiopia is making the fastest progress in primary completion in sub-Saharan Africa. How? World Education Blog. <https://gemreportunesco.wordpress.com/2019/07/12/ethiopia-is-making-the-fastest-progress-in-primary-completion-in-sub-saharan-africa-how/>.
- 89 Voir UNICEF au Nigeria (non daté), Education. <https://www.unicef.org/nigeria/education>
- 90 Cela a conduit à une augmentation de la part du budget, qui est passée de 10 % dans l'indice ERI 2018 à 18 %, et la RDC est ainsi remontée de 100 places dans le classement des dépenses d'éducation. En 2011, cette part n'était que de 6 %. Voir R. Winthrop, I. Greubel et X. Ackerman (2013), The New Push for Education Reform in the Democratic Republic of the Congo. Brookings. <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2013/03/01/the-new-push-for-education-reform-in-the-democratic-republic-of-the-congo/#:~:text=Over%20the%20last%20two%20years,a%20large%20increase%20is%20uncommon>
- 91 Global Partnership for Education (2020), Democratic Republic of Congo. <https://www.globalpartnership.org/where-we-work/democratic-republic-of-congo>
- 92 Filles âgées de 5 à 17 ans. Voir UNICEF (non daté), République Démocratique du Congo. <https://www.unicef.org/drcongo/ce-que-nous-faisons/education>
- 93 M. Kavanagh (2019), Congo Proposes 63% Increase in Budget to \$10.2 Billion. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-11-11/congo-proposes-63-increase-in-budget-to-10-2-billion>
- 94 Banque mondiale (2020), « Quand je serai grande, je serai institutrice » : les nouvelles ambitions des élèves congolais depuis que l'école est gratuite. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2020/06/16/the-new-ambitions-of-congolese-schoolchildren-now-that-school-is-free>
- 95 Le Niger et Haïti reculent respectivement de 56 et 63 places en termes de dépenses d'éducation.
- 96 Haïti partait d'un niveau de dépenses très faible de 11 % en 2011 d'après les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Le Niger connaît une situation comparable : le pays approchait de l'objectif de 20 % de dépenses pour améliorer la scolarisation des filles, mais le poids de la dette l'a contraint à des coupes budgétaires. Voir FMI (2018), Niger: Letter of Intent, Memorandum of Economic Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding. <https://www.imf.org/external/np/loi/2018/ner/112118.pdf>
- 97 Données sur Haïti issues de la base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation : http://www.education-inequalities.org/countries/haiti/#?dimension=wealth_quintile&group=all&year=latest
- 98 L'indice ERI mesure les dépenses directes catastrophiques telles que définies dans l'indicateur 3.8.2 des ODD. Organisation mondiale de la Santé. Suivi de l'indicateur de l'objectif de développement durable 3.8.2. https://www.who.int/health_financing/topics/financial-protection/monitoring-sdg/fr/
- 99 Center for Economic and Social Rights (2019), Egypt Social Progress Indicators Reveal How Austerity Feeds Gross Inequalities. <https://www.cesr.org/egypt-social-progress-indicators-reveal-how-austerity-feeds-gross-inequalities>
- 100 The Wire (2018), Who Is Paying for India's Healthcare? <https://thewire.in/health/who-is-paying-for-indias-healthcare>
- 101 Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA). Health Budget Brief. Policy Brief No. 65/2018–2019. <https://www.unicef.org/esaro/UNICEF-Kenya-2018-Health-Budget-Brief.pdf>
- 102 Oxfam (2017), Even It Up: How to tackle inequality in Vietnam. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-vietnam-inequality-120117-en.pdf
- 103 VOA News (2020), For Vietnam's Poor, Access To Relief Aid Key To Joining Re-Opening Economy. <https://www.voanews.com/covid-19-pandemic/vietnams-poor-access-relief-aid-key-joining-re-opening>

economy

- 104 N. Lustig (2012), Taxes, Transfers, and Income Redistribution in Latin America. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/558911468159605091/pdf/714000BR1010Bo0InFocusJuly2012FINAL.pdf>
- 105 DW (2018), Argentina: protestors clash with police over spending cuts. <https://www.dw.com/en/argentina-protesters-clash-with-police-over-spending-cuts/a-46032522>
- 106 Pour l'indicateur 5.c.1 des ODD, les données sont actuellement recueillies par le cadre de suivi du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC). Voir UN Statistics Wiki. <https://unstats.un.org/wiki/display/SDGeHandbook/Indicator+5.c.1>. L'analyse de la dernière compilation de données réalisée par l'auteur est disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database>.
- 107 Bhoutan, Îles Salomon, Mali, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Népal, Guatemala, Philippines, Bangladesh, Jordanie, Vietnam, Égypte, Rwanda, Burkina Faso.
- 108 Pour de plus amples détails, voir <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/>
- 109 Voir la note méthodologique de l'indice ERI 2020 à l'adresse www.inequalityindex.org pour plus d'informations sur les limites rencontrées en termes de compilation de données de qualité sur la couverture
- 110 Le Groupe d'experts inter-agences chargé des indicateurs relatifs aux ODD a approuvé en novembre 2019 le taux d'achèvement comme nouvel indicateur global pour l'objectif 4.1. Une certaine prudence est de mise lors de l'interprétation des taux d'achèvement du second cycle de l'enseignement secondaire : il convient de tenir compte du fait que, dans certains pays, une partie des jeunes peuvent valider leur second cycle de l'enseignement secondaire à différents moments. Pour l'immense majorité des pays, cela repose sur l'indicateur 4.1.4 pour l'achèvement du second cycle de l'enseignement supérieur par le quintile le plus pauvre, qui fait partie du suivi de l'ODD 4. Institut de statistique de l'UNESCO (données de l'ISU). <http://data.uis.unesco.org/index.aspx?queryid=3424>. Voir la note méthodologique de l'Indice ERI 2020 pour plus d'informations : www.inequalityindex.org.
- 111 D'après les données par quintile issues des enquêtes sur les ménages.
- 112 Le cas de l'Éthiopie est particulièrement révélateur : il s'agit du deuxième pays consacrant le plus de dépenses à l'éducation, mais le taux d'achèvement y est faible. Cela témoigne clairement de l'engagement du pays à universaliser l'enseignement secondaire grâce à ses dépenses, mais cela ne se reflète pas encore dans les taux d'achèvement en raison du décalage entre les dépenses et l'achèvement.
- 113 Technical Cooperation Group on the Indicators for SDG 4 (2017), Data. <http://tcg.uis.unesco.org/data-resources/>
- 114 Indicateur 3.8.1 des ODD, Couverture santé universelle (CSU) – Indice évaluant l'accès aux services essentiels, concernant notamment la santé procréative, maternelle, néonatale et infantile, les maladies infectieuses, les maladies non transmissibles, la capacité d'accueil et l'accessibilité des services pour la population en général et les plus défavorisés en particulier.
- 115 Indicateur 3.8.2 des ODD, Dépenses directes catastrophiques, concernant les ménages consacrant au moins 10 % de leur budget aux soins de santé.
- 116 Entre 1995 et 2006, la part de la population costaricienne ayant accès aux soins de santé primaires est passée de 25 % à 93 %. The Economist (2018), An affordable necessity: Special Report on Universal Health Care. https://globalhealth.washington.edu/sites/default/files/The%20Economist_UHC_WithinReach.pdf
- 117 P. Sauma et J. D. Trejos (2014), Social Public Spending. Taxes, Redistribution of Income, and Poverty in Costa Rica. Commitment to Equity Working Paper No. 18. http://www.commitmenttoequity.org/publications_files/Costa%20Rica/CEQWPNo18%20PubSpendTaxRedistIncandPover%20Costa%20Rica.pdf
- 118 Voir la note méthodologique à l'adresse www.inequalityindex.org pour de plus amples informations. Les données sont issues du Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 de l'OIT et de la base de données connexe <https://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowWiki.action?id=594>. Dans un très petit nombre de pays, DFI a complété ces données avec des sources d'informations nationales.
- 119 OIT (2017), Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 : Protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_624892.pdf
- 120 Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure : Botswana, Roumanie, Guyana, Lettonie, Chine, Seychelles, Bélarus, Hongrie, Maurice, Chypre. Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure : Bolivie, République du Kirghizistan et Mongolie.
- 121 Ils s'appuient également sur des régimes non contributifs pour intensifier leur action. Pour une analyse de la République du Kirghizistan, voir OCDE (2018), Social Protection System Review of Kyrgyzstan. OECD Development Pathways. Paris : OECD Publishing. https://www.oecd.org/countries/kyrgyzstan/Social_Protection_System_Review_Kyrgyzstan.pdf. Pour la Mongolie, voir S. Freije et J. Yang (2018), Mongolia: Distributional Impact of Taxes and Transfers. Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/234971541520019289/pdf/131852-POV180-PRWP8639.pdf>
- 122 Voir Département de la protection sociale de l'OIT (2016), Bolivia: Universal pensions for older persons.

<https://www.social-protection.org/gimi/RessourcePDF.action?ressource.ressourceId=53696>

- 123 J. P. Mauricio Vargas et S. Garriga (2015), Explaining Inequality and Poverty Reduction in Bolivia. Document de travail du FMI. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15265.pdf>
- 124 Le manque de données limite actuellement la capacité de l'indice ERI à couvrir ce point (voir la note méthodologique à l'adresse www.inequalityindex.org), mais cela est important pour son impact sur les inégalités. Tout d'abord, comme le souligne le Rapport mondial sur la protection sociale de l'OIT (voir https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang-fr/index.htm), certains modèles de retraite (y compris parmi ceux affichant des taux de couverture élevés) masquent des inégalités, en particulier les modèles contributifs qui favorisent les personnes travaillant dans le secteur formel (souvent les personnes les plus aisées dans les pays à revenu plus faible). Ils peuvent également creuser le fossé entre les femmes et les hommes s'ils sont conçus autour d'un modèle de soutien familial masculin. Par exemple, la Confédération syndicale internationale (CSI) révèle que les retraites des femmes dans l'UE sont inférieures de 40 % en moyenne à celles des hommes. Même en Europe, la région la plus proche d'une protection sociale universelle, seulement 80 % de la population est couverte par différentes prestations. C'est pourquoi, à mesure que la qualité des données progresse, l'indice ERI entend mesurer tous les types de couverture (afin de couvrir toutes les phases de la vie) et leur pertinence pour lutter contre les inégalités. CSI (non daté), Rapport sur les politiques sociales et économiques : Différences entre hommes et femmes en matière de protection sociale. https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/policy_brief_gender_gaps_social_protection_fr.pdf
- 125 Cet indicateur s'appuie sur plusieurs études mesurant l'impact prévu des dépenses sur le coefficient de Gini. Lorsque des études d'incidence nationales étaient disponibles (provenant en grande partie de l'Institut CEQ et de l'OCDE), nous les avons utilisées. Dans le cas contraire, l'indice ERI s'appuie sur une étude mondiale approfondie portant sur 150 pays sur une période de 30 ans pour établir les niveaux d'incidence moyenne pour l'éducation, la santé et la protection sociale. Voir : J. Martinez-Vazquez et B. Moreno-Dodson (2014), The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution: Evidence from a Large Panel of Countries. Op. cit. Pour de plus amples informations, voir la note méthodologique : www.inequalityindex.org. https://scholarworks.gsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1036&context=econ_facpub
- 126 Cela s'appuie également sur les analyses de l'Institut CEQ et sur d'autres études d'incidence. Voir N. Lustig, C. Mariotti et C. Sánchez-Páramo (2020), The redistributive impact of fiscal policy indicator: A new global standard for assessing government effectiveness in tackling inequality within the SDG framework. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/opendata/redistributive-impact-fiscal-policy-indicator-new-global-standard-assessing-government>
- 127 Voir J. Martinez-Vazquez, V. Vulovic et B. Moreno Dodson (2014), The Impact of Tax and Expenditure Policies on Income Distribution. Op. cit. ; N. Lustig (2015), The Redistributive Impact of Government Spending on Education and Health. Op. cit. ; et OCDE (2015), Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous. Op. cit. Voir également, par exemple, F. Jaumotte et C. Osario Bultron (2015), Power From The People. FMI. Finances et Développement. 52:1. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2015/03/jaumotte.htm>
- 128 K. Goraus et G. Inchauste (2016), The Distributional Impact of Taxes and Transfers in Poland. Document de travail de la Banque mondiale sur la recherche sur les politiques 7787. http://www.commitmentoequity.org/wp-content/uploads/2018/03/Poland_WPS7787.pdf
- 129 La Turquie a réduit ses dépenses publiques dans la santé, l'éducation et la protection sociale entre 2015 et 2018. Les chiffres utilisés dans ce rapport reflètent les dépenses publiques du pays dans ces domaines à compter de 2018. Les dépenses publiques dans ces domaines ont augmenté, selon les données disponibles sur les dépenses de la Turquie en 2019, voir la classification des fonctions des administrations publiques du FMI pour 2019. <https://data.imf.org/regular.aspx?key=61037799>
- 130 L'Éthiopie, qui arrive très bas dans le classement malgré de bonnes dépenses publiques, offre à cet égard un bon exemple : ces dépenses se révèlent certes favorables aux personnes pauvres, mais ne luttent pas contre les inégalités. Voir : http://www.commitmentoequity.org/wp-content/uploads/2017/09/CEQ-WP41_Hill-Inchauste-Lustig-Tsehaye-Woldehanna_Ethiopia_April2017.pdf
- 131 N. Lustig (2016), The Impact of Taxes and Social Spending on Inequality and Poverty in Latin America: Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Peru, and Uruguay (en espagnol). Center for Global Development, document de travail n° 427.
- 132 Seul le mode de calcul de certains indicateurs change dans l'indice ERI 2020. En nous appuyant sur les contributions d'expert-e-s en politiques fiscales dans le monde, nous avons 1) affiné notre indicateur de progressivité concernant l'impôt sur le revenu des particuliers afin d'accorder un plus grand crédit aux pays qui appliquent un impôt sur le revenu des particuliers progressif sur la totalité de l'échelle des revenus plutôt qu'à ceux qui n'appliquent que des taux très élevés sur les plus hauts salaires ; et 2) supprimé l'indicateur d'effort fiscal de notre évaluation de la collecte des impôts, car il retournait pour certains pays (de l'OCDE notamment) des scores très élevés en décalage avec les analyses nationales quant au potentiel d'augmentation des impôts perçus. Nous avons également associé l'indicateur sur les pratiques fiscales dommageables à l'impôt sur les sociétés, car son évaluation s'applique uniquement à ce type d'impôt.
- 133 Voir G. Inchauste, N. Lustig, M. Maboshe, C. Purfield et I. Woolard (2015), The Distributional Impact of Fiscal Policy in South Africa. Commitment to Equity Working Paper 29. http://www.commitmentoequity.org/wp-content/uploads/2017/09/CEQ-WP29_Inchauste-Lustig-Maboshe-Purfield-Woolard_South-Africa_REVISED-May2017.pdf
- 134 Voir J. Jellema et C. Tassot (2018), Analyse de l'impact des politiques fiscales et de protection sociale sur les inégalités et la pauvreté au Togo. OCDE/CEQ. https://www.oecd-ilibrary.org/development/analyse-de-l-impact-des-politiques-fiscales-et-de-protection-sociale-sur-les-inegalites-et-la-pauvrete-au-togo_3806d5d5-fr

- 135 Le Bahreïn est pénalisé par l'introduction en 2019 d'une TVA régressive et par le fait qu'il s'appuyait quasi exclusivement sur les redevances pétrolières et les droits de douane comme recettes fiscales, si bien que son rendement dans le recouvrement des trois principaux impôts était la plus faible de l'indice.
- 136 Pour plus de détails, voir la note méthodologique à l'adresse www.inequalityindex.org
- 137 Maldives Inland Revenue Authority (2020), Income Tax. <https://mira.gov.mv/IncomeTax.aspx>
- 138 La Mongolie avait initialement prévu d'abandonner son système à taux unique au profit d'un système progressif, mais a fait marche arrière en 2019.
- 139 Au Vanuatu, un comité de révision de la fiscalité a suggéré en 2017 d'introduire un impôt sur les sociétés avec un taux de 17 %. Voir Vanuatu Revenue Review (2017), Final Report on the Case for Revenue Reform and Modernisation. https://revenuereview.gov.vu/images/Publications/RevenueReviewFINALReport_10072017.pdf. Le Bahreïn soumet en revanche les entreprises du secteur des hydrocarbures à une fiscalité nette sur les bénéfices de 46 %.
- 140 En Argentine, le nouveau gouvernement a augmenté l'impôt sur la fortune et ajourné la baisse de l'impôt sur les sociétés. P. Gillespie et J. Do Rosario (2019), New Argentine Leader Seeks Higher Taxes to Boost Crisis Spending. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-12-17/argentina-s-fernandez-proposes-emergency-measures-to-congress>
- 141 J. Henley (2019), Sweden gets new government four months after election. The Guardian. <https://www.theguardian.com/world/2019/jan/18/sweden-gets-new-government-more-than-four-months-after-election>
- 142 A. W. Akhlas (2020), Indonesia accelerates tax reforms, cuts corporate income tax in COVID-19 playbook. The Jakarta Post. <https://www.thejakartapost.com/news/2020/04/02/indonesia-accelerates-tax-reforms-cuts-corporate-income-tax-in-covid-19-playbook.html>
- 143 Même si le taux d'impôt sur les sociétés a augmenté en Turquie, passant de 20 % à 22 % (depuis 2017), il reste historiquement faible comparé au taux d'avant 2005, qui était de 30 %.
- 144 Afghanistan, Angola, pays du CCG (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar) et São Tomé-et-Príncipe.
- 145 Australie, Bhoutan, Canada, États-Unis, Honduras, Inde, Irak, Jamaïque, Japon, Malaisie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour, Timor Leste. Hong Kong (RAS de la Chine) n'applique pas non plus de TVA. La plupart de ces pays recourent à des taxes sur les ventes qui sont tout aussi régressives et qui sont évaluées dans l'indice ERI sur la même base que la TVA.
- 146 Conseil européen, Fiscalité : liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-list-of-non-cooperative-jurisdictions/>
- 147 Fonds monétaire international (2019), The Rise of Phantom Investments. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2019/09/the-rise-of-phantom-fdi-in-tax-havens-damgaard.htm>
- 148 VEPR, Oxfam au Vietnam, The PRAKARSA et TAFJA (2020), Towards Sustainable Tax Policies in the ASEAN Region: The Case of Corporate Tax Incentives. https://oi-files-cng-prod.s3.amazonaws.com/asia.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/Oxfam_BCT_Ngoc_16h30-24-6-2020%20-final.pdf
- 149 Singapore Economic Development Board (2020), Gains Through Growth. <https://www.edb.gov.sg/en/how-we-help/incentives-and-schemes.html>
- 150 Voir par exemple le dernier rapport de l'Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation (ICRICT) (2020), The Global Pandemic, Sustainable Economic Recovery, and International Taxation. ICRICT. <https://static1.squarespace.com/static/5a0c602bf43b5594845abb81/t/5ee79779c63e0b7d057437f8/1592235907012/ICRICT+Global+pandemic+and+international+taxation.pdf>
- 151 Depuis août 2020, les plus-values en Belgique sont en général exonérées, sauf dans certains cas très spécifiques. PwC (2020), Belgium Corporate - Income Determination. <https://taxsummaries.pwc.com/belgium/corporate/income-determination>
- 152 H. Alencar et J. van Neck (2020), Capital Gains Taxes and Offshore Indirect Transfers. Oxfam et Finance Uncovered. <http://hdl.handle.net/10546/621031>
- 153 Données extraites des statistiques des recettes publiques de l'OCDE, dans les catégories Impôts sur le patrimoine (qui englobe les impôts sur la fortune et sur la propriété immobilière) et Impôts sur les gains en capital des personnes physiques et des sociétés. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=REV#>
- 154 Voir par exemple E. Saez et G. Zucman (2019), How would a progressive wealth tax work? Evidence from the economics literature. <http://gabriel-zucman.eu/files/saez-zucman-wealthtaxobjections.pdf> ; et S. Bach, M. Beznoska et V. Steiner (2014), A wealth tax on the rich to bring down public debt? Revenue and distributional effects of a capital levy in Germany. Fiscal Studies, Vol. 35, pp. 67-89.
- 155 2017 est la dernière année pour laquelle les scores des pays sont disponibles. La prochaine version des indicateurs de la Penn State University est attendue fin 2020 et couvrira les années 2018 et 2019.

- 156 Voir les profils des pays concernés pour connaître les indicateurs des droits du travail : <http://labour-rights-indicators.la.psu.edu/country/countries>
- 157 Sept pays sont inclus dans l'indice ERI, mais 12 autres (Arabie saoudite, Cuba, Émirats arabes unis, Érythrée, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Libye, Qatar, Soudan, Syrie, Turkménistan) en sont exclus, par manque de données. Cela confirme qu'il y a une très forte corrélation entre le manque de transparence des politiques pour lutter contre les inégalités et l'interdiction de former des syndicats indépendants.
- 158 R. Ebbighausen (2020), EU-Vietnam trade deal puts spotlight on workers' rights. DW. <https://www.dw.com/en/eu-vietnam-trade-deal-puts-spotlight-on-workers-rights/a-52040200>
- 159 Voir A. Lisboa (2020), For the Brazilian people, Bolsonaro is as dangerous as COVID-19. Equal Times. <https://www.equaltimes.org/for-the-brazilian-people-bolsonaro#.XxBrPCgzaUk> ; et J. Krein et K. Galhera (2019), Critical Dimensions of the Brazilian Labour Reform. Global Labour University. http://www.global-labour-university.org/fileadmin/GLU_Column/papers/No_319_Galhera.pdf
- 160 ITUC/CSI/IGB (2020), L'indice CSI des droits dans le monde 2020. <https://www.ituc-csi.org/ituc-global-rights-index-2020-fr>
- 161 Les conventions de l'OIT utilisées comme indicateurs pour cet indice s'articulent autour du respect des libertés civiles, du droit de créer ou d'adhérer à un syndicat, des activités syndicales, du droit à la négociation collective et du droit de grève.
- 162 Pour plus d'informations, voir Kvenréttindafelag Islands (non daté), Equal Pay Standard. <http://kvenrettindafelag.is/resourcer/equal-pay-standard/#:~:text=In%202018%2C%20legislation%20was%20passed%20mandating%20companies%20and,o ffer%20equal%20pay%20for%20work%20of%20equal%20value.>
- 163 Voir Banque mondiale (2020), Women, Business and the Law. https://wbl.worldbank.org/en/reforms/topic/wbl_sj. D'après la Banque mondiale, les pays ayant adopté des réformes sont l'Arabie saoudite, les Bahamas, la Barbade, le Cameroun, Djibouti, les Émirats arabes unis, le Gabon, la Géorgie, l'Irak, Kiribati, le Liberia, le Soudan du Sud, le Tchad, la Tunisie et la Zambie.
- 164 Définition extraite de l'indice Institutions sociales et égalité femme-homme de l'OCDE 2019 ; voir <https://www.genderindex.org/>. Elle est également utilisée par la Banque mondiale.
- 165 Voir Amnesty International (2018), Right To Be Free From Rape: Overview of Legislation and State of Play in Europe and International Human Rights Standards. <https://www.amnesty.org/download/Documents/EUR0194522018ENGLISH.PDF>
- 166 Library of Congress Law, Global Legal Monitor (2017), New Zealand: Paid Parental Leave to Be Extended to 26 Weeks by 2020. <https://www.loc.gov/law/foreign-news/article/new-zealand-paid-parental-leave-to-be-extended-to-26-weeks-by-2020/>
- 167 C. Coffey, P. Espinoza Revollo, R. Harvey, M. Lawson, A. Parvez Butt, K. Piaget, D. Sarosi et J. Thekkudan (2020), Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent> ; OIT (2013), Résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/normativeinstrument/wcms_233215.pdf ; Forum économique mondial (2019), Global Gender Gap Report 2020: Insight Report. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf ; ILO (2018), Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang-fr/index.htm ; P. Fortin (2017), Quels effets le système de garde à l'enfance universel du Québec a-t-il eus sur la sécurité économique des femmes ? Mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine (FEWO) de la Chambre des Communes, Ottawa. <https://www.ourcommons.ca/content/Committee/421/FEWO/Brief/BR8806290/br-external/FortinPierre-f.pdf> ; et V. Esquivel et A. Kaufmann (2017), Innovations in Care: New Concepts, New Actors, New Policies. Berlin : Friedrich-Ebert-Stiftung/UNRISD. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/13282.pdf>
- 168 Autre changement apporté aux scores cette année : les conventions de l'OIT et la Déclaration du centenaire recommandent d'abolir les salaires minimums inférieurs pour les jeunes, car ils aggravent la précarité des jeunes et sont source de discrimination entre les travailleurs et les travailleuses, alors même que rien n'indique qu'ils favorisent l'emploi des jeunes. Par conséquent, nous avons minoré les scores des quelques pays qui appliquent des salaires minimums inférieurs pour les jeunes, en fonction de la part de la population active affectée. Les scores ont ainsi été minorés de 2 % pour la Belgique, 5 % pour la Grèce, 6 % pour les Pays-Bas et 10 % pour le Royaume-Uni.
- 169 Solomon Times (2018), Minimum Wage Expected to Increase in 2019. <https://www.solomontimes.com/news/minimum-wage-expected-to-increase-in-2019/8856>
- 170 Roumanie, Espagne, République tchèque, Lituanie, Bulgarie.
- 171 Autre changement apporté aux scores cette année : les conventions de l'OIT et la Déclaration du centenaire recommandent d'abolir les salaires minimums inférieurs pour les jeunes, car ils aggravent la précarité des jeunes et sont source de discrimination entre les travailleurs et les travailleuses, alors même que rien n'indique qu'ils favorisent l'emploi des jeunes. Par conséquent, nous avons minoré les scores des quelques pays qui appliquent des salaires minimums inférieurs pour les jeunes, en fonction de la part de la population active affectée. Les scores ont ainsi été minorés de 2 % pour la Belgique, 5 % pour la Grèce, 6 % pour les Pays-Bas et 10 % pour le Royaume-Uni.

- 172 Soit plus que les sept pays identifiés en 2018, car nous avons resserré nos critères pour inclure dans ce groupe les pays qui ont défini des salaires minimums uniquement pour leur citoyen-ne-s, en excluant les travailleurs et travailleuses migrants (comme le Bahreïn et Oman), ainsi que ceux qui proposent un salaire minimum uniquement dans des secteurs spécifiques (Cambodge, Jordanie, Liban, Sainte-Lucie, Singapour, Tonga) ou dans le secteur public (Égypte, Éthiopie, Maldives) et ceux qui n'ont défini aucun salaire minimum (Soudan du Sud).
- 173 Corporate Maldives (2020), Finance Minister Suggests To Delay Minimum Wage Decision to 2022. <https://corporatemaldives.com/finance-minister-suggests-to-delay-minimum-wage-decision-to-2022/>
- 174 Global Living Wage Coalition (non daté), What is a Living Wage? <https://www.globallivingwage.org/about/what-is-a-living-wage/>
- 175 Salaires minimums d'après les questionnaires de l'ITUC, les ministères nationaux et la base de données WageIndicator.org ; revendications concernant les salaires minimums identifiés sur les forums régionaux consacrés au salaire minimum ; lorsque les salaires minimums variaient selon la région ou le secteur, le salaire le plus bas a été retenu. Pour le Cambodge, le salaire minimum porte uniquement sur le secteur vestimentaire.
- 176 Concernant le Bahreïn, voir Labour Market Regulatory Authority (2019), Bahrain Labour Market Indicators: Q2 2019. [http://lmra.bh/portal/files/cms/shared/file/Newsletter/Newsletter\(Q2_2019\)-%20English.pdf](http://lmra.bh/portal/files/cms/shared/file/Newsletter/Newsletter(Q2_2019)-%20English.pdf). Concernant Oman, voir National Centre for Statistics and Information (2018), 2018 Statistical Year Book. https://www.ncsi.gov.om/Elibrary/LibraryContentDoc/bar_Statistical%20Year%20Book%202018_a8b32d59-cdc9-4987-ba29-1e7ce78d5cca.pdf.
- 177 Voir A. al-Ali (2016), Informal Labor in Bahrain. <http://www.annd.org/cd/arabwatch2016/pdf/english/10.pdf> ; et Amnesty International (2019), Oman 2019. <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/oman/report-oman/>

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit par une petite équipe conjointe de Development Finance International et d'Oxfam International.

Chez DFI, Matthew Martin a été l'un des auteurs principaux du rapport et a dirigé l'équipe de compilation des données sur le travail. Jo Walker était chef de projet de l'indice ERI et auteur du chapitre sur les services publics. David Waddock a conçu et déployé la base de données globale et a dirigé l'équipe de compilation des données sur la fiscalité. Maria Holloway a dirigé l'équipe de compilation des données sur les services publics.

Chez Oxfam, Max Lawson a été l'un des auteurs principaux du rapport. Anthony Kamande a coordonné le travail d'Oxfam et apporté son soutien aux recherches. Nabil Abdo a rédigé le chapitre sur le travail. Didier Jacobs et Anthony Kamande ont participé à la vérification de la base de données. Anna Coryndon, Annie Thériault, Nick Galasso, Rachel Wilshaw, Sarah Hall, Emma Marie Holten, Katie Malouf, Anna Marriott, Nguyen Quang Thai, Anjela Taneja, Ellen Ehmke et Alvic Padilla, anciennement avec Christian Aid aux Philippines, ont apporté d'excellentes contributions. Alex Prats, Annie Thériault, Anthony Kamande, Charlotte Friar, Chiara Mariotti, Didier Jacobs, Ivan Nikolic, Kwesi Obeng, Mustafa Talpur, Max Lawson, Mikhail Maslennikov, Matthew Martin, David Waddock, Maria Holloway, Jo Walker et Patricia Espinoza Revollo ont joué un rôle majeur dans la supervision du projet et l'amélioration de la méthodologie de l'indice ERI. De nombreux affiliés et bureaux pays d'Oxfam et des expert-e-s sectoriel-le-s de haut niveau au sein d'Oxfam ont apporté leur précieuse contribution pour améliorer la qualité des données grâce à des sources de données plus récentes, ainsi que pour clarifier les tendances politiques nationales.

Isabel Ortiz (université de Columbia) et le personnel de l'OIT, de la Confédération syndicale internationale (CSI), du FMI, de l'UNESCO et de l'OMS ont apporté de précieuses contributions en matière de méthodologie, de données et d'analyse. Giulio Caperna, Eleni Papadimitriou et Matija Kovacic du Centre de compétence sur les indicateurs composites et les tableaux de bord, du Centre de recherche commun de la Commission européenne, nous ont fourni d'excellents conseils sur l'indice et sur l'évaluation de la robustesse disponible dans une annexe distincte.

Enfin, Development Finance International et Oxfam sont extrêmement reconnaissants envers l'Open Society Foundation, la Gates Foundation et Norwegian Church Aid pour le financement des travaux ayant permis de produire l'indice de l'engagement à la réduction des inégalités.

Photo de couverture : Inde, mai 2020 : travailleurs migrants bloqués pendant la pandémie de coronavirus et contraints de rentrer chez eux en traversant des limites d'états. Oxfam Inde distribue des repas chauds et de l'eau potable. Crédit photo : Neha Rani Varma/Oxfam Inde

Pour de plus amples informations sur l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités et sur vos moyens d'action pour lutter contre les inégalités dans le monde, ou pour consulter les données et la méthodologie utilisées pour rapport, rendez-vous sur www.inequalityindex.org

Pour de plus amples informations sur les problématiques évoquées dans ce rapport ou pour nous envoyer vos commentaires sur le rapport, veuillez envoyer un e-mail à matthew.martin@dri.org.uk et max.lawson@oxfam.org

© Development Finance International et Oxfam International octobre 2020

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour DFI et Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-652-2 en octobre 2020. DOI: 10.21201/2020.6515

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

DEVELOPMENT FINANCE INTERNATIONAL

Development Finance International est une organisation à but non lucratif de promotion, de conseil et de recherche en matière de renforcement des capacités, qui travaille avec plus de 50 gouvernements et organisations internationales et organisations de la société civile dans le monde pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et les inégalités grâce au financement du développement. Pour plus d'informations, consultez www.development-finance.org et www.governmentspendingwatch.org

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 67 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Veuillez contacter l'une des organisations pour toute information complémentaire ou consultez www.oxfam.org.